
S!lence
N°293
Février
2003
4 €
10 FS
S!lence
Ecologie • Alternatives • Non-violence
Mémoire
Ivan Illich
est bien vivant
Déchets
Après
l'incinérateur
L'hébergement
solidaire
RECETTES
VERT



Sommaire

Dossier : L'hébergement solidaire

Brèves

Les infos contenus de ce numéro ont été arrêtées au 8 janvier 2003.

Vu de l'intérieur...

Index 2002

L'index des articles et brèves parus en 2002 est disponible contre 2 euros en timbres. Les index des années précédentes sont également disponibles à ce prix (depuis 1994).

En chantier

En principe, les prochains dossiers seront consacrés à la place des enfants dans les écovillages (mars), déchets et collecte sélective d'achat (avril), le contre G8 (mai ou juin), alternatives en Franche-Comté (juillet), le numéro 300 (août)...

On se retrouve où cet été ?

Les Ami-e-s de Silence aimeraient organiser une réunion des lectrices et lecteurs cet été et l'idée serait éventuellement de le faire dans la région du numéro d'été, donc en Franche-Comté. Une autre possibilité serait de rejoindre une manifestation estivale déjà existante (encore le Larzac en août, le festival de films Résistance à Foix, début juillet...). Mais ce qui fera réellement la différence, ce serait une proposition de lieu où l'on puisse camper, plutôt début juillet, à quand même un assez grand nombre, et pour moins cher que dans un camping classique. Avez-vous des idées de lieux à nous communiquer ?
Cette rencontre devrait être l'occasion de réaliser la première assemblée générale de l'association les Ami-e-s de Silence qui pour le moment fonctionne avec un bureau provisoire.
Comme pour les vingt ans, le programme sur place serait totalement auto-organisé par celles et ceux qui proposent des activités.
Pour participer : *Les Ami-e-s de Silence, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.*

Semaine de la presse

Silence va participer à la semaine de la presse dans l'école du 24 au 29 mars 2003. Si vous êtes enseignant-e ou si vous connaissez un-e enseignant-e en lycée, université, IUFM, vous pouvez inciter votre établissement, ou demander à votre connaissance d'inciter son établissement à recevoir la revue à cette occasion. Vous pouvez nous adresser à Silence les coordonnées de l'école ou de l'université avant le 13 février. Nous nous chargeons de leur envoyer un exemplaire. Vous pouvez contacter Michel Jarru à la revue pour plus de renseignements au 04 74 07 08 68 ou le jeudi au 04 78 39 55 33.

FRANCHE-COMTÉ

A vous la parole !

Le numéro d'été sera un spécial «Alternatives en Franche-Comté». Si vous disposez d'adresses intéressantes dans cette région, des idées de reportages, n'hésitez pas à nous les communiquer.

N°300 A vous la parole !

Le numéro 300 devrait sortir pendant l'été 2003. Après avoir réfléchi à ce que pourrait être ce numéro, nous avons adopté l'idée de faire un numéro hors actualité.
Pour cela, nous lançons un appel à contributions pour que, sous forme écrite, de contes, de nouvelles, d'interviews, de poésies, de photos, de BD, de dessins, de collages, de trucages d'images, vous nous proposiez sur un format maximum de deux pages un «reportage» sur un thème en liaison avec les alternatives que nous souhaitons (écologie, non-violence...).
Nous avions déjà essayé de faire cela pour le numéro 250 et le résultat avait été mitigé : nous n'avions collecté que de quoi faire huit pages. Afin d'être plus dynamiques, nous avons donc décidé de lancer un appel plus large en contactant directement d'autres revues, des dessinateurs, des photographes, des graphistes. Si vous en connaissez, vous pouvez leur transmettre cet appel.
A l'arrivée, nous aimerions avoir un numéro d'une quarantaine de pages, regroupant une cinquantaine de contributions. Celles-ci seront sélectionnées par le comité de lecture. Elles ne sont pas rémunérées, mais les personnes qui seront publiées bénéficieront d'un abonnement d'un an à partir de ce numéro 300.
Nous aimerions réaliser ce numéro 300 pour début août 2003. Nous le réaliserions avant nos congés de juillet. Ceci veut dire que votre participation doit nous parvenir avant le 30 avril 2003.

Silence
Ecologie • Alternatives • Non-violence

✉ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
✆ **Renseignements**
04 78 39 55 33 mardi et jeudi
✆ **Diffusion - Comptabilité - Abonnements**
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
✆ **Rédaction**
04 78 39 55 33 le mercredi
✆ **Stands, correspondants**
04 77 41 18 16
✉ **Virements bancaires**
CCP 550 39 Y LYON
✉ **Distribution en Belgique**
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol - Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 1er trimestre 2003
Tirage : 6 000 ex

Editeur : Association Silence
Président : **Xavier Sérédine**
Trésorière : **Myriam Cognard**
Vice-trésorier : **Jacques Caclin**
Administratrices :
Madeleine Nutchey, Suzanne Vignal.

Réalisation de la revue
Directrice de publication : **Madeleine Nutchey** Secrétaires de rédaction : **Michel Bernard et Michel Jarru** Gestion et abonnements : **Michel Jarru** Communication et documentation : **Alexandre Esteban** Maquette et publicité : **Vincent Cheynet** Stands salons et fêtes : **Bruno Clémentin** Rédaction : **Michel Bernard, Alexandre Esteban, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier** Conseillers scientifiques : **Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot** Dessinateurs : **Altho, Lasserpe, Mahlen** Correcteurs : **Raymond Vignal, Françoise Weité** Expédition : **Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino** Ont participé à ce numéro : **Philippe Laporte, Sophie et Robert Lapaty.**
Couverture : **Mahlen.**

Venez nous voir !

N°294 - mars
Comité de clôture des articles :
samedi 1er février à 14 h
(clôture brèves : mercredi 5 février à 12 h)
Expédition :
vendredi 21 février de 14 h à 21 h 30

N°295 - avril
Comité de clôture des articles :
samedi 1er mars à 14 h
(clôture brèves : mercredi 5 mars à 12 h)
Expédition :
vendredi 21 mars de 14 h à 21 h 30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Bulletin d'abonnement page 47

LE MOIS DE LASSERPE

JACQUES CHIRAC, 70 ANS ET EN PLEINE FORME



28 NOUVELLES PRISONS POUR LUTTER CONTRE LA SURPOPULATION



CONSTRUCTION DE 4 INCINÉRATEURS DE FARINES ANIMALES



REPRISE DES INSPECTIONS EN IRAK



FAMINE EN AFRIQUE



Nomades solidaires

Voyager aujourd'hui, de façon volontaire, sans être chassé de son pays, sans être expatrié, est encore trop souvent le fait de personnes aisées, issues largement des pays riches du monde occidental. Le seul transport et l'hébergement sur place, sans compter le fait de se nourrir, coûtent cher, et ne favorisent pas les rencontres humaines. Et si l'industrie du tourisme et les tours operators cédaient la place aux voyages faits de rencontres, d'échanges libres et non marchands, de découvertes... Cela aurait une autre allure que ces cars de touristes qui, chronomètre et porte-monnaie à la main, doivent « profiter » un maximum de lieux et de pièges à touristes pour dépenser leur argent et finir leur pellicule !

Or, si des voyageuses et voyageurs, issues de peuples de toutes les régions de la planète se regroupaient par affinités, pour s'héberger, s'échanger de bons plans, s'entraider pour connaître la terre d'accueil, ou faire un bout de chemin ensemble, ou encore entrecouper un périple trop long, elles pourraient ainsi faire tomber bien des préjugés sur les cultures des autres peuples ...

Alors le voyage s'ouvrirait sur de nouvelles pistes : il serait rempli de découvertes, de rencontres, avec plaisirs, diversité, simplicité, grâce à l'hospitalité qui s'installerait. Et la personne pourrait devenir, le temps d'un voyage, une nomade solidaire. Utopie ? Ô non, plutôt un beau rêve devenu réalité grâce aux réseaux d'hébergement solidaire, maintenant présents sur toute la planète !

Alexandre Esteban ■


L'hospitalité solidaire

Les réseaux d'hébergement solidaire permettent d'être hébergé librement chez l'habitant, pour une nuit ou plus, selon les affinités de chacune et chacun. Ils ouvrent à une nouvelle manière de voyager à l'aide de rencontres.

«Si nous regardons en arrière nos voyages, nos expériences les meilleures étaient les rencontres "accidentelles" avec la population locale, ou des coïncidences. Lorsque nous étions bloqués dans un train pendant trois jours, nous commencions alors à connaître les gens dans le train, et ils nous invitaient à prendre le thé, à jouer à des jeux, goûter des fruits locaux et rendre visite à leurs familles (…). À ce moment-là nous étions *vraiment* en train de commencer à apprendre la culture de chacune des autres personnes», explique Haico dans une thèse universitaire réalisée sur les réseaux d'hébergement solidaire, avec Tomas. Tous deux sont étudiants néerlandais. Tomas est également «représentant jeunesse» aux Pays-Bas pour *Servas*, un réseau d'hébergement solidaire international.

> ***«Il y a bien de la différence entre voyager pour voir du pays ou pour voir des peuples»***
> **Jean-Jacques Rousseau**

«En participant à cela, nous échangions des informations et des idées sur les structures sociales, la cuisine locale, les situations politiques, des parcours quotidiens et des lieux intéressants. En faisant cela, nous avons aussi découvert des malentendus sur les cultures respectives de chacun-e, et en en discutant nous étions capables de les expliquer et de les résoudre», s'enthousiasme Haico.

« Nous pensons que ce genre d'échanges peut contribuer, même à son petit niveau, à l'élaboration de compréhension, de tolérance et de paix. Les habitant-es peuvent vous montrer leurs coutumes, vous inviter à participer à un sport local, à rencontrer leurs ami-e-s et familles, et vous emmener dans des soirées où autrement vous ne seriez jamais allés de votre gré».

Offrir l'hospitalité

Pour Haico et Tomas, un réseau d'hébergement solidaire est avant tout «un réseau voulant rassembler des personnes ayant un intérêt ou un but communs, en offrant à autrui l'hospitalité sous une forme de «portes ouvertes» (1).

«L'hospitalité est une pratique très ancienne et répandue à travers le monde, aussi ancienne que la civilisation elle-même. Historiquement, l'hospitalité est principalement destinée aux soins des étrangers. D'ailleurs le mot latin *hostis*, qui est la racine de mots comme hospice, hospitalité, hôte, hôtel et hôpital, signifie à l'origine *étranger*». Il existe un grand nombre de réseaux d'hébergement solidaire, ayant chacun leurs particularités, leurs passionné-e-s… *Cyclo accueille Cyclo* regroupe ainsi des passionnés du vélo, *Servas* rassemble des pacifistes, *Pasporta servo* des personnes parlant l'espéranto, le réseau *Polochon* s'ouvre aux lectrices et lecteurs de la revue S!lence, et le *Hitch-hiker's registry* met en liens des auto-stoppeuses et auto-stoppeurs de plusieurs continents. Le réseau *WWOOF* permet l'accueil de personnes dans des fermes bios, en échange d'une aide apportée dans les champs, et la *Route des SEL* s'offre à toutes les personnes adhérentes d'un Système d'échanges locaux, qu'elles soient françaises ou non, au même titre que bien des services qu'elles s'échangent déjà dans leur commune.



Doux foyer chez l'habitant

En voyage, il existe plusieurs façons de se loger, mais l'une des plus sympathiques est tout de même d'habiter un temps chez des particuliers. Même si ce n'est pas encore entré dans les mœurs que de dormir et de partager la vie de gens que l'on ne connaît pas ou peu, cela demeure un excellent moyen de découvrir un pays ou une ville "de l'intérieur". Mais le but premier d'une telle expérience n'est pas de trouver un logement "gratuit" (une participation est d'ailleurs parfois demandée), ni de s'incruster chez les autres, mais au contraire de partager certains moments vécus.

Il ne faut cependant pas les confondre avec des formules similaires mais payantes comme les «logements chez l'habitant» proposés par les offices de tourisme, ou encore les chambres d'hôtes par exemple, avec des tarifs proches voire parfois supérieurs à des chambres d'hôtels (4).

Être hébergé chez l'habitant, grâce à un réseau solidaire, c'est l'occasion d'être accueilli et de vivre réellement pendant un temps avec d'autres personnes, sous un même toit.

Dans les réseaux d'hébergement solidaire, la durée du séjour peut être courte ou longue, c'est selon les disponibilités des personnes



DR

vous accueillant librement chez elles. On demande cependant d'adhérer à certains principes, qui varient d'un réseau à l'autre. Chaque réseau fonctionne indépendamment des autres, et a ses propres habitudes, ses exigences, avec des conditions d'inscription et de fonctionnement (voir ci-après).

Une langue passe-partout

Le réseau *Pasporta servo* est ouvert à toutes celles et ceux parlant l'espéranto, une langue internationale commune à des millions de personnes, inventée au début du XXème siècle par un Polonais, le Dr Zamenhof, avec l'espoir qu'un jour tous les peuples de la planète se comprennent. En espéranto, 'pasporta servo' signifie 'service passeport'… comme quelque chose à ne surtout pas oublier avant de partir en voyage. Ce service se présente sous la forme d'un carnet d'adresses débordant de contacts aux quatre coins de la planète, comme un calepin qui aurait vadrouillé à travers toutes les gares, tous les ports maritimes du globe, et bien des campagnes aussi. Quand on l'ouvre, on découvre des villes situées en tout dans plus de 80 pays différents, et des prénoms et noms de personnes qui nous sont pour l'instant inconnues, mais que l'on apprend déjà un peu à connaître, grâce à un descriptif rédigé par l'hôte. Y figure l'adresse, bien entendu, mais aussi des précisions comme «non fumeuse, sac de couchage à emmener, 3 invité-e-s possibles, durée 5 jours, prévenir 2 semaines avant par téléphone, enfants bienvenus, ai 36 ans et suis passionnée de vélo et

(1) «Reinventing hospitality networks» (Réinventer les réseaux d'hospitalité), thèse universitaire de Tomas Viguurs et Haico Mulder, université Erasmus de Rotterdam, parue en novembre 2001. Site : http://nokeys.free.fr/pers/scriptie/thesis.pdf

(2) La qualité de l'accueil explique cette différence de tarifs : on ne peut pas comparer un dortoir placé au bord de l'autoroute avec une maison en campagne et un accueil plus chaleureux !


Assemblée de membres du réseau Servas, Thaïlande 2001.

DR

de bandes dessinées». En quelques mots, l'essentiel est dit… on a même droit à la latitude et longitude de la ville !

Un des avantages de l'espéranto est qu'il permet, grâce à son réseau d'hébergement Pasporta servo, de rencontrer des peuples parlant des langues toutes très différentes, mais ayant l'espéranto comme langue commune, et *non unique,* et de voyager à peu de frais à travers la planète. Plutôt que de baragouiner dans une langue compliquée ou dans un mauvais anglais (3), chaque personne s'exprime dans cette langue dont la grammaire tient sur une seule feuille. La langue n'étant liée à aucune patrie, mais ayant pour principal objectif les échanges et les rencontres entre les peuples du monde, elle est mieux acceptée dans les discussions entre personnes de cultures différentes, chargées d'histoires, parfois coloniales (4).

Dans la plupart des cas, seul l'hébergement est gratuit, mais dans certains pays cependant, il est de coutume de nourrir les voyageuses et voyageurs. Certains espérantistes peuvent ainsi n'avoir à débourser que le coût de leur transport d'une ville à l'autre… quand ils ne font pas de l'auto-stop gratuitement !

Pouvoir bouger de lieu en lieu est un vrai pouvoir, notamment pour la circulation de l'information, pour le partage de savoirs de toutes sortes.

Un billet sans retour

Jessy Lapointe, un étudiant québécois, parlant l'espéranto et voyageant en Allemagne, raconte ainsi être parti avec un billet sans date de retour dans les poches, sans savoir exactement où il allait ni pour combien de temps, mais avec le carnet du Pasporta servo dans les poches. «Après avoir passé tant d'années à apprendre l'allemand dans les livres, j'ai décidé d'aller vivre en Allemagne, d'aller prendre le pouls du pays. Je n'y connaissais personne et j'étais sans argent, comme n'importe quel étudiant. Heureusement, j'étais tombé quelques temps auparavant sur une méthode d'apprentissage de l'espéranto. D'abord sceptique, je me suis surpris à dévorer la méthode jour après jour, puis à contacter le mouvement espérantiste. J'étais donc là, au beau milieu de la faune urbaine de Francfort, mais je n'étais pas nerveux : l'espéranto (et son réseau bien organisé) m'ouvrait les portes du pays. Je savais que dans toutes les régions de l'Allemagne, je pourrais trouver des gens qui, comme moi, partageaient une langue internationale commune. J'ai d'abord exploré Francfort, grâce à un premier espérantiste qui m'a hébergé. Soulagé de mes bagages, j'ai apprécié de pouvoir me promener dans cette grande ville, entouré de gens qui m'apprenaient l'allemand simplement en me croisant dans la rue. Puis j'ai quitté la ville pour la province. Je me suis retrouvé à Michelstadt, où un certain Andreas Emmerich ouvrait sa porte à d'autres espérantistes.

Mr Emmerich et son amie de cœur, Sandra Hollmann, hébergeaient déjà un Polonais de passage, mais ils m'ont tout de même accueilli avec gentillesse. Pendant les premières journées de mon séjour, j'ai constaté que l'espéranto peut aussi être vécu au quotidien, comme n'importe quelle langue nationale. Dans le cas qui nous intéressait, il était indispensable : deux Allemands, un Polonais et un Québécois sous le même toit ! J'ai compris la richesse de l'espéranto : quel plaisir de pouvoir demander directement à un Polonais comment il percevait l'Union européenne ! En anglais, nous aurions sans doute perdu notre temps».

Servas, qui signifie en espéranto «je rends service», est un autre exemple de réseau solidaire, mais c'est aussi une organisation internationale pacifiste, créée au Danemark en 1948, au sortir de la Seconde guerre mondiale, et n'ayant pas cessé de grandir depuis. C'est aussi le réseau le plus vaste et l'un des mieux organisés (5). Il a un poste d'observateur aux Nations Unies comme organisation non gouvernementale de paix, de tolérance et de compréhension. Les conditions d'entrée semblent fonction des pays où l'on réside. Servas s'est doté de règles d'accueil assez précises, fruits de l'expérience. Il a été ainsi choisi de proposer un hébergement de deux nuits pour se distinguer de l'hôtel (une nuit) et de l'incrustation (longtemps). Deux nuits permettent d'ouvrir le dialogue sans que cela soit trop lourd pour l'hôte. Certains pays ont développé d'autres activités en parallèle : échanges d'enfants pour séjours linguistiques, échanges de maisons, etc.

Les nomades solidaires

De jeunes personnes rencontrées l'été dernier racontaient qu'en étant ouvert d'esprit et de cœur, et en attente de rien de spécial de la part d'autrui, mais toujours ouvert, on rencontrait souvent des gens avec qui on faisait un bout de chemin, et que ces rencontres étaient naturelles et spontanées. Ici pas de «tours operators» ni d'entreprises vendant des «vacances clefs en main» ou de pseudos «rencontres». Dans les réseaux d'hébergement, l'organisation se fait grâce à des associations à but non lucratif, ou via des organisations non gouvernementales.

«Et puis il y a le nomadisme : nous sommes souvent rivé-e-s à notre vie à cause d'un boulot ou d'un appartement (et si en plus on est propriétaire, on s'enracine…). Pouvoir bouger de lieu en lieu est un vrai pouvoir, notamment pour la circulation de l'information, pour le partage de savoirs de toutes sortes (…). Dans un mode de vie plus ouvert, nous serions plus curieuses et curieux d'aller sur les routes rencontrer les gens. Et notre porte serait toujours ouverte…» (6).

Alexandre Esteban ■

(3) L'anglais est une langue perçue, souvent à juste titre, comme une langue historiquement impérialiste : des milliers de morts en Inde, en Irak…

(4) Les langues parlées dans certains pays d'Afrique, d'Amérique du sud ou d'Asie le sont en raison d'un passé colonial lourd de dictatures et d'invasions sanglantes, d'où le rejet possible d'une langue attachée à une "patrie" occidentale.

(5) Environ 20 000 adresses dans le monde, un millier en France. Chaque pays édite un annuaire avec des renseignements similaires à ceux de Pasporto Servo. Cet annuaire est ensuite diffusé aux adhérents du pays, et à la demande aux voyageurs des autres pays.

(6) Journal Désurbanisme n°1, " Il faudrait construire les villes à la campagne", Alice.

Comment entrer dans un réseau ?

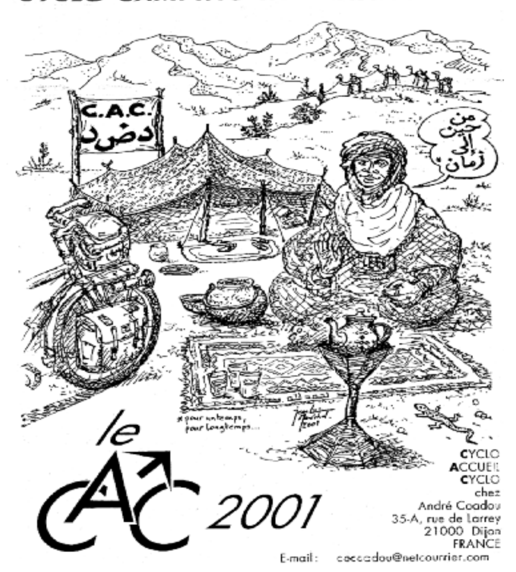


BD Silence/Didier Comes/Ed. Casterman

Voici plusieurs réseaux d'hébergement solidaire, vous permettant de comprendre comment ils fonctionnent, quand ils sont nés… et qui les fréquente.

Cyclo accueille cyclo

Condition : être passionné de vélo (pour l'hôte) … et venir chez l'hébergeant en vélo ! (pour le voyageur). **Coût** : adhésion souhaitée à l'association Cyclo Camping International, pour les Français-e-s de métropole. **Réciprocité** obligatoire, sauf pour les cyclo-voyageuses et voyageurs au long cours partant pour un an ou plus. **Langue** : français, autres langues possibles. **Adhérents :** Créé en 1983, le CAC France compte déjà plus de 300 foyers cyclistes (en France), et le CAC International (créé en 1996) en a déjà 150 à l'étranger dans 36 pays différents (Costa Rica, Roumanie, Australie…). En lien avec d'autres réseaux de vélo hospitalité, notamment en Allemagne, Etats-unis, Pays-Bas, Suisse et Autriche (listes sur demande). **Contact** : Cyclo Accueil Cyclo, chez André Coadou, 35 A, rue de Larrey, 21000 Dijon. Site : www.cci.asso.fr/cac.htm



Réseau Polochon

Condition : lire et partager un minimum les thèmes de la revue Silence, résumés dans son sous-titre : écologie, alternatives et non-violence. **Coût :** Envoi de trois timbres à tarif rapide par année, abonnement possible à la revue à partir de 15 euros. **Réciprocité** non obligatoire. Les hôtes sont surnommés les Polochonnard-es, et les personnes hébergées les Polochonneuses et Polochonneurs. **Langue :** français. Certains membres parlent italien ou anglais. **Adhérents :** Créé en avril 2001, ce réseau compte à ce jour une quarantaine de foyers, répartis dans plus de vingt départements français, et trois foyers existant en Grande-Bretagne, Italie et Belgique. La revue Silence étant francophone, le réseau pourrait aussi à l'avenir se développer en Suisse, au Canada, et bien ailleurs… **Contact :** Réseau Polochon chez Ailise, 4, rue des Vignerons, Allonal, 39160 Saint-Amour, tél : 03 84 48 84 56.

Pasporta servo

Condition : parler l'espéranto. **Coût** : selon la méthode d'apprentissage, à partir de 10 euros, ou «gratuite» par internet. **Réciprocité** non obligatoire. **Langue** : l'espéranto uniquement. **Adhérents** : Plus de 1500 foyers dans le monde. **Contacts** : Espéranto Jeunes (JEFO), 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 01 39 70 78 15. Vlaamse Esperanto-Jongeren (FLEJA), Frankrijklei 140, B 2000 Antwerpen, tél : 03 23 434 00. Jeunesse Espérantiste Suisse (JES), case postale 32, CH 2416 Les Brenets.

Il existe également **Amika Reto**, «réseau d'amitié» qui est un autre réseau animé par des espérantistes, plus spécialement par les membres de SAT-Amikaro. On peut les contacter : Amika Reto, 88 rue Victor Hugo, 37400 Amboise.



Servas

Condition : être pacifiste, vouloir œuvrer à la paix dans le monde à travers les rencontres de peuples de cultures différentes. **Coût** : adhésion différente selon que l'on est un hôte ou un voyageur. Le coût reste peu élevé. **Réciprocité :** non obligatoire. **Langue** : les annuaires sont tous en anglais. Les bulletins nationaux sont dans la langue du pays. Dans les annuaires, chacun indique par des abréviations les langues qu'il parle (avec une majuscule si la langue est bien maîtrisée, une minuscule, si elle moins maîtrisée. Alors que le nom vient de l'espéranto, celui-ci est actuellement peu présent, même s'il fait débat parfois dans la structure. **Adhérents :** Créé en 1948, à la fin de la Seconde guerre mondiale, Servas compte plus de 20.000 foyers dans le monde, répartis dans 135 pays de la planète. Il y un peu plus de 1000 hôtes et plus de 500 voyageurs en France. **Contact** : On entre dans ce réseau après un entretien avec un coordinateur régional... Le réseau se développe par relations directes. Servas c/o Jacqueline Spaak, chemin du Mont-Mal, 27800 Le Bec-Hellouin.

WWOOF



DR

Condition : Au départ, le sigle voulait dire Willing workers on Organic Farms — travailleurs volontaires sur des fermes biologiques. Il est devenu World-Wide Opportunities on Organic Farms - Chances mondiales sur les fermes biologiques, à la suite de problème que peut poser la question du travail bénévole dans certains pays. C'est un groupe d'échange de services. Il est né en 1987 en Grande-Bretagne. Vous pouvez rester et être nourri en échange de votre aide par votre travail dans une ferme bio ou une petite installation. Vous pouvez rester un week-end, ou un mois ou plus, peu importe la durée est illimitée du moment que ça marche entre vous et les gérants de la ferme… Il faut avoir au minimum 17 ans. **Adhérents :** Plusieurs milliers dans de très nombreux pays (par exemple 1200 en Australie), plus de 250 en France. **Contacts :** En France, Nature et progrès, 68 boulevard Gambetta, 30700 Uzès. En Belgique : Nature et progrès, rue de Dave 520, B-5. Existe aussi en Espagne, Norvège, Danemark, USA, Allemagne, Grande Bretagne… Site : www.wwoof.org.


DR

LA ROUTE DES SEL

La Route des SEL

Condition : être adhérent de l'association (10 euros) et faire partie d'un Système d'échanges local (SEL). Chaque nuitée est à 60 unités, unité dont le nom varie d'un SEL à un autre. **Réciprocité** non obligatoire. **Langue :** français, mais d'autres sont possibles (à voir avec l'hébergeant). **Adhérents** : plus de 1000, et pas seulement en France : cela va jusqu'au Japon… **Contact :** La Route des SEL, chez Jeanne Rech, 3, plan du Bassin, 34110 Frontignan, tél : 06 09 09 73 20.

Et d'autres encore

■ Hitch-hicker's registry

Liste de personnes pratiquant l'auto-stop est réalisée par un groupe d'Europe de l'est, et n'étant disponible que par Internet (http://alumni.aitec.edu.au/HHB) notamment, avec accès confidentiel grâce à des mots de passe et base de données bien gérées.



DR

■ Hospitality Exchange

Réseau au départ américain, né en 1965. Adhésion de 20 $ par année. Beaucoup d'Américains mais aussi d'Européens. La liste des hébergeants est uniquement sur papier. L'un des plus anciens et plutôt réputé. Contact : PO Box 561, Lewistown, Montana 59457 USA. Tél : 406-538-8770 ; site : http://goldray.com/hospitality.

■ World for free

Adhésion 25 dollars, pour livret d'adresses sur papier notamment. Contact : PO Box 137 Prince street, Sta., New York, NY 10012, USA.

■ The American Field Service (AFS) se décrit comme une ONG internationale, anglophone, à but non lucratif, qui cherche à promouvoir les échanges et apprentissages interculturels pour aider les gens à développer leur savoir, facultés et compréhension du monde nécessaires pour créer un monde plus juste et pacifique. Favorise les échanges en milieu scolaire. Plus de 10 000 étudiants et enseignants y participent, essentiellement nord-américains. Site : www.afs.org.

■ Women welcome women

Association créée en 1984 dont l'objectif est de promouvoir l'amitié internationale en facilitant les rencontres entre femmes de pays différents, pour qu'elles puissent se rendre visite. Plus de 500 membres dans 25 pays, essentiellement anglophones.
Women Welcome Women, c/o Frances Alexander, Granta, 8a, Chestnut Avenue, High Wycombe, Bucks HP11 1DJ, USA, tél : 01494 439 481.

■ Das Schlafbuch der ErdbürgerInnen

Le livre de chevet des citoyens de la Terre, club d'hôtes pour gens alternatifs. Pour personnes intéressées par l'écologie, les communautés en formation, la recherche d'autres modes de vie plus soutenables, se libérer de la violence… Plusieurs centaines de membres en Allemagne, l'annuaire peut être obtenu pour 8 euros par an. Contact : Thomas Beutler, PO Box 1110, 14801 Belzig, Allemagne.

Il en existe encore d'autres, même des officiels comme *Seniors abroad* qui est un réseau d'hébergement pour les ressortissants retraités des USA et qui est géré dans le monde par les ambassades. Nous avons également trouvé une adresse pour les voyageuses et voyageurs homosexuel-le-s : *Lesbian and Gay Hospitality Exchange International*, PO Box 612, Station C, Montreal, Québec H2L 4K4, Canada. Il semble qu'il y ait aussi un réseau pour l'hébergement de femmes voyageant seules. D'autres sont sûrement à créer : réseau de passionné-e-s de randonnées, réseau de jeunes...

Alexandre Esteban ■


DR

Médias

■ **Ecologie sociale, la revue.** Après avoir animé un bulletin bimensuel, le mouvement *écologie sociale* essaie de lancer une revue bimestrielle. Dans le premier numéro, un dossier bien documenté sur la question des déchets, une analyse des délires du gouvernement d'aujourd'hui, une réflexion sur capitalisme et effet de serre... 24 pages rédigées entièrement par les deux animateurs du mouvement. *Ecologie sociale, BP 642, 85016 La Roche-sur-Yon cédex, tél : 02 51 05 41 15.*

■ **Indésens.** Revue indépendante parisienne contre les discriminations, avec des articles contre la publicité, la double peine, les droits de l'homme en Tunisie, le racisme dans la police, des jeux littéraires... *Indésens, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 75001 Paris.*

■ **Coccinelle.** Voici encore un numéro 1 pour une revue destinée aux enfants sur le créneau étroit «sur le chemin de la nature et des aliments bio». Après les «Cahiers d'Alterrenat» (voir présentation dans le numéro de novembre), on retrouve ici le même esprit, diffusé aussi par Alterrenat, avec tout autant de publicités pour les produits bios sur papier glacé (8 pages sur 52). C'est cher le numéro (5,5 euros). *Coccinelle, 10, rue Bossuet, 31400 Toulouse, tél : 05 61 80 79 34.*

■ **Tsampa equita.** Petit bulletin de l'association du même nom, association qui s'est créée en juillet 2002 pour essayer de mettre en place en Inde des projets alternatifs : recyclage du papier, utilisation d'énergies renouvelables, etc. Tsampa est le nom d'une farine d'orge grillée, base de l'alimentation tibétaine. *Tsampa equita, résidence du Lac, montée D, 72, route des Ecoles, 74410 Saint-Jorioz, tél : 04 50 68 40 14.*

■ **IPNS.** Le plateau de Millevaches en Limousin disposait d'une télévision. Il se dote maintenant d'une revue trimestrielle, un peu dans la même veine que Télé-Millevaches. Le sigle a une signification qui change à chaque numéro. Au départ cela signifiait «imprimé par nos soins». *IPNS, 23340 Faux-la-Montagne.*

■ **Le Fusil brisé.** C'est un petit bulletin qui traduit en français les informations de l'internationale des résistants à la guerre (que l'on peut lire en anglais sinon en plus détaillé dans *Peace News*). On peut le demander à *War Resisters'international, 5, Caledonian Road, London, N1 9DX, Grande-Bretagne, tél : 44 20 7278 40 40.*

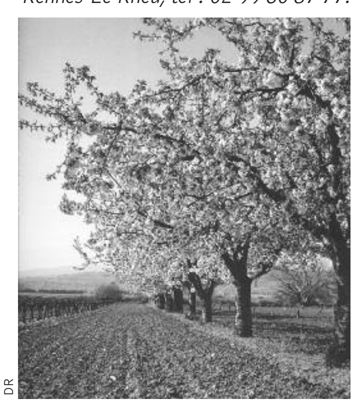
■ **N'autre école.** Cette nouvelle revue est éditée par la fédération éducation de la CNT, syndicat anarchiste. Débats sur la pédagogie et sur le syndicalisme principalement. *CNT, FTE-N'autre école, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.*

■ **Le Pont Nord-Sud.** Revue du commerce équitable dans le Gard. Ouverte au débat sur ce qu'est ce concept, sur ses limites, sur l'utilité ou non de passer par les grandes surfaces... Edité par *Artisans du Monde, 5, rue Jean-Reboul, 30900 Nîmes, tél : 04 66 21 83 72.*

■ **Travailleurs de la Terre.** Revue éditée par la section des travailleurs de la terre et de l'environnement du syndicat anarchiste CNT. Débat sur le droit à travailler la terre, sur le refus des biotechnologies, sur les modes de lutte (René Riesel ou José Bové) etc. *Travailleurs de la Terre, CNT-CTTE, BP 45, 48002 Mende.*

Arboriculture fruitière

Une formation sur ce thème de 540 heures se déroulera du 24 février au 12 juin en partie au lycée agricole de Rheu, près de Rennes. Financement par la région Bretagne. *CFPPA Rennes-Le Rheu, tél : 02 99 60 87 77.*



DR

espéranto

■ **Lyon : succès du Kotopo.** Le Kotopo est un lieu géré par l'association Mille et une langues depuis 1997. L'idée est de faire connaître toute la richesse culturelle des langues tout en proposant d'échanger en plus dans la langue internationale de l'espéranto. Les échanges culturels passent par des cours, des conférences, des expositions, des repas, etc. En 2002, l'association a compté 1340 adhérents (contre 576 deux ans avant). Elle est donc en pleine extension. Elle vous propose une conférence sur l'Afghanistan, pays de culture, le samedi 1er février à 20h30 avec l'association Paida (pais et développement pour l'Afghanistan), un repas traditionnel chinois le samedi 8 février à 20 h à l'occasion du nouvel an chinois (sur réservation), un concert de viole de gambes le vendredi 21 février à 20h30, une animation sur les «jeux du monde» avec Farid L'Haoua, de la ludothèque Croc'aux jeux, un repas traditionnel tibétain, le samedi 1er mars à l'occasion du nouvel an tibétain. Des cours d'espéranto ont lieu le samedi matin. *Kotopo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 75 49.*



Fête au Kotopo

DR

■ **Corrèze : cheminots pour l'espéranto.** Le congrès national de l'association française des cheminots pour l'espéranto se tiendra du 14 au 21 mars à Collonges-la-Rouge. Au programme : réunions, conférence du Dr Romano Bolognesi (Italie), examen d'espéranto mais aussi détente : folklore, excursions. *AFCE, Espéranto-cheminots, 7, rue du Château-Landon, 75475 Paris cedex, tél : 01 48 53 05 52.*

Education alternative

L'association Altern'Educ, qui développe des outils pédagogiques, des animations, et anime le débat sur l'éducation alternative à travers le bulletin du même nom tiendra son assemblée générale les 15 et 16 mars à Montpellier. Renseignements : *04 99 62 06 72.*

Vivre ensemble

■ **Formation pour la création d'un écovillage.** L'association belge *Chantier coopératif* organise du mercredi 23 au dimanche 27 avril une formation à la création d'un écovillage. Cette formation de cinq jours aborde les questions suivantes : gestion et organisation juridique et financière (sécurité individuelle dans le collectif) adaptées à la situation française et belge ; acquisition collective de la terre ; écologie au quotidien (gestion des déchets, de l'eau, compost, gestion des espaces naturels), réflexions sur communauté et individualité, responsabilité et liberté, difficultés et obstacles ; organisation sociale (structures coopératives, non-propriété, prise de décision au consensus, fraternité économique, relationnel, solidarité) ; comment définir les différentes étapes du projet... La formation se fait en pension complète à Terre d'Enneille, le pre-

Habitat sain

■ **Sept jours pour une maison.** La société *Spirale* propose des stages d'une semaine pour apprendre ce qui est nécessaire à l'autoconstruction de sa maison. Un stage se tiendra du 27 avril au 3 mai à Messac (Ille-et-Vilaine), un autre du 8 au 14 juin à Culles-les-Roches (Saône-et-Loire, un troisième du 24 au 30 août au lac de Saint-Front (Haute-Loire). *Spirale* organise également des chantiers écoles ou, en guise d'apprentissage pour une technique particulière, vous venez aider sur un chantier, en alternance avec une formation théorique. Des chantiers écoles sont organisés pour des murs de paille à Messac du 5 au 10 mai, à Koetzingue (Haut-Rhin) du 21 au 26 juillet, près d'Annecy (Haute-Savoie) du 4 au 9 août, dans un camping naturiste, dans l'Indre, du 8 au 10 septembre. Un chantier-école pour le bois cordé est organisé dans ce même camping du 5 au 7 septembre. *Spirale, Alain Richard, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 23 92.*



DR

■ **Suisse : immeuble en bois certifié durable.** Plusieurs associations (dont le WWF) font la promotion du label FSC qui garantit que le bois labellisé a été coupé dans une forêt exploitée de manière durable. Un immeuble en habitat sain, construit à Hettlingen, a joué le jeu en essayant d'utiliser le bois labellisé. A l'arrivée, ce bâtiment en bois aura utilisé plus de 70 % de bois labellisé. Inauguré en octobre 2002, il comprend d'autres caractéristiques de l'habitat sain : chauffage assuré par un réseau de chaleur communal alimenté par des déchets de bois, récupération des eaux de pluie pour les WC et le jardin, production d'eau chaude sanitaire par des capteurs solaires placés en avant du toit, revêtements internes respectueux de l'environnement, etc. *Stanley Saladin, atelier d'architecture et de planification, CH 8308 Illnau, tél : (41) 052 346 00 68.*



DR

mier écovillage belge. Inscription avant le 9 avril. *Chantier coopératif, Grande Enneille, 102 B, B 6940 Durbuy, tél : 32 86 32 34 56.*

Terre d'Enneille



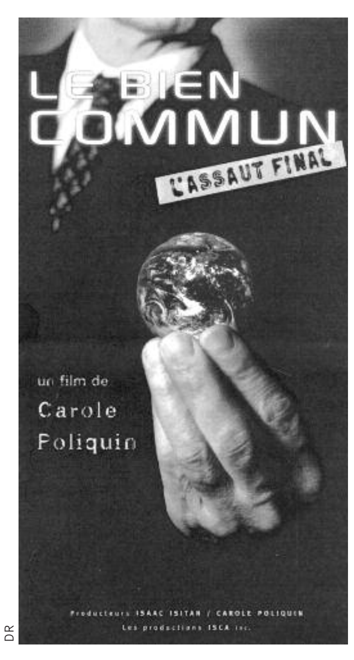
DR

■ **Morbihan : village espérance.** Situé dans un site pittoresque, vallonné et boisé, proche de la limite avec le Finistère, le Village espérance est un domaine de dix hectares où tout est prêt pour accueillir des personnes qui aspirent à vivre autrement. La vie y est simple et en harmonie avec la nature, sans eau courante ni électricité. Il y a par contre d'excellentes sources (sans nitrate), des terres cultivées sans machine depuis vingt ans et selon les méthodes naturelles. Elles fournissent les céréales nécessaires, les fruits et les légumes en quantité, de quoi faire des conserves pour l'hiver. Il y a une vache, sa génisse, un âne, des chèvres, des poules. Les espaces boisés fournissent le bois de chauffage. Une maisonnette est libre pour le moment et prête à vous accueillir. *Patrick Loisel, Village espérance, Kerguillerm, 29300 Guilligomarc'h.*

Le bien commun L'assaut final

Carole Poliquin, québécoise, originaire de la Beauce, est réalisatrice de films documentaires. En 1994, elle réalise *L'âge de la performance* qui montre comment nous vivons dans une société modelée par le dogme de la performance, en particulier dans le monde occidental. En 1997, elle réalise *Turbulences* sur les mécanismes économiques qui conduisent à la concentration des richesses. En 2000, elle réalise *L'emploi du temps* un regard futuriste qui se penche sur les activités humaines d'aujourd'hui. En 2002, elle a réalisé un film de 63 mn *Le bien commun, l'assaut final* qui montre comment les grandes firmes cherchent à privatiser l'eau, la santé, les gènes humains et végétaux (OGM)... Présenté en France au festival *Résistances* de Foix et au festival de Douarnenez, la vidéo est maintenant projetée dans des soirées-débats organisées par les groupes d'Attac : le jeudi 6 février à Valence (*tél : 04 75 85 23 93*), le vendredi 7 février à Lyon (à la MJC de Sainte-Foy, *tél : 04 78 02 93 87*), les 8, 9 et 11 dans le Gers (*tél : 05 62 66 51 69*), le mercredi 12 à Albi, au lycée Rascol *(tél : 05 63 53 41 86)*, le jeudi 13 à Masseube (Gers) (*tél : 05 62 66 51 69)*, le vendredi 14 à Villeneuve-sur-Lot *(tél : 05 53 49 00 55)*.

La cassette vidéo *Le bien commun* est disponible contre un chèque de 24 euros (à l'ordre de Carole Poliquin) à adresser à : *M. F. Baracetti, mas du Moulin, 66130 Boule-d'Amont.* Les trois autres vidéos sont également disponibles au même prix à cette adresse.



DR

PUY-DE-DÔME

Université populaire et citoyenne

Cette université a vu le jour en 2002 avec comme buts l'échange, la réflexion, la confrontation d'idées portant sur la culture, l'histoire sociale, les grandes questions économiques, les problèmes de sociétés, les réponses alternatives... Cela se veut un lieu d'information démocratique, dans l'esprit du monde associatif. Elle mêle bénévoles et professionnels, chercheurs et acteurs engagés. Pour 2003, elle propose des cycles sur l'accès aux droits (avec la Ligue des droits de l'homme), les rapports nord-sud (avec Attac), la place de l'agriculture dans le monde rural (avec des paysans engagés), urbanisme et déplacements, gérer l'outil informatique, mouvements ouvriers et luttes sociales et écologiques (avec Peuple et Culture), les systèmes d'échanges locaux et les réseaux d'échanges de savoirs, le nucléaire (avec Puy-de-Dôme Nature environnement), du théâtre, de la cuisine. Il est toujours possible de venir proposer d'autres groupes de réflexion. *Université populaire et citoyenne, 31, rue des Gras, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 36 66 44.*

CLERMONT-FERRAND

Les Augustes menacés

Ayant négocié un découvert de 8000 euros pour la création d'un café-lecture, il y a maintenant cinq ans, la banque leur refuse aujourd'hui de maintenir ce découvert. Pour pouvoir continuer à fonctionner en 2003, le café-lecture lance donc un appel pour couvrir cette somme soit en prenant des cartes «avance sur consommation», soit en cotisant (77 euros pour trois ans), soit en faisant un don. *Café-lecture Les Augustes, 5, rue sous les Augustins, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 31 50 45.*

CAEN

Les coulisses de la grande distribution

Attac Calvados et l'Assemblée citoyenne des peuples Calvados organisent une soirée débat avec Christian Jacquiau, auteur du livre «Les coulisses de la grande distribution», le mardi 4 février à 20h30 à l'amphithéâtre de Tocqueville, à l'Université de Caen. *Attac, tél : 02 31 34 00 04.*



DR

BOURG-EN-BRESSE

Café rencontre

Le café-rencontre de Bourg-en-Bresse entame sa sixième année. Le premier vendredi de chaque mois, il propose des débats choisis dans les mois précédents par les participants selon le principe suivant : une présentation de l'avis de chacun, la parole à un invité (spécialiste, chercheur, militant), puis la reprise du débat «tous ensemble». Les derniers débats ont porté sur «détruisons-nous la Terre sans le savoir», résister à la bouffe d'égout», les médias contrôlent notre conscience», «peut-on empêcher une guerre». Pour connaître les prochains : *Café rencontre, CEN, 197 c, allée des Aviateurs, 01000 Bourg-en-Bresse, tél : 04 74 23 95 52.*

ARDÈCHE

Terre et Humanisme

L'association fondée par Pierre Rabhi propose des formations. Initiation à la terre est un stage de six jours pour redécouvrir le rôle fondamental de l'agriculture dans nos sociétés, l'intérêt de l'agriculture biologique, de la biodiversité, de la sauvegarde des semences, etc. Ce stage est proposé aux dates suivantes : 31 mars au 6 avril,

Entraide

■ Dans un pays de garrigue, à 12 km de Montpellier, sur un lieu de vie artistique, nous offrons logement et nourriture à une personne sachant construire un mur en pierre non taillée. *Association Agimagine, 6, rue Fournarié, 34000 Montpellier, tél : 04 67 60 59 16.*

■ Lieu d'accueil en pleine nature, dans les Cévennes lozériennes, propose hébergement et nourriture bio-végétarienne contre aide à la construction de yourte, entretien paysage et potager. Echange amitié, partage de connaissances. *Tél : 04 66 45 55 55.*

■ Jeune homme de bonne volonté cherche un logement locatif avec jardin au sein d'un écovillage, dans l'Est de la France. Cherche également un terrain pour hivernage en caravane. Contacter Alex au *06 17 99 51 00, heures des repas.*

■ Nous avons fait différents enregistrements sur cassettes audio de conférences, que nous pouvons communiquer aux lecteurs intéressés : Pierre Rabhi, agrobiologiste et les Oasis en tous lieux ; Yves Champain, architectecte en bio-construction ; François Dufour, ancien porte-parole de la Confédération paysanne et membre d'Attac ; Paul Connet, professeur universitaire aux Etats-Unis, spécialiste des pollutions des incinérateurs (dioxines) en anglais avec traducteur ; Henri Joyeux, cancérologue sur les thèmes «santé et nutrition», «ménopause et alimentation» ; Luttes paysannes avec différents représentants de la Confédération paysanne ; Jean-Pierre Berlan, chercheur à l'INRA, sur OGM la confiscation du vivant ; M. Chartoire, professeur d'économie, et A. Zacharie, d'Attac, sur la Bourse en crise. *Bruno Guillemin, tél : 03 44 20 24 65.*

Rencontres

■ **Réf. 293.01.** A 44 ans, je suis célibataire et je vis seul en Auvergne, à la campagne. Je suis végétarien. J'aimerai faire la connaissance d'une femme aimant la nature, la campagne et les animaux, lasse de la



14 au 19 juillet, 28 juillet au 2 août, 18 au 23 août, 20 au 25 octobre. Un autre stage «mon potager agro-écologique» est proposé du 7 au 12 avril, du 21 au 26 juillet, du 4 au 9 août, du 25 au 30 août, du 27 octobre au 1er novembre. Enfin, l'association organise un stage pour apprendre à transmettre «La terre nourricière» du 29 septembre au 4 octobre destiné plus particulièrement à ceux qui font de l'éducation (parents, éducateurs, instituteurs). *Terre et Humanisme, mas de Beaulieu, BP 19, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01.*

LYON

Finances solidaires

Le CCO de Villeurbanne organise une soirée sur les finances solidaires le mardi 11 mars à 19 h à destination des bénévoles d'associations. *CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 41 44.*

Fêtes, foires, salons

■ **Paris : 18e Vivez Nature.** Du 1er au 3 février, Cité des Sciences et de l'industrie, La Villette. 140 exposants, dont 60 % en agriculture bio, santé, habitat, vêtements, environnement, artisanat, associations. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*

■ **Bouches-du-Rhône : Millepertuis.** 6e éd. 8 et 9 février à la salle des fêtes de Puyricard, près d'Aix-en-Provence. Salon de la vie saine et du développement personnel sur le thème «les sons, les couleurs et les parfums se répondent». *Graine de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

■ **Loire-Atlantique : 14e Natura.** Salon du bien-être de Rézé. Du 7 au 10 février. Hall d'exposition de la Trocardière. 200 exposants (alimentation 45 %). Une vingtaine de conférences sur les énergies renouvelables, l'environnement, la bio, l'habitat sain, les transports propres. *Nantes Gestion Equipements, 18, rue Scribe, 44000 Nantes, tél : 02 51 84 94 51.*

■ **Bouches-du-Rhône : 6e Millepertuis.** 8 et 9 février à Puyricard. 60 exposants. Thérapeutes et développement personnel (50%), santé, bio, environnement, habitat sain. *Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

■ **Saumur : 3e Bien-être et mieux vivre.** 15 et 16 février, salle des Congrès. 60 exposants : habitat sain, énergies renouvelables, médecine douce, environnement, artisanat, marché bio. Conférences surtout sur la santé. *Loire Evénements, 40, rue Beaurepaire, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.*

■ **Paris : 16e journée du livre contre la misère.** 22 et 23 février, Cité des Sciences de la Villette. Nombreux éditeurs invités à présenter les ouvrages sur ce thème. Rencontres avec des auteurs. Parcours découverte des droits de l'enfants pour les plus jeunes. *Editions Quart-Monde, 15, rue Maître-Albert, 75005 Paris, tél : 01 46 33 49 77.*

■ **Indre : Journée des végétaux champêtres.** 23 février à Neuvy-Saint-Sépulchre. 15 exposants (pépiniéristes, associations, environnement). Ateliers sur la greffe, l'aiguisage, et échange de greffons. *Société pomologique du Berry, Mairie, 36230 Neuvy-Saint-Sépulchre, tél : 02 54 30 94 35.*

■ **Lyon : 2e salon des énergies renouvelables.** 26 février au 1er mars à Eurexpo. 100 exposants. Salon surtout professionnel. Une trentaine de conférences. *Sepelcom, BP 87, 69683 Chassieu, tél : 04 72 22 33 44.*

■ **Paris : 16e Vivre autrement naturellement.** 27 février au 3 mars, Espace Auteuil, porte d'Auteuil, Paris 16e. 200 exposants : bio, habitat sain, environnement, santé, tourisme... 40 ateliers et diverses animations. Conférences : comment sensibiliser les enfants des villes à la nature, les plantes sauvages comestibles, les valeurs nutritionnelles de la bio, le stress, les huiles essentielles. *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

■ **Lyon : 17e Primevère.** 7 au 9 mars. Eurexpo-Chassieu. 400 exposants dont 40 % d'associations, 25 % de bio, et également énergies, environnement, commerce équitable, habitat sain, etc. L'un des rares salons à s'ouvrir aux questions sociales et à en tenir compte dans sa sélection. *Association Primevère, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 74 72 89 90.*



solitude et désirant partager de la tendresse, de la complicité, des idées, des joies, des peines et une vie plus saine avec maintes péripéties ! Bises et à bientôt j'espère ! *Ecrire à la revue qui retransmettra.*

■ **Réf. 293.02.** Quel homme tendre, chaleureux, solide et disponible souhaite recevoir en cadeau de la vie (!) une femme encore jeune, résolument optimiste, prête à partager chemin de vie dans la tendresse, la complicité et l'ouverture aux autres. *Ecrire à la revue qui retransmettra.*

■ Gay, 33 ans, dépt 44. Si comme moi, tu es plus fan de bio que de Mylène, si tu préfères le bord de mer au bars de nuit, pourquoi ne pas correspondre, échanger nos points de vue et puis, peut-être, faire un bout de chemin ensemble. J'habite en campagne, m'occupe d'une association (tri sélectif des déchets). Je travaille à temps partiel pour privilégier le temps libre, mes projets, mes envies. Mais seul, tout cela a un côté plutôt fade. Moi, 1,80 m, 60 kg, pas «baba cool» ni Robinson, ni moche, ni efféminé. Je souhaite enfin concilier la vie à deux avec un mode de vie en harmonie avec la nature. Je cherche un homme «identique et complémentaire» pour, de nouveau, toucher le bonheur du bout du doigt. *jhico@mageos.com.*

■ **Réf. 293.03.** Femme 46 ans, humaine et profonde, intérêt pour l'écologie, végétarienne, appréciant les arts, la communication, pratiquant la randonnée en montagne, souhaite rencontrer compagnon ouvert 40-50 ans, stable, non-fumeur, esprit Silence, pour échange amical. Région Haute-Savoie et limitrophes. *Ecrire à la revue qui retransmettra.*

Vivre ensemble

■ **Projet Orgone.** *Propose* : plus qu'une utopie, un projet à moyen terme. Un microclimat écologique différent, Un lieu ou enfants et adultes seront heureux et libres. Un lieu pour des projets collectifs laissant de la place aux projets individuels. Un lieu fondé sur la convivialité, l'amour naturel, le travail, la joie, la connaissance, l'écologie et le respect de la planète, le partage. *Offre* : Un endroit pour des personnes qui continuent un travail sur elles-mêmes et ont fait le choix d'évoluer, d'avancer, de construire, d'aimer, après avoir dépassé les stratégies de défaite, de masque et de tricherie de la Société. Ce lieu sera celui d'une affectivité retrouvée, d'échanges de tendresse, de contacts authentiques multiples, de théâtre émotionnel, de massages, de simplicité naturiste, de travail en commun. Ce lieu sera un espace des possibles. Un espace d'innovation, un espace de travail pour artistes, artisans, thérapeutes, jardiniers, ouvriers, ingénieurs, végétariens, créateurs, cultivateurs, amoureux de toutes sortes... Un bel et grand espace qui sera nécessairement un environnement humain, en terre boisée, non polluée, avec rivière ou torrent, épargnée par le tourisme et la canicule. *Demande* : des co-constructeurs imaginatifs pour bâtir un autre monde, inventer et créer, participer à un écolieu convivial et communautaire de partage et de tendresse, un projet en phase initiale ou la qualité des liens interpersonnels et une autre dimension de l'amour auraient autant d'importance que les nécessités écologiques minimales d'un monde à sauver. Merci de préciser votre recherche et votre projet personnel dans la réponse. *ACOR-ASBL, 29, rue des Glycines, 93330 Neuilly-sur-Marne, tél : 01 43 08 68 00, Jean Houlmann.*

Recherche

■ Je cherche des références de livres ou d'articles traitant de la «pédagogie du projet» appliquée à l'animation en centres de vacances. Merci de vos réponses à : *Marie Leroy, 10, rue de la République, 26400 Crest, marieleroy-fr@yahoo.fr.*

■ Nous aimerions construire pour notre maison (300 m2), un foyer, dont le combustible serait du bois, qui serait un point de chaleur, qui couvrirait nos besoins en eau chaude l'hiver (ballon avec circuit fermé pour quatre personnes) et qui serait doté d'un four. Nous cherchons des plans de construction, des conseils et sommes prêts à nous déplacer (si vous n'êtes pas trop loin) pour visiter votre foyer ou pour recevoir des conseils. Sinon, vous pouvez nous envoyer vos plans et/ou vos conseils à : *C. Besnier, devant la Save, 31230 Anan, tél : 05 61 88 73 98.*

■ Cherche une famille d'accueil, en Angleterre ayant une jeune fille de 15/16 ans qui souhaiterait participer à un échange linguistique pendant l'été 2003 avec notre fille Alice, 15 ans et demi, en Dordogne. *Nathalie, tél : 05 53 62 07 15.*

■ **Auvergne**. De retour à mes racines auvergnates, je cherche un logement en location ou co-location à la campagne, entre Clermont-Ferrand et Issoire (dans le Puy-de-Dôme). Loyer autour de 300 euros. Merci de participer à ma résistance contre la non-vie urbaine. Comme disait Gandhi «nous devons être le changement que nous voulons voir dans le monde», donc en choisissant de vivre à la campagne, je pense contribuer au changement nécessaire que doit effectuer l'humanité. Merci. *Tél : 05 61 43 74 19 et/ou 04 73 68 85 92, ladom@gmx.fr.*

■ Je cherche la vidéo du film «la belle verte» de Colline Serreau à prêter. *Tél : 03 86 78 73 02. mel : bea.gweno@free.fr.*

Emplois

■ Agricultrice, 50 ans, deux enfants de 8 et 14 ans. Je termine une formation BEATEP activité sociale et vie locale option ferme pédagogique et jardin et je cherche un emploi dans le grand Sud (je suis près de Montpellier). Je désire travailler en équipe sur des projets pédagogiques où les valeurs de cœur et d'âme sont aussi importantes que les capacités techniques et pédagogiques. Maison familiale, maison d'enfants, hôtel maternel, jardin d'insertion, foyer résidence, MJC, ferme pédagogique... Je ne conçois pas mon travail sans l'écoute, le partage, la communication et la solidarité. Me contacter : *Myriam Larribau, 9, rue Dubarry, 34230 Usclas-d'Hérault, tél : 04 67 25 36 35, larribeau.myriam@club-internet.fr.*

■ J'ai 24 ans, je fais depuis trois ans un travail classique. Aujourd'hui, j'ai réalisé beaucoup de choses et j'en ai marre de ce mode de vie où l'on travaille avec le stress sans se poser de questions. Je souhaite découvrir le milieu de la bio à travers un boulot en boulangerie où j'ai pas mal de bases. Je suis libre à partir de fin janvier, prêt à bouger sur toute la France. *Laurent Bouyneau, tél : 02 41 50 69 07, Laul3@lycos.fr.*

Vacances

■ **Sud Aveyron.** A louer maison indépendante, 6 personnes, nature, havre de paix, belle vue sur la vallée du Tarn. Basse saison : 294 € par semaine. Haute saison : 396 € par semaine. *Tél : 05 61 51 07 52.*

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.*
Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.
Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.
Domiciliées : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*
Sélection : *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*

Avortements

Au niveau mondial, on estime qu'il y a 50 millions d'avortements par an. 40 % se font dans l'illégalité. 98 % des pays autorisent l'avortement pour sauver la mère, 62 % seulement pour sauver la santé physique et mentale de la mère, 39 % pour mettre un terme au développement d'un foetus anormal. 90 % des avortements concernent des femmes vivant dans des situations précaires. *(Tam-Tam, janvier 2003)*

CHINE

Hommes enceints

Une expérience a été lancée par l'Académie de sciences chinoise pour greffer à 400 hommes volontaires un utérus artificiel qui peut leur permettre d'être enceint comme une femme. Les volontaires doivent dépenser pour l'opération 20 000 yuans (2500 euros). *(courrier international, 28 novembre 2002)*


DR

ASIE

Femmes contaminées par les pesticides

Le réseau international Pesticide Action Network a constaté que dans les pays d'Asie du Sud-Est, 80 % de la force agricole est constituée des femmes qui sont donc les premières victimes des pesticides. Une enquête a été lancée à partir de 1995 dans huit pays (Indonésie, Malaisie, Corée, Sri Lanka, Pakistan, Philippines, Inde et Thaïlande) consistant à interviewer 2500 femmes paysannes. Les résultats sont affolants : la plupart de ces femmes sont en contact avec les pesticides dans leur travail. La plupart d'entre elles ignorent que ces produits sont dangereux. Elles sont très nombreuses à ne savoir pas lire et donc ne peuvent comprendre les instructions présentes sur les étiquettes. La plupart n'utilisent aucune protection, celles-ci étant trop chères, indisponibles ou inadaptées au climat. Les pesticides utilisés dans ces pays sont parmi les plus dangereux. La plupart des femmes interrogées présentent des signes d'intoxication : nausées, douleurs musculaires, brûlures corporelles, étouffements, décoloration des ongles, dessèchement des yeux... Aux Philippines, la somme consacrée aux pesticides dans les familles agricoles a été évalué entre 2 et 4 % du budget contre 1,7 % pour les soins médicaux et 2,9 % pour l'éducation des enfants. En Malaisie, les interviewées racontent qu'elles ne peuvent se changer après un traitement et qu'elles restent ainsi plusieurs heures après une pulvérisation. Certaines travailleuses mélangent les produits à mains nues.



DR

PHILIPPINES

Demandes d'indemnisation

Des femmes ayant été emprisonnées pour être «de confort» pendant la deuxième guerre mondiale ont multiplié les manifestations pour demander des mesures au gouvernement philippin, mais aussi au gouvernement des USA. En mars 2002, elles ont simulé dans la rue les viols auxquels elles été soumises quotidiennement.

AFRIQUE DU SUD

Viols en nombre

Une étude, publiée début octobre, portant sur 9300 jeunes élèves d'Afrique du Sud, révèle qu'entre 12 et 20 % des garçons et entre 5 et 13 % des filles admettent avoir violé d'autres enfants, le tout avec la certitude de faire ce qu'il y a de mieux pour réussir dans la vie ! La plupart des viols sont collectifs et, fait peu commun, les groupes de filles s'y mettent. Elles témoignent souvent d'être séropositives... L'étude révèle également que 30% des jeunes âgés de 18 ans, ont été victimes de viol. *(Les Pénélopes, novembre 2002)*

USA

Femmes et agriculture biologique

5,2 % des agriculteurs aux USA sont des agricultrices, un chiffre qui augmente régulièrement. Les études montrent que les femmes s'intéressent plus à des fermes ayant de petites surfaces et des cultures spécialisées et parmi celles-ci, l'agriculture biologique où les femmes sont cette fois 13 %.

Egalité des sexes en Egypte antique


DR

Pendant les trois mille ans qu'ont duré les empires de l'Egypte antique, les femmes ont joui de formes d'égalité sociale des sexes rarement égalées dans l'histoire. En témoignent les écrits hiéroglyphiques et les frises illustrant événements historiques et scènes de la vie quotidienne. Les Egyptiens voyaient l'univers comme une dualité complète entre masculinité et féminité. Les femmes pouvaient être guerrières, administratrices ou commerçantes tout comme les hommes, tandis que ceux-ci pouvaient très bien rester à la maison, s'occuper de tissage, etc. Les tableaux comptables conservés jusqu'à aujourd'hui montrent que femmes et hommes recevaient le même salaire pour la même tâche et que les femmes disposaient de leur indépendance financière et pouvaient écrire leur propre testament. *(ifeminist.com)*

COLOMBIE

Femmes pour la paix

Du 25 au 29 novembre, trois cents femmes de toutes les classes sociales se sont réunies à l'Université publique de Bogota pour dénoncer les causes de la violence dans le pays et pour faire des propositions en faveur d'une politique de paix. Elles revendiquent notamment la présence des femmes dans toutes les instances de décisions, en particulier en ce qui concerne les affaires militaires, les ventes d'armes, les délégations dans les organismes internationaux (FMI, OMC et autres) estimant que la guerre civile est largement entretenue de l'extérieur. *(Source : Andrée Michel, Les Pénélopes, janvier 2003)*

SIDA

Les femmes de plus en plus touchées

Les statistiques montrent qu'en 2001, parmi les 15-29 ans ayant découvert leur séropositivité, 62 % étaient des femmes. Les associations de lutte contre le Sida, Act Up, MFPF, Sida infos... estiment que cela vient du fait que les préservatifs sont uniquement masculins. Le préservatif féminin existe bien, mais il est malcommode, peu diffusé et peu connu.

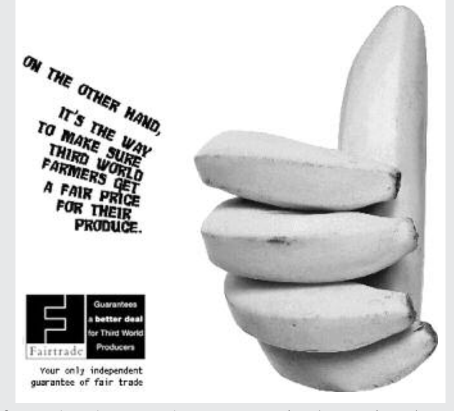
Pour les 35 heures

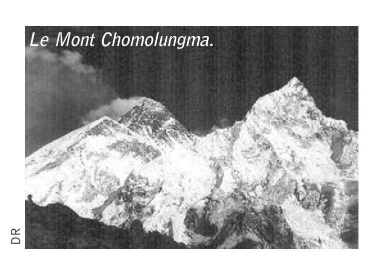
Un sondage réalisé chez les jeunes parents (au moins un enfant de moins de 6 ans), montre que la majorité apprécie le passage aux 35 heures, en particulier parce que cela permet de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. Les femmes sont les plus satisfaites : 59,5 % contre 55,2 % pour les hommes *(Yahoo, 7 janvier 2002)*



Vous avez dit commerce équitable ?

Les catalogues de cadeaux se bousculent dont ceux des différents réseaux de la plate-forme du commerce équitable. On peut s'interroger sur le contenu de ces catalogues. Ainsi, dans celui d'Artisanat-SEL, réseau chrétien de solidarité, on trouve (p.3) un éléphant en bois de teck, un bois rare dont l'exploitation contribue au recul des forêts locales. Est-il nécessaire d'acheter des objets décoratifs venant de l'autre bout du monde pour une solidarité à court terme au détriment d'une solidarité à long terme : comment vivront-ils quand la forêt aura disparu ? De manière générale, rendre des personnes du Sud dépendantes pour leurs ressources de l'exportation d'objets futiles n'est-il pas le meilleur moyen de les rendre esclaves d'une démarche fort proche du colonialisme ? Et que penser des produits alimentaires ? Est-il nécessaire d'importer du miel du Mexique ? Les Mexicains ne pourraient-ils pas manger eux-mêmes ce miel ? Faut-il gaspiller le kérosène des avions pour transporter des produits que nos abeilles locales peuvent fournir ? Ce kérosène pour les avions, au fait, on l'a volé à qui ? Est-il issu d'un quelconque commerce équitable ? Faut-il importer du café, du chocolat, du coton, autant de cultures colonialistes imposées par les colons pour leurs besoins dans des pays qui ne faisaient pas de ces cultures avant ? Faut-il favoriser les monocultures du thé ou du coton dans des régions entières rendant ces régions entièrement esclaves des exportations ? Ne faudrait-il pas mieux libérer les terres pour des cultures vivrières ? A la vue de ces catalogues, on peut s'interroger sérieusement sur la possibilité d'avoir un commerce équitable. Les animateurs de ces différents réseaux osent-ils se poser ce genre de questions ?




Le Mont Chomolungma.

DR

Himalaya Décolonisation

Le gouvernement chinois a rappelé à la communauté internationale que le sommet du monde porte le nom de Chomolungma qui, en tibétain signifie «déesse». Le nom de mont Everest a été adopté en 1952 par les Britanniques du nom du chef géomètre de l'empire des Indes britanniques.

TURQUIE
Pipeline colonial

Un consortium de plusieurs compagnies pétrolières, dont TotalFinaElf pour la France, vient d'imposer à la Turquie un contrat l'obligeant à accepter le passage d'un pipeline de 1760 km depuis la mer Caspienne. L'oléoduc bénéficiera d'une sorte d'extraterritorialité, les compagnies ne pourront pas être taxées sur leurs profits, par contre elles peuvent demander le renfort de l'armée turque pour protéger le tuyau. Elles peuvent également pomper toute l'eau dont elles ont besoin, elles n'ont pas de compte à rendre en cas de pollutions. Le projet bénéficie de l'aide de la Banque Mondiale. Le gouvernement turc n'a pas eu le choix et a publié un décret à son journal officiel. *(Billets d'Afrique, octobre 2002)*


DR

AFRIQUE
Colonies françaises

Certains pourraient croire que lorsque l'on parle de «Françafrique» il s'agit d'une image militante. Il n'en est rien pour les quatorze pays africains qui utilisent le Franc CFA depuis leur «indépendance». Cette monnaie commune des anciens pays colonisés par la France est toujours sous le contrôle de la Banque de France qui en garantit la stabilité. Alors que la France devait se retirait pour laisser place à une force multinationale africaine, il n'en a rien été : la France a tout fait par ailleurs pour que cette force d'interposition n'arrive pas à se constituer.

CÔTE D'IVOIRE
La France entre en guerre

Après des accrochages en décembre avec le mouvement du nord du pays, la situation a clairement évolué le 6 janvier. Alors que deux groupes du nord, de 40 personnes chacun, attaquaient pour pénétrer dans le ville de Duékoué, l'armée française a ouvert le feu faisant une trentaine de morts, neuf soldats français étant blessés... dont huit sans gravité. Ceci en dit long sur la différence de niveau technologique entre l'armée française et les forces locales, mais aussi sur la volonté de la France de maintenir son contrôle sur le pays.

Eau vive

Eau vive est une organisation non gouvernementale qui intervient depuis 1978 dans le Sahel (Sénégal, Niger, Burkina Faso, Togo) en faveur des populations rurales. Ses programmes suivent toutefois une méthode particulière : ce sont les villages qui doivent élaborer des projets et trouver leur mode de financement, l'Eau vive n'intervient qu'ensuite en finançant les besoins de formation, les acquisitions de savoir-faire, les compétences techniques dans le domaine de l'eau, de la santé, de l'éducation. *Eau vive, 4, rue Victor-Beausse, 93100 Montreuil, tél : 01 41 58 50 55.*

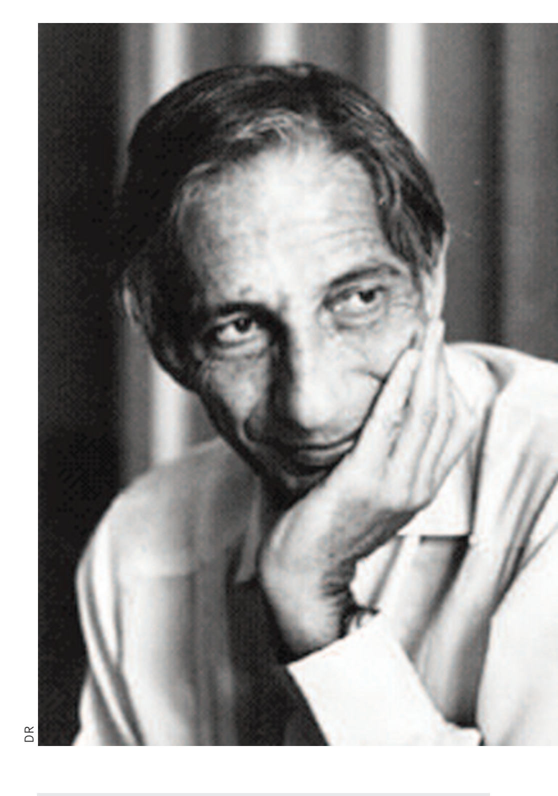


■ **Créer ses propres réseaux.** Le débat sur le commerce équitable n'en finit pas de rebondir. Ainsi Maurice Décaillot, auteur de *Demain l'économie équitable* (L'Harmattan) déclare dans *Politis* du 19 décembre 2002 : «Une conception du commerce équitable débouchant sur les grands circuits marchands a peu de chance de réaliser ses objectifs. C'est se placer en position de subordination vis-à-vis d'acteurs marchands qui jouent leur rôle en accentuant leurs prélèvements partout où ils le peuvent. Cette stratégie, à mon avis, n'a pas un grand avenir. Construire ses propres circuits de distribution, de financement, est au moins une première étape indispensable. On entend fréquemment une objection à ce genre de projets : c'est que les acteurs se replient sur eux-mêmes. Or, c'est tout le contraire, puisqu'il s'agit d'établir de nouvelles formes d'échanges mieux adaptées, tenant mieux compte de la réalité du travail économique effectué par les différents partenaires. C'est donc vers un meilleur échange que l'on se dirige».

■ **Max Havelaar : bilan modeste.** Dans son rapport d'activité, l'association qui diffuse des produits issus du commerce équitable dans les grands magasins annonce : *«En 2001, environ 50 000 familles de producteurs ont bénéficié directement de la consommation française de produits labellisés. Pour eux, le commerce équitable a généré un revenu net de 3,7 millions d'euros, soit un excédent de 2,3 millions d'euros par rapport au commerce traditionnel»*. Cela semble des gros chiffres... mais par famille, l'excédent représente seulement 46 euros pour un an, moins de 4 euros par mois ! Pour cela, l'association présente ce qu'elle a dépensé en communication : 1500 panneaux d'affichage, 37 millions de contacts par les insertions presse, 3000 communiqués de presse, 660 expositions, 548 000 dépliants...

■ **Mexique : café solidaire.** Depuis le début de l'insurrection indienne au Chiapas, le 1er janvier 1994, de nombreuses initiatives d'auto-organisation ont été mises en place pour assurer une plus grande autonomie locale, autonomie rendue nécessaire du fait de la militarisation de la région. Six communautés indigènes, regroupant un millier de personnes, se sont regroupées pour créer la coopérative de café Sociedad de Solidaridad qui produit un café arabica biologique. Une commande groupée de ce café est organisé en France par le CSPCL, comité de soutien aux peuples d'Amérique centrale et latine. Les paquets de 250 g sont vendus 3 euros l'unité et livrable en mai 2003. On peut passer commande à : *CSPCL, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.*

Ivan Illich est bien vivant



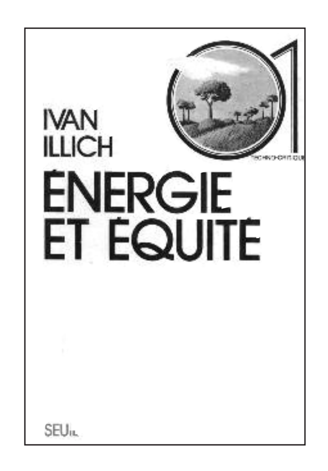
DR

Ivan Illich s'est éteint dans l'après-midi du 2 décembre, à Brême, en Allemagne, à l'âge de 76 ans. Mort pendant sa sieste, cet éveillé fut aussi l'un des grands éveilleurs de son siècle. Né à Vienne en 1926, il devient célèbre dans le contexte des années 60, période caractérisée par une critique radicale de l'ordre capitaliste et de ses institutions sociales. Il a fortement influencé le courant écologiste alors en pleine définition.

Né à Vienne en 1926, Ivan Illich fit ses études dans des établissements religieux de 1931 à 1941. Expulsé en vertu des lois antisémites qui le touchaient par son ascendance maternelle, il termina ses études secondaires à l'université de Florence pour ensuite faire de la théologie et de la philosophie à l'université grégorienne de Rome. Il obtient un doctorat d'histoire à l'université de Salzbourg.

Illich devient prêtre et, en 1951, est nommé vicaire d'une église paroissiale irlandaise et portoricaine à New York. En 1956, il quitte New York et devient vice-recteur de l'université catholique de Ponse à Porto Rico. Il y crée l'Instituto de Communicación Intercultural. Cet institut, qui fonctionnait seulement durant les mois d'été, avait pour mission d'enseigner l'espagnol à des ecclésiastiques et à des laïcs américains qui seraient appelés par la suite à travailler parmi les Portoricains émigrés dans les villes d'Amérique du Nord. Bien que l'apprentissage de l'espagnol constituât une partie importante des activités de l'institut, Illich insistait sur le fait que le programme était essentiellement destiné à développer, chez des personnes appartenant à des cultures différentes, l'aptitude à percevoir la signification des choses.

Six kilomètres prennent une heure pour l'automobiliste américain type.



Prêtre défroqué

En 1960, à la suite d'un désaccord avec l'évêque du diocèse, celui-ci ayant interdit aux catholiques du lieu de voter pour un candidat qui se déclarait partisan du contrôle des naissances, il quitte cette université. De retour à New York, il accepte une chaire de professeur à l'université de Fordham. Dans le même temps, poursuivant sa démarche en matière de développement et de renforcement des relations interculturelles, Illich fonde, en 1961, le Centre interculturel de documentation (CIDOC) à Cuernavaca (Mexique). Le CIDOC, conçu au départ pour former des missionnaires américains travaillant en Amérique latine, se transforma, au fil du temps, en un centre para-universitaire où étaient mises en pratique les idées d'Illich sur une société déscolarisée.

Jusqu'au milieu des années 70, au CIDOC, Illich dirige des séminaires consacrés aux alternatives institutionnelles dans la société technologique. Des débats passionnés entre Paolo Freire et lui sur l'éducation, la scolarisation et la conscientisation vont le rendre célèbre.

Le paradoxe de la voiture

«L'Américain type consacre plus de 1500 heures par an à sa voiture : il y est assis, en marche ou à l'arrêt ; il travaille pour la payer, pour payer l'essence, les pneus, les péages, l'assurance, les contraventions et les impôts. Il consacre donc quatre heures par jour à sa voiture, qu'il s'en serve ou travaille pour elle. Et encore ici ne sont pas prises en compte toutes les activités liées au transport : le temps passé à l'hôpital, au tribunal, au garage ; le temps passé à regarder la publicité à la télévision, le temps passé à gagner de l'argent pour voyager pendant les vacances... A cet Américain, il faut donc 1500 heures pour faire en moyenne 10 000 km de route. 6 km lui prenant donc une heure»

Energie et équité, 1973.

Illich propose en effet que l'éducation se fasse au sein de la vie de tous les jours et non dans des établissements spécialisés qui sont, pour lui, la voie de la hiérarchisation de la société. Il étend ensuite cette critique de la société à d'autres domaines, montrant que l'hôpital fonctionne de la même manière que l'école.

Après l'hôpital, Illich s'attaque à l'Église institutionnelle, définie par lui comme une grande entreprise qui forme et emploie des professionnels de la foi pour assurer sa propre reproduction. Ses opinions firent rapidement du CIDOC un lieu de controverses religieuses. Illich abandonne le sacerdoce en 1969.

L'équilibre contre la croissance

«Ouvert, l'équilibre humain est susceptible de se modifier en fonction de paramètres souples mais finis : si les hommes peuvent changer, ils le font à l'intérieur de certaines limites. A l'inverse, la dynamique du système industriel actuel fonde son instabilité : il est organisé en vue d'une croissance indéfinie, et de la création illimitée de besoins nouveaux — qui deviennent vite contraignants dans le cadre industriel. Une fois établi comme dominant dans une société, le mode industriel de production fournira l'un ou l'autre bien de consommation, mais ne posera pas de limite à l'industrialisation des valeurs. Un tel processus de croissance fait à l'homme une demande déplacée : trouver satisfaction dans la soumission à la logique de l'outil. Or la structure de la force productive façonne les relations sociales.

La demande que l'outil fait à l'homme devient de plus en plus coûteuse; c'est le coût de l'ajustement de l'homme au service de son outil, reflété par la croissance du tertiaire dans le produit global. Il devient de plus en plus nécessaire de manipuler l'homme pour vaincre la résistance de son équilibre vital à la dynamique industrielle ; et cela prend la forme des multiples thérapies pédagogique, médicale, administrative. L'éducation produit des consommateurs compétitifs ; la médecine les maintient en vie dans l'environnement outillé qui leur est désormais indispensable ; et la bureaucratie reflète la nécessité que le corps social exerce son contrôle sur les individus appliqués à un travail insensé. Qu'à travers l'assurance, la police et l'armée croisse le coût de la défense des nouveaux privilèges, cela caractérise la situation inhérente à une société de consommation ; il est inévitable qu'elle comporte deux types d'esclaves, ceux qui sont intoxiqués et ceux qui ont envie de l'être, les initiés et les néophytes».

La convivialité, 1973.

Nombreuses publications

A la fin des années 70, il quitte le Mexique pour s'installer en Europe. Il commence alors un important travail de publication qui, dans la suite des idées de mai 1968, va rencontrer très vite un important écho.

Une société sans école, publié chez Seuil en 1971, explique que l'école joue comme un système d'exclusion, valorisant certains savoirs et rejetant d'autres formes de connaissance humaine.

En 1973, *Energie et équité* montre que la question de l'énergie n'est pas seulement un problème de ressources, mais également et de plus en plus un problème de consommation. Il y attaque le développement rapide de la mobilité qui menace la planète et s'élève contre la croissance à la base de l'économie. Consommer toujours plus, c'est s'exposer à une société de plus en plus inégalitaire.

La Convivialité, parue la même année, critique de manière plus générale le système technique. Alors que la technique est souvent présentée comme libératrice, il montre que cela n'est vrai qu'en dessous d'un certain seuil.

La Némésis médicale paru en 1975, montre que derrière le concept de santé, nous sommes passés à un système marchand où la médecine autoentretient elle-même la maladie pour le seul intérêt de ceux qui s'en enrichissent.

Le Travail fantôme publié en 1981, montre toute l'ambiguité du «droit au travail» qui n'est le plus souvent que celui de faire croître les inégalités. Le chômage devient alors un moyen subversif de s'engager dans des alternatives.

Il s'attaque ensuite au concept d'environnement dans *H2O, les eaux de l'oubli*, paru en 1986. A partir de la raréfaction des ressources en eau, il montre que les solutions techniques mises en avant au nom de l'environnement ne servent à rien : on ne créé pas plus d'eau pour autant.

Dans le miroir du passé, en 1994, il aborde de nouveaux thèmes comme l'importance des mots et du langage. Il montre comment les mots changent de sens, qui le fait et pourquoi. Bref comment les idées neuves sont détournées sans cesse par la pensée dominante.

Il avait fait une brillante apparition sur ce dernier thème lors du colloque de mars 2002 «Défaire le développement, refaire le monde».

Francis Vergier ■

Sources :

■ Bureau international d'éducation de l'UNESCO, d'après Marcela Gajardo, Perspectives, revue trimestrielle d'éducation comparée, n° 3-4, 1993, p. 733-743.

■ La mort d'Ivan Illich, penseur rebelle, Hervé Kempf, *Le Monde,* 5 décembre 2002.

Bibliographie

- ■ «Libérer l'avenir» (1970)
- ■ «Une société sans école» (1971)
- ■ «Energie et équité» (1973)
- ■ «La convivialité» (1973),
- ■ «Némésis médicale» (1975)
- ■ «Le chômage créateur» (1978),
- ■ «Le travail fantôme» (1981)
- ■ «Le genre vernaculaire» (1985)
- ■ «H20» (1986, disponible)
- ■ Dans le miroir du passé (1994).

Les éditions Fayard annoncent pour fin 2003 un inédit d'Illich, *La perte des sens*, et la publication de ses œuvres complètes en deux volumes.

La crise écologique

«La crise écologique, par exemple, est traitée superficiellement lorsqu'on ne souligne pas ceci : la mise en place de dispositifs antipolluants n'aura d'effets que si elle s'accompagne d'une diminution de la production globale. Autrement ces mesures transfèrent les ordures chez nos voisins, les réservent à nos enfants, ou les déversent sur le tiers-monde. Juguler la pollution créée localement par une grande industrie exige des investissements, en matériel et en énergie, qui recréent, ailleurs, le même dommage à plus large échelle. Si l'on rend obligatoires les dispositifs antipolluants, on ne fait qu'augmenter le coût unitaire de production. Certes, l'on conserve un peu d'air respirable pour la collectivité, dès lors que moins de gens peuvent s'offrir le luxe de conduire une voiture, de dormir dans une maison climatisée, ou de prendre l'avion pour aller pêcher en fin de semaine ; au lieu de dégrader l'environnement physique, on accentue les écarts sociaux. La structure des forces de production menace les relations sociales plus directement que le fonctionnement biologique. Passer du charbon à l'atome, c'est passer du smog aujourd'hui à des niveaux accrus de radiation demain. Lorsqu'ils transportent leurs raffineries outre-mer, où le contrôle de la pollution est moins sévère, les Américains se préservent eux-mêmes (sinon les Vénézuéliens) d'odeurs désagréables en réservant la puanteur au Venezuela et sans diminuer l'empoisonnement de la planète».

La convivialité, 1973.

L'école

«La redéfinition des processus d'acquisition du savoir en termes de scolarisation n'a pas seulement justifié l'école en lui donnant l'apparence de la nécessité ; elle a aussi créé une nouvelle sorte de pauvres, les non-scolarisés, et une nouvelle sorte de ségrégation sociale, la discrimination de ceux qui manquent d'éducation par ceux qui sont fiers d'en avoir reçu. L'individu scolarisé sait exactement à quel niveau de la pyramide hiérarchique du savoir il s'en est tenu, et il connaît avec précision sa distance au pinacle. Une fois qu'il a accepté de se laisser définir d'après son degré de savoir par une administration, il accepte sans broncher par la suite que des bureaucrates déterminent son besoin de santé, que des technocrates définissent son manque de mobilité. Ainsi façonné à la mentalité du consommateur-usager, il ne peut plus voir la perversion des moyens en fin inhérente à la structure même de la production industrielle du nécessaire comme du luxe»

Une société sans école, 1971.

Le renoncement à la santé

En 1994, Ivan illich est déjà atteint d'une excroissance au niveau du cerveau. Il refuse alors les soins médicaux traditionnels, n'acceptant que de prendre des drogues anti-douleurs. Dans une conférence donnée à cette époque au Québec, il explique sa position.

«Dans la discussion universelle actuelle sur les systèmes de santé, deux mots reviennent très fréquemment : *santé* et *responsabilité*. Ces termes entrent dans deux types de discours. D'un côté, les soins de santé sont considérés comme une responsabilité incombant à l'État, aux professionnels ou aux gestionnaires ; de l'autre, on estime que chacun doit être responsable de sa santé. Je veux argumenter le bien-fondé d'opposer un non catégorique à l'idée de rendre publiquement les citoyens comptables de leur santé. Et aujourd'hui, en 1994, je suis loin d'être le seul à adopter cette attitude.

Mais il y a là un risque. Notre «Non, merci !» devant la perspective d'une nouvelle politique sanitaire peut être interprété et exploité de cinq façons différentes pour faire exactement l'inverse de ce à quoi nous visons.

En premier lieu, certains comprennent que le «non» à la santé sous la responsabilité personnelle de chacun implique qu'une mise en tutelle du citoyen s'impose. La santé, prétend-on, est trop précieuse, trop sacrée pour être laissée à la discrétion des profanes. Je rejette catégoriquement cette arrogante imputation d'incapacité. Depuis trente ans, j'ai défendu publiquement la décriminalisation totale des pratiques d'auto-intoxication, ce qui n'implique nullement que je leur donne une caution morale. Et je persiste à prôner l'abolition de toutes les dispositions légales à l'encontre de la consommation de drogues et des méthodes curatives non classiques ou non homologuées. Dans le sillage de Paul Goodman, je fonde mon insistance sur la décriminalisation sur le respect que nous devons à la dignité des plus faibles.

La mise en place de dispositifs antipolluants n'aura d'effets que si elle s'accompagne d'une diminution de la production globale.

Deuxièmement, mon «non» fondamental n'a aucun rapport avec la rareté présumée des agents curatifs. Aujourd'hui, des populations succombent en masse à la famine, et non par manque d'interventions médicales ou chirurgicales. Et plus les gens sont pauvres, plus ils sont susceptibles d'être les victimes impuissantes d'une médecine au rabais. Pendant vingt ans, j'ai défendu l'idée que la consommation médicale, au-delà d'un seuil très bas, devrait être frappée de taxes de luxe comme le sont l'alcool, le tabac et les loteries. En taxant les dialyses, les pontages, etc, on obtiendrait les moyens de financer pour tous — même à Sumatra — des interventions médicales simples telle que l'appendicectomie.



En élevant mon «non», je ne me pose pas en penseur planétaire s'efforçant de frayer la voie à une dictature écologique. Je n'imagine pas qu'il puisse exister un quelconque système de régulation capable de nous sauver du déluge de poisons, de radiations, de biens et de services qui rendent plus malades que jamais les hommes et les animaux. Ce monde ne comporte pas d'issues de secours. Je vis dans une réalité fabriquée, constamment plus éloignée de la création. Je sais aujourd'hui ce que cela signifie et quelles horreurs menacent chacun de nous. Il y a quelques décennies, je l'ignorais. Il me semblait alors possible de prendre ma part de responsabilité dans le remodelage de ce monde artificiel. Aujourd'hui, j'ai appris ce qu'est l'impuissance. La «responsabilité» est désormais une illusion. Dans ce monde-là, «être bien portant» ou «bien soigné» se ramène à une combinaison de trois facteurs : prestations techniques, protection de l'environnement et adaptation aux conséquences de la technologie, facteurs qui constituent inévitablement des privilèges.

Dans la vallée mexicaine qui m'est familière, le village continue de dénommer ses fêtes populaires d'après le cycle de plantation et de croissance du maïs bleu, mais il y a déjà quinze ans que cette céréale elle-même n'est plus qu'un souvenir. Et l'argent manque pour financer les techniques de culture d'hybrides, par ailleurs destructrices. Et il n'y a aucune protection contre les nuages délétères que répand la grande exploitation agro-alimentaire du lieu. Mais on ouvre de nouveaux centres voués à la pédagogie sanitaire, ce qui permet de jeter quelques rognures à la piétaille enthousiaste des verts. C'est pourquoi mon «non!» n'est assurément pas un «oui» à une pédagogie de la santé qui implique la gestion de systèmes toxiques.

Si je dis «non!», ce n'est pas pour défendre une nouvelle éthique de la souffrance **sous** la direction de conseillers des endeuillés et d'accompagnateurs des moribonds qui trouvent dans la maladie et la mort modernes un moyen de se révéler à eux-mêmes. Je ne me range pas non plus dans le camp de ces gnostiques et philosophes qui nous proposent d'admettre les inéluctables épidémies de l'âge postindustriel comme une sorte de santé sublimée. Je ne réserve nul «oui» au monde de la sujétion totale, à la médiatisation de l'impudence, tellement en vogue chez les philosophes du post-modernisme. Moi, je m'applique à cultiver l'indignation. L'art moderne de souffrir exige d'affronter une angoisse sans précédent. Il ne peut être enseigné mais seulement appris dans une amitié toujours renforcée.

L'autonomie

«Je crois qu'il faut inverser radicalement les institutions industrielles, reconstruire la société de fond en comble. Pour être efficient et rencontrer les besoins humains qu'il détermine aussi, un nouveau système de production doit retrouver la dimension personnelle et communautaire. La personne, la cellule de base conjuguent de façon optimale l'efficacité et l'autonomie : c'est seulement à leur échelle que se déterminera le besoin humain dont la production sociale est réalisable».

La convivialité, 1973.

Energie et société

«Une politique de basse consommation de l'énergie permet une grande variété de modes de vie et de culture. La technique moderne peut être économe en matière d'énergie. Elle laisse la porte ouverte à différentes options politiques. Si, au contraire, une société se prononce pour une forte consommation d'énergie, alors elle sera obligatoirement dominée dans sa structure par la technocratie et, sous l'étiquette capitaliste ou socialiste, cela deviendra pareillement intolérable»

Energie et Equité, 1973.

Ce qui nous accable aujourd'hui est entièrement nouveau. Ce qui détermine notre époque depuis Rachel Carson, c'est l'acceptation «réaliste» croissante d'une perniciosité sans fin qui est aujourd'hui le thème de pompeux débats sur les orientations et les besoins en matière d'atome, de gènes et d'interventions neurologiques. Voilà. Contrairement à la mort, à la pestilence et aux démons, ces maux-là n'ont aucun sens. Bien que dus à l'homme, ils relèvent d'un ordre non humain. Ils nous réduisent à l'impuissance, à l'incapacité, à l'aboulie. Ces maux, nous pouvons les subir, en pâtir, mais non leur donner un sens, les interpréter. Seul celui qui trouve sa joie dans ses amis est capable de leur résister. Aussi y a-t-il un univers entre notre «Non!» et toutes les acceptations dociles des retombées secondaires du progrès.

Enfin, il serait stupide ou malveillant de taxer d'indifférence cynique le «non» à la pénalisation des comportements anti-hygiéniques. Au contraire ! Dans mes réflexions, la première place est occupée par la multitude, par ces gens innombrables dont quatre décennies de développement ont détruit l'espace architectural, technique et culturel d'où les arts traditionnels de souffrir et de mourir tiraient leur sève. Aujourd'hui, la vaste majorité des hommes est pauvre, et les sous-développés deviennent encore plus pauvres. Lorsque nous disons «non» à l'implantation de systèmes qui promeuvent la quête de la «santé», chez nous ou à l'extérieur, nous parlons avant tout de quelque chose qui m'apparaît impensable : quatre milliards d'hommes plongés dans la misère neuve du développement. Nous ne pourrons tenter d'être à côté d'eux que si nous disons d'abord «Non, merci».

Ivan Illich
Libérer l'avenir

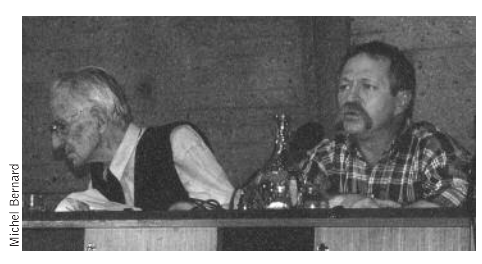
Les motifs de mon «non» éthique ne me mettent donc pas au service de ces cinq réalités actuelles que sont : le paternalisme professionnel, l'idéologie de la rareté, l'esprit de système, la psychologie de la libération, et ce «sens commun» désormais à la mode qui affirme que l'auto-assistance, l'autonomie, ou même la responsabilité de soi-même sont, pour les pauvres, les seules chances de survivre en supportant les conséquences de l'enrichissement du reste du monde. Je formule mon «non» éthique à la poursuite de ma santé sous ma propre responsabilité parce que moi je veux chercher mon équilibre dans l'apprentissage de l'art de souffrir et de l'autolimitation dans la recherche du soulagement. La poursuite de la santé normative (conforme aux normes) ne pourrait qu'entraîner l'intériorisation des systèmes mondiaux dans le moi, à la manière d'un impératif catégorique. Le renoncement à la «santé» que j'oppose à cette autolimitation réaliste me semble être le point de départ d'une conduite éthiquement, esthétiquement et eudémoniquement adaptée à notre temps. Mais, pour suivre cette argumentation, il nous faut d'abord remonter à la sociogenèse historique de ce à quoi nous voulons renoncer.

La conception moderne de la santé

La conception de la santé dans la modernité européenne représente une rupture par rapport à la tradition d'Hippocrate. Pour les philosophes grecs, la «santé» se concevait comme une combinaison harmonieuse, un ordre équilibré, un jeu réciproque des éléments fondamentaux. Était en bonne santé celui qui s'intégrait dans l'harmonie de la totalité de son monde selon le temps et le lieu où il voyait le jour. Pour Platon, la santé était une vertu somatique. Mais depuis le 17e siècle, la volonté de maîtriser la nature a remplacé l'idéal de «la santé en tant qu'équilibre tolérable» par la conception d'une condition humaine dont on peut régir les paramètres. Dans la Déclaration d'indépendance des États-Unis est affirmé le droit à la recherche du bonheur. Le droit à la santé se matérialisa de façon parallèle en France. Dès lors, on s'estimait aussi fondé à dire «ma santé» qu'à dire «mon corps». À l'instar de l'idée voulant que l'État garantisse la recherche du bonheur, la quête moderne de la santé est le fruit d'un individualisme possessif.

Il ne pouvait y avoir moyen plus brutal, et en même temps plus convaincant, de légitimer une société fondée sur l'avidité personnelle. De façon parallèle, la notion de responsabilité de l'individu fut admise dans les sociétés gouvernées démocratiquement. La responsabilité revêtit alors la forme d'un pouvoir éthique sur des régions toujours plus lointaines de la société et sur des formes toujours plus spécialisées de prestations par des services «générateurs-de-bonheur».

De nos jours, la santé et la responsabilité sont des concepts normatifs qui n'indiquent plus aucune voie à suivre. Si j'essaie de structurer ma vie en fonction de tels idéaux irrécouvrables, ils deviennent pernicieux — je me rends malade. Pour vivre convenablement aujourd'hui, il me faut renoncer décisivement à la santé et à la responsabilité. Je dis renoncer et non point ignorer, et je n'emploie pas ce terme pour connoter l'indifférence. Je dois accepter l'impuissance, déplorer ce qui a disparu, renoncer à l'irrécouvrable. Je dois assumer l'impuissance qui peut même me priver de mon conscient, de mes sens.


Michel Bernard

Colloque Défaire le développement, aux côtés de José Bové.

Je crois profondément à la possibilité du renoncement. Et ce n'est pas par calcul. Le renoncement signifie et exige plus que de pleurer l'irrécouvrable. Il peut vous libérer de l'impuissance. Il n'a aucun rapport avec la résignation, l'incapacité ou même le refoulement. Mais, de nos jours, le renoncement n'est pas un concept familier. Nous n'avons plus de mot pour désigner le renoncement courageux, discipliné, lucide sur soi-même, qui s'accomplit en commun — or, c'est ce que j'évoque ici. Je l'appellerai l'ascèse. J'aurais préféré un autre terme, car l'ascèse nous fait songer à Flaubert et à son saint Antoine au désert, qui repousse la tentation du vin, de la chair et des parfums. En effet, le renoncement dont je parle n'a pas grand-chose à voir avec cette attitude.

Une époque abstraite

Nous vivons dans une époque abstraite et désincarnée. Les certitudes sur lesquelles elle repose sont largement dépourvues de sens. Mais leur acceptation mondiale leur confère une apparence d'indépendance par rapport à

La convivialité

«Passé un certain seuil, l'outil, de serviteur, devient despote. Passé un certain seuil, la société devient une école, un hôpital, une prison. Alors commence le grand enfermement. Il importe de repérer précisément où se trouve, pour chaque composante de l'équilibre global, ce seuil critique. Alors il sera possible d'articuler de façon nouvelle la triade millénaire de l'homme, de l'outil et de la société. J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil».

La convivialité, 1973.

la culture et à l'histoire. Ce que j'appellerai l'ascèse épistémologique ouvre la voie à l'abandon de ces certitudes axiomatiques sur lesquelles se fonde en notre temps la vision du monde. J'évoque ici une discipline conviviale et pratiquée de façon critique. Les prétendues valeurs de la santé et de la responsabilité font partie des certitudes que je viens d'évoquer. Quand on les examine en profondeur, on constate que ce sont des phénomènes puissamment morbides et des facteurs de désorientation. Voilà pourquoi je considère l'invitation à assumer la responsabilité de ma santé dénuée de sens, fallacieuse, indécente et, d'une façon très particulière, blasphématoire.

Ce qu'on appelle la «santé» est aujourd'hui une source de confusion pour bien des gens. Les experts dissertent savamment sur les «systèmes de santé». Certaines personnes croient qu'à défaut d'un accès à des traitements élaborés et coûteux, les maladies séviraient. Chacun s'inquiète de l'augmentation des «dépenses de santé». On entend même parler d'une «crise des soins de santé». Je souhaite donner mon sentiment sur ces questions.

Tout d'abord, je crois nécessaire de réaffirmer la vérité de la condition humaine : j'ai mal ; je souffre de certains troubles ; il est certain que je mourrai. Certains éprouvent plus intensément la douleur, d'autres sont atteints de troubles plus débilitants, mais nous affronterons tous pareillement la mort.

ivan
illich
La
convivialité
Seuil

En regardant autour de moi, je constate que nous avons une grande capacité de nous porter mutuellement assistance, particulièrement lors des naissances, des accidents et des trépas — et ainsi en va-t-il ailleurs dans le temps et l'espace. A moins d'être désaxées par des nouveautés historiques, nos maisonnées, en étroite coopération avec la communauté environnante, ont été admirablement accueillantes, c'est-à-dire, de manière générale, aptes à répondre positivement aux véritables besoins humains : vivre, célébrer et mourir.

En opposition avec ce vécu, certains d'entre nous en sont venus à croire aujourd'hui que nous avons un besoin désespéré de fournitures marchandes standardisées, entrant toutes sous le label de la «santé», conçues et fournies par un système de services professionnels. Certains s'efforcent de nous convaincre que le nouveau-né arrive en ce monde non seulement sans forces ni capacités, nécessitant donc les tendres soins de la maisonnée mais aussi malade, exigeant un traitement spécifique administré par des experts autocertifiés. D'autres croient qu'il faut constamment aux adultes des médicaments et des interventions pour qu'ils atteignent la vieillesse, tandis que les mourants ont besoin de soins médicaux dits palliatifs.

L'asservissement au mythe technique

Nombreux sont ceux qui ont oublié — ou ne sont plus capables d'en jouir — ces façons de vivre régies par le bon sens, qui contribuent au bien-être des personnes et à leur capacité de guérir d'une maladie. Beaucoup se sont laissé asservir à un mythe technique qui s'autoglorifie, et dont cependant ils se plaignent parce que, de manière impersonnelle, il appauvrit le plus grand nombre et enrichit une minorité.

Je constate, pour le déplorer, que beaucoup d'entre nous entretiennent l'étrange illusion que tout un chacun a «droit» à quelque chose qui s'appelle les «soins de santé». Ainsi se trouve-t-on légitimé à recevoir le plus récent assortiment de thérapies techniques, fondé sur le diagnostic d'un professionnel quelconque, afin de survivre plus longtemps dans un état qui est souvent affreux, douloureux ou simplement fastidieux.

J'estime le temps venu d'énoncer clairement que ces conditions et ces situations spécifiques sont des facteurs de morbidité, bien plus que ne le sont les maladies elles-mêmes. Les symptômes que la médecine moderne s'efforce de traiter n'ont guère de rapport avec l'état de notre corps ; ils sont, bien davantage, les signes des préjugés et des désordres propres aux façons modernes de travailler, de se distraire, de vivre.

Pourtant, beaucoup d'entre nous sont fascinés par l'éclat des «solutions» high-tech. Nous croyons pathétiquement aux remèdes miracles, nous croyons faussement que toute douleur est un mal qu'il faut supprimer, nous voulons retarder la mort à n'importe quel prix.

J'en appelle à l'expérience personnelle de chacun, à la sensibilité des gens ordinaires, par opposition au diagnostic et aux décisions des professionnels. J'en appelle à la mémoire populaire, par opposition aux illusions du progrès. Prenons en considération les conditions de vie dans notre cercle familial et dans notre communauté, et non pas la qualité des prestations de «soins de santé» ; la santé n'est pas une marchandise qu'on distribue, et les soins ne peuvent être prodigués par un système.

Oui, nous avons mal, nous tombons malade, nous mourons, mais également nous espérons, nous rions, nous célébrons ; nous connaissons les joies de prendre soin les uns des autres ; souvent nous sommes rétablis et guéris par divers moyens. Nous n'avons pas à suivre un chemin qui uniformise et banalise notre vécu.

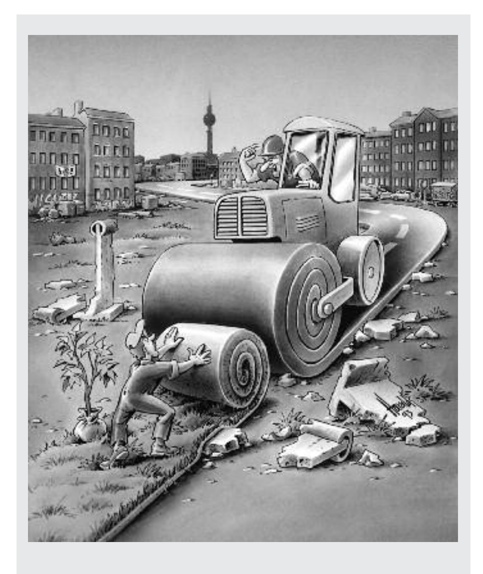
J'invite chacun à détourner son regard, ses pensées, de la poursuite de la santé, et à cultiver l'art de vivre. Et, tout aussi importants aujourd'hui, l'art de souffrir, l'art de mourir.

Ivan Illich ■

Publié dans *L'Agora*, juillet/août 1994.

Le cercle des lecteurs d'Ivan Illich

Le cercle des lecteurs d'Ivan Illich est une association qui, à partir des écrits d'Ivan Illich, essaie de faire circuler des textes de réflexion sur les mêmes thématiques. Le cercle publie un petit bulletin de liaison : *La convivialité. Cercle des lecteurs d'Ivan Illich, J.M. Corajoud, avenue Fraisse 14, CH 1006 Lausanne, tél : 41 21 617 34 90.*



Du chômage à l'autonomie conviviale

Dans ses numéros 7 et 8, fin 1982, Silence publiait une étude d'Ingmar Granstedt sur les possibilités d'appliquer les idées d'Ivan Illich en matière de reconquête d'autonomie. Trois étapes sont alors présentées : ce que l'on peut faire seul, ce que l'on peut faire au niveau d'un collectif, et enfin ce qui nécessite un changement de société. A chaque niveau, en parallèle avec des pratiques autonomes, il est montré comment on peut diminuer son temps de travail pour aller vers un mi-temps. Alors que les débats sur le chômage s'enlisent dans les années 90, nous décidions de publier ce texte en hors-série. Il est toujours disponible... et toujours d'actualité !





■ **Zambie : refus de l'aide américaine.** Plusieurs pays du sud de l'Afrique dont la Zambie sont confrontés à un manque de ressources alimentaires. Le programme alimentaire de l'ONU est intervenu pour livrer des céréales... mais il s'est avéré que celles-ci étaient transgéniques en provenance des USA. Le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe ont protesté mais ont accepté le maïs fourni. Pas la Zambie. Au nom du principe de précaution, elle a demandé à avoir des céréales non transgéniques. L'Europe a alors accepté de donner pour 25 millions de céréales non-OGM. Les USA ont cédé et ont envoyé 30 000 tonnes de maïs non-OGM.

■ **Aide alimentaire broyée.** Le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe qui ont accepté du maïs transgénique ont reçu... de la farine. Les graines ont été en effet broyées pour éviter qu'elles ne soient utilisées comme semences ! Les firmes américaines veulent bien que l'on consomme des OGM mais pas qu'on les produise gratuitement. *(Politis, 26 décembre 2002)*

■ **USA : catastrophe annoncée.** La Soil association (association des semences) a publié, à l'automne 2002, un rapport accablant sur le suivi pendant six ans de cultures OGM aux Etats-Unis. Les conclusions sont les suivantes : rendements en baisse, utilisation des herbicides et insecticides en hausse (alors qu'ils étaient censés les diminuer), apparition de plantes résistantes à plusieurs herbicides, pertes de marchés, impossibilité de maintenir une filière sans OGM. De quoi encourager la poursuite du moratoire en Europe. *(Quatre saisons du Jardinage, novembre 2002)*



DR

■ **Académies favorables**. Le 12 décembre, l'Académie de médecine a sorti un rapport sur les OGM affirmant que ceux-ci ne présentent aucun danger pour la santé et que maintenir un moratoire c'est se priver de retombées positives dans le domaine du traitement des maladies. Le 13 décembre, l'Académie des sciences publie également un rapport sur les OGM affirmant que ceux-ci peuvent apporter de nombreux bienfaits dans le domaine de l'alimentation, en particulier pour ceux qui souffrent de faim. Le même jour, Roselyne Bachelot pour l'environnement et Claudie Haigneré, pour la recherche, annonce que la levée du moratoire européen doit être rapidement discutée. Belle campagne de propagande. Aucun média ne se penche sur les origines et les auteurs de ces rapports. Rappelons que les Académies fonctionnent par cooptation des nouveaux membres par les anciens. Au fil des années, ces deux académies sont devenues le fief des anciens scientifiques de la grande industrie. On y retrouve d'un côté de nombreuses personnes venant de l'industrie pharmaceutique, de l'autre de la grande industrie (Elf, Rhône-Poulenc, Générale des Eaux, EDF...). Ce sont ces mêmes académies qui ont affirmé que les dioxines ne posaient pas de problèmes (en 1994), pas plus que le pyralène (en 1988) ou les faibles doses de radioactivité (1995). Ces académies sont en fait, sous couvert du prestige de la science, des représentants des différents lobbies de l'industrie et les rapports sont là pour casser la contestation lorsqu'elle prend trop d'ampleur.

Aspartame (suite)

Suite à notre article paru dans le numéro de novembre, nous avons reçu une lettre de l'*Association internationale des édulcorants*, un organisme de lobbying dont le siège est à Bruxelles, qui nous dit que l'aspartame est inoffensif comme l'affirme l'AFSSA, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments. Seul problème : nous avons tendance à ne pas prendre pour argent comptant ce que raconte cette agence dépendant du ministère de la santé. Elle a déjà couvert le scandale des vaccins contre l'hépatite B. Elle couvre toujours les promoteurs des incinérateurs en diffusant des calculs erronés sur les dioxines. Elle refuse de prendre des mesures sérieuses sur la question des émissions de la téléphonie mobile, etc. L'AFSSA dépend pour une grand part des travaux fournis par des chercheurs financés par les grandes firmes et n'est donc pas une source fiable d'information. Il reste beaucoup de flou sur les informations qui nous parviennent sur l'aspartame (il est très difficile de vérifier des infos qui viennent des Etats-Unis), mais par principe de précaution, mieux vaut s'abstenir d'en consommer.

Téléphones mobiles


DR

■ **Espagne : cancers.** Après l'apparition d'un cancer chez trois élèves d'un établissement scolaire ayant installé des antennes-relais sur son toit, une enquête dans le voisinage a permis de trouver onze autres cancers du même genre. D'autres enquêtes ont été menées depuis dans d'autres villes : 9 cancers ont été repérés près d'une antenne à Malaga, 14 à Madrid, 6 à Barcelone... Les plaintes se multiplient et les opérateurs ont dû déjà démonter plus de 2000 antennes sur des sites trop près d'habitations ou d'écoles. *(Viva, décembre 2002).*

■ **Les opérateurs ne sont plus assurés**. Devant la multiplication des procès aux Etats-Unis contre les antennes-relais mais également contre les cancers du cerveau provoqués par les téléphones eux-mêmes, l'assureur des opérateurs français, Axa, a annoncé que les opérateurs ne sont plus assurés depuis le 1er janvier 2003. Il y a déjà un autre secteur qui fonctionne sans assurance : c'est le nucléaire.

Vaccins de l'hépatite B L'Etat condamné

Femme de service dans une maison de retraite, Mme Molard subit les vaccinations obligatoires contre l'hépatite B en 1991, 1992 et 1997. Depuis cette dernière date, elle développe une sclérose en plaques. Reconnu comme accident du travail, elle refuse la rente proposée par la commission d'indemnisation à l'amiable des accidents post-vaccinaux et attaque au tribunal. Le tribunal administratif de Marseille a condamné l'Etat le 20 novembre 2002 à lui verser immédiatement 30 000 euros, l'Etat étant «entièrement responsable des conséquences de la vaccination». Une expertise a été ordonnée pour déterminer le montant d'une rente à vie. C'est la première condamnation de l'Etat après déjà quelques condamnations des fabricants de vaccins. Il y a actuellement plus d'un millier de procès en cours. *(Alternative-Santé, janvier 2003)*


DR

Tabac

■ **560 morts à l'heure.** Au niveau mondial, selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé, le tabac tue 560 personnes par heure. L'OMS s'attend à un triplement de ces chiffres d'ici trente ans. En France, cela en fait 60 000 par an et cela coûte 7000 euros par malade en moyenne pour la sécurité sociale selon les Caisses d'assurance maladie.

■ **Europe des fumeurs.** C'est en Grèce que l'on a la plus forte proportion de fumeurs : 50 % des hommes, 33 % des femmes. C'est en Suède que l'on fume le moins : 17 % des hommes, 22 % des femmes.

■ **Surtout les jeunes.** En France, 34 % des hommes fument, 22 % des femmes... mais 78 % des fumeurs ont moins de 25 ans ! C'est donc vraiment une connerie de jeunesse !

■ **Ruineux.** Depuis la loi Evin, en 1991, le prix des cigarettes a augmenté de 250 %. Un Smicard qui fume 15 cigarettes par jour y consacre un mois de salaire par an.

DRÔME

Cures de santé

L'association Zhen propose des stages et des méthodes simples pour être en bonne santé : Traverser les saisons en parfaite harmonie, cures de santé, prévenir l'état dépressif, cures d'entretien... L'association est animée par des personnes formées en médecine traditionnelle chinoise. Renseignements : *Association Zhen, le Prieuré, 26300 Jaillans, tél : 04 75 48 89 48.*

Prud'homales Arrivée de l'économie solidaire

Pour la première fois, dans le collège des employeurs, pouvaient se présenter les représentants des associations, des coopératives et des mutuelles. Avec un certain succès : ils font 11,3 % au niveau national et dans 125 conseils sur 271, ils ont dépassé les 30 % des voix. A Lens, deux représentants d'associations par ailleurs membres d'un mouvement de chômeurs, ont emporté deux sièges à égalité avec le Medef. C'est aussi le cas à Manosque où un directeur de radio associative a été élu.

Pour une autre politique agricole commune

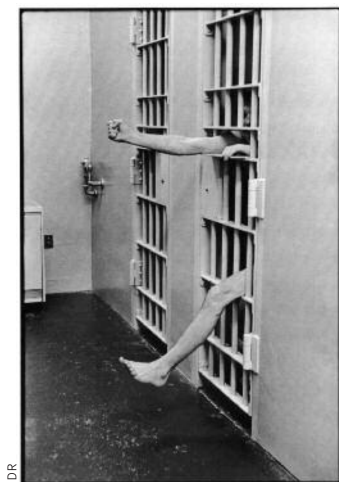
De nombreuses associations comme le réseau Cohérence, l'Alliance paysans-consommateurs-écologistes, la Confédération paysanne, les Amis de la Terre, etc., ont lancé une campagne pour une autre politique agricole commune au niveau de l'Europe. Cette campagne demande que la base de la politique agricole soit d'éviter les excédents préjudiciables aux agriculteurs des autres pays, la mise en place de mécanismes financiers qui protègent les agriculteurs, l'environnement et la santé des consommateurs. *Cohérence, 2, rue Clairambault, 56100 Lorient, tél : 02 97 84 98 18.*

La bourse en baisse, les salaires des patrons en hausse

En 2000, les patrons des sociétés cotées au CAC40 touchaient en moyenne 498 fois le SMIC. En 2001, on est passé à 554 fois. Et la tendance est toujours à la hausse... alors que pourtant la bourse a baissé, en 2002, de 33,7 %.

Délire sécuritaire

■ **Les chiffres.** Les crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie sont passés de 1,8 million à 3,7 millions entre 1974 et 2000... mais le maximum a été atteint en 1994 avec près de 4 millions. Depuis 1994, soit depuis huit ans, la délinquance est en baisse. La hausse entre 1974 et 1994 s'explique en grande partie par la montée de la précarité pendant cette période, 1974 étant la fin de la prospérité économique. Les auteurs de ces délits ne sont pas souvent connus : en 1974, 43 % des faits étaient élucidés, aujourd'hui, ce taux est tombé à 26,7 %. Autant dire que les voleurs sont plus imaginatifs que les forces de l'ordre. *(Statistiques pénales, éd. Dalloz)*


DR

■ **Arrestations et prisons.** Il y a une baisse des arrestations : de 96 000 en 1980, on est tombé à 64 000 en 2001. Toutefois, cela ne vide pas les prisons puisqu'entre-temps, la durée moyenne de détention est passée de 4,3 mois à 8,4 mois. On arrive ainsi à 56 000 détenus fin 2002 soit 118 personnes pour 100 places... ce chiffre augmentant dans les Dom-Tom pour y atteindre 166 détenus pour 100 places.*(Statistiques pénales, éd. Dalloz)*

■ **Gauche sécuritaire.** Lors du débat sur la loi Sarkosy, le 16 juillet 2002, Julien Dray a pris la parole pour le PS : *«On choisit de devenir délinquant. La société, dès lors, ne peut trouver d'autre solution que la répression»*. Manuel Walls, toujours pour le PS : *«Nous savons que trop souvent, policiers et gendarmes sont vilipendés et agressés* (le débat sur la loi Sarkosy) *permettra qu'un grand pas soit fait dans le rétablissement de l'autorité de la République»*.

ET VOUS !
VOUS FAITES QUOI DE VOTRE TEMPS LIBRE ?
VOUS RECHERCHEZ :
Un emploi de merde
Une expérience humiliante
Une voie sans issue
Mc Précarité
Rejoignez notre équipe pour vous faire exploiter.

Mac Crado

■ **Lutte des salariés.** Le film *On n'est pas des steacks hachés* tourné par Alima Arouali pendant les grèves dans les McDo parisiens l'année dernière est sorti le 16 octobre dernier. Il est possible d'organiser une projection en prenant contact avec *La Cathode, 119, rue Pierre-Sémard, 93000 Bobigny, tél : 01 48 30 81 60.*

■ **Droits de l'enfant.** Le 20 novembre est la journée mondiale des droits de l'enfant. Le 19 juillet dernier, Mac Donald's et l'Unicef ont annoncé un accord de partenariat : la journée des droits de l'enfant sera relayée dans 121 pays par le géant de la malbouffe ! On croit rêver ! Comment l'Unicef, service de l'ONU, peut-il ainsi laisser dénaturer une telle convention qui doit théoriquement venir en aide aux enfants les plus défavorisés ? S'agit-il d'implanter des fast-foods dans le tiers-monde pour rendre ces enfants si maigres un peu plus obèses ? Ou encore s'agit-il de soutenir le travail des enfants un peu plus grands qui à l'adolescence se font exploiter comme serveurs ?

Internet

■ **Facteur d'inégalité.** Au premier semestre 2002, seuls 22 % des Français ont un accès à internet, 8 % seulement l'ont à domicile, les autres au travail. Chez les agriculteurs, le taux reste inférieur à 1 %. Sur ces 22 % d'utilisateurs, 70 % n'utilisent que le courrier informatique, seuls 30 % vont visiter des sites.

■ **Pollution par la publicité.** Les courriers électroniques publicitaires font perdre un temps énorme aux salariés qui ont accès à internet. Une étude la commission européenne estime que cela coûte, au niveau mondial, plus de 10 milliards d'euros. Les filtres vendus actuellement pour éviter ces publicités ne sont guère fiables.

■ **Difficulté du commerce électronique.** Le commerce électronique avec livraison par correspondance devait rapidement mettre fin aux magasins. Les grands distributeurs se sont alors lancé à fond dans l'aventure. Malgré la livraison gratuite qui évite les déplacements, le succès n'est pas au rendez-vous. Le seul distributeur indépendant Telemarket a été racheté par les Galeries Lafayette, début 2002. Auchan a décidé de limiter son service à Paris. Cora avait annoncer livrer dans 64 départements, le service a été supprimé. Carrefour qui avait multiplié les services en ligne n'a plus que Ooshop qui ne livre que sur Paris, sa banlieue et Lyon. Casino-Rallye a fermé son service. *(Alternatives économiques, décembre 2002)*

Publicité

■ **Contre la pub dans les boîtes aux lettres.** A Paris, Colette Pourroy, excédée par la publicité dans sa boîte aux lettres, a essayé plusieurs fois de mettre un autocollant... qui disparaît au bout de quelques jours. Elle fabrique elle-même une étiquette, la reproduit et la distribue avec une lettre d'explication au 19 autres boîtes aux lettres de son immeuble. Dans la journée qui suit, huit étiquettes sont ainsi posés. Quatre jours plus tard, 16 boîtes aux lettres sur 20 portent l'étiquette. 80 % contre la publicité ! Non seulement les étiquettes tiennent, mais en plus, suite à cette initiative, les voisins se parlent dans l'immeuble. A vous d'en faire autant !



■ **Casseurs de Pub**. A l'occasion de la journée sans achat, fin novembre, Casseurs de Pub a mis en kiosque son quatrième dossier annuel. Très agréablement illustré, destiné au grand public, de nombreuses critiques radicales de notre société de consommation. Egalement disponible contre 5 euros à : *Casseurs de Pub, 11, place Croix-Pâquet, 69001 Lyon.*



Bush va-t-en-guerre

■ **Gendarme du monde.** Le 11 septembre 2001, selon le département de la défense des USA, plus de 60 000 militaires américains étaient présents dans plus de 100 pays.

■ **Préparation de la guerre.** Fin décembre, plus de 60 000 soldats US étaient déployés dans les pays voisins de l'Irak. Le gouvernement Bush a annoncé un doublement de ce nombre en janvier... ce qui laisse présager d'une offensive pour le mois de février.

Casseurs de pub



■ **La crédibilité des USA.** Lors de l'intervention au Kosovo, les dirigeants de l'OTAN avaient écarté toutes les solutions alternatives qui ne faisaient pas intervenir en force les militaires. A l'époque, les USA ont dit que renoncer aux bombardements «aurait été l'humiliation de l'OTAN et des Etats-Unis» (Samuel Berger, conseiller à la sécurité nationale, *Washington Post).* Tony Blair déclara devant le parlement britannique : «Reculer maintenant ruinerait la crédibilité de l'OTAN». Parions que même si les inspecteurs de l'ONU ne trouvent rien, il ne saurait être question en Irak de «reculer maintenant».



■ **Inspections de l'ONU ?** On ne peut que soutenir les inspections de l'ONU. Mais pourquoi seulement en Irak ou en Corée du Nord ? Il y a d'autres fabricants de bombes nucléaires et chimiques bien connus : les cinq Etats du conseil de sécurité de l'ONU : USA, Russie, Grande-Bretagne, France et Chine. Le porte-parole du secrétaire d'Etat à la Défense US a même reconnu en novembre qu'entre 1962 et 1973, les Etats-Unis avaient procédé à des essais d'armes chimiques en différents endroits du pays : Alaska, Floride, Porto Rico, Hawaï et même en Grande-Bretagne et au Canada.

■ **USA : opinion prudente.** Un sondage réalisé fin novembre indique que 64 % des Etats-Uniens pensent que leur pays ne doit pas attaquer l'Irak sans un feu vert de l'ONU. Si des armes illicites sont trouvées par les inspecteurs de l'ONU et que Saddam Hussein accepte de les détruire, 66 % estiment que la guerre n'est pas utile. Par contre si des armes illicites sont trouvées et que le gouvernement irakien refuse de les détruire, 87 % sont alors pour une intervention militaire.

■ **Opinions défavorables.** En Allemagne, où le gouvernement a toujours expliqué ses réticences envers une intervention, un sondage réalisé au moment des élections indique que 95 % des Allemands sont opposés à une intervention. En Espagne, où le gouvernement Aznar s'est prononcé plutôt pour suivre les USA, l'opinion est presqu'autant opposée. Un sondage indique que 87 % des Espagnols sont contre cette guerre (9,3 % pour, 3,6 ne savent pas). En Italie, où le gouvernement Berlusconi est aussi sur une position suiviste, l'opinion se prononce à 66 % contre la guerre, 24 % pour, 10 % ne savent pas. Enfin, en Grande-Bretagne, où Tony Blair fait tout pour convaincre les Britanniques de se lancer dans la guerre, ces derniers restent opposés à 44 % à la guerre, seulement 33 % sont pour, 23 % ne savent pas. *(Courrier international, 10 octobre 2002)*

■ **Position française.** Si le gouvernement Chirac semble s'opposer à une intervention armée avec l'Irak, ce n'est sans doute pas par refus d'une bonne guerre. Nos marchands d'armes n'attendent que ça. La situation française s'appuie sur une approche économique. Avant la précédente guerre de 1991, la France était un partenaire économique important de l'Irak. L'embargo mis en place à cette époque a de fait bloqué les contrats en cours. De nombreuses entreprises françaises souhaitent une levée de l'embargo pour reprendre leurs affaires. Enfin, la France n'a pas trop intérêt à la ramener concernant la présence d'armes de destruction massive en Irak : c'est elle qui a vendu un réacteur nucléaire à ce pays, lequel réacteur en construction a été détruit par un raid de l'aviation israélienne en 1976... alors que Chirac était premier ministre.

■ **Manifestations le 15 février.** La coordination européenne des mouvements antiguerre organise dans toutes les capitales des manifestations le samedi 15 février.



ECOSSE

Blocage de Faslane

Le mouvement britannique pour l'abolition des armes nucléaires organise une nouvelle journée de blocage de la base de sous-marins nucléaires de Faslane en Ecosse, le 22 avril prochain. Cette action non-violente propose plusieurs niveaux d'implications : inspections de la base (désobéissance civile avec arrestation à la clé), sit-in devant l'entrée (contrôle d'identité), ou simple manifestant. Cette action s'appuie sur la décision de la Cour internationale de la Haye qui le 8 juillet 1996 a déclaré que la «menace d'utilisation ou l'utilisation d'armes nucléaires est en contradiction avec les normes juridiques internationales inclues dans le droit de la guerre». *Scottish CND, 15, Barland street, Glasgow G41 1QH, Scotland, tél : (44) 141 423 1222.*


DR
Manifestation à Faslane.

Agir ici Un procès qui coûte cher !

Attaqué par les marchands de mines antipersonnel à la suite d'une campagne de boycott lancée en 1994, l'association Agir ici a dû multiplier les appels aux dons pour payer une éventuelle amende. Plus de 2000 personnes ont fait don de près de 62 000 €. Condamnée en premier instance à plus de 70 000 €, l'association a finalement gagné en appel... Le bilan financier reste lourd : malgré le remboursement des frais de justices par la société plaignante (73 000 €), sur tous les dons, il ne reste plus que 6000 € disponibles. Lorsque des associations sont ainsi attaquées en justice, il ne s'agit souvent pas pour le plaignant de gagner mais au moins de peser financièrement sur les activités de l'association. *Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*

Surveillons les armes, sauvons des vies

Agir Ici et Amnesty international animent une campagne sur ce thème jusqu'au 30 juin 2003. Cette campagne est



relayée par de nombreux groupes non-violents. Elle demande la mise en place de règles éthiques pour des exportations d'armes afin de limiter les ventes dans un premier temps là où il est évident qu'elles alimentent des conflits. Dans un premier temps, la campagne demande un strict contrôle des armes légères (celles que l'on peut porter sur soi), car dans le cas des guerres civiles, ce sont les principales armes utilisées. Des cartes postales à envoyer au président du conseil de l'Union européenne et au premier ministre sont à commander contre 1 €/l'ex., 0,80 € à partir de 10 ex. à *Agir Ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*

La guerre comme solution à la crise

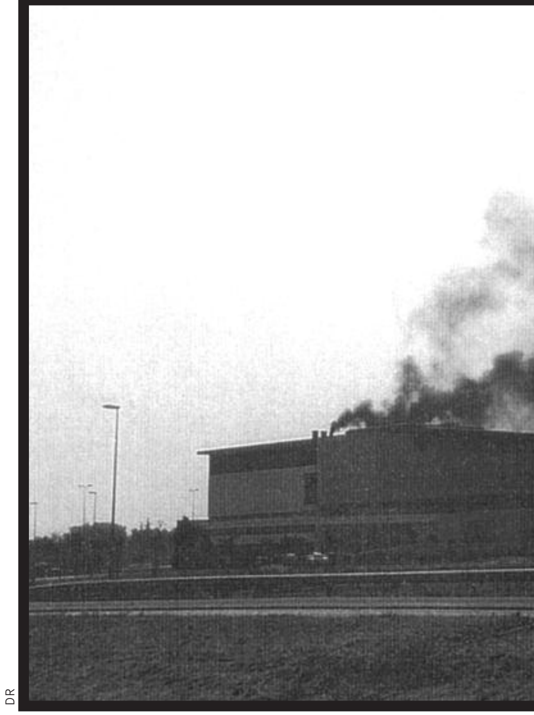
En conseil des ministres, fin novembre, Francis Mer a affirmé être d'accord avec le directeur de la Deutsche Bank : la solution pour relancer l'économie serait la guerre ! *(Le Figaro, 15 novembre 2002)*

Bordeaux se prépare au laser Mégajoule

Le laser Mégajoule doit être construit sur le site CEA du Barp, à quelques kilomètres de Bordeaux. Il s'agit de mettre en place un programme de simulation des essais nucléaires pour continuer à moderniser notre armement sans déroger à l'interdiction des essais. Lors d'un débat public présentant le projet à Bordeaux, Stéphane Lhomme pour le Réseau Sortir du nucléaire, est intervenu demandant aux scientifiques de démissionner avant de faire des bombes. Il dit alors devant le public : *«les scientifiques peuvent dire qu'ils ne lancent pas les bombes atomiques, qu'ils les mettent seulement au point, mais Papon aussi disait qu'il n'avait gazé personne, il avait juste mis les gens dans les trains».* Serge Durand, le directeur du centre CEA répond alors *«ce sont les politiques qui décident, je ne suis qu'un exécutant».* Et Stéphane Lhomme de conclure : *«c'est bien ce que je disais, vous parlez comme Papon !».*

Après l'incinéra

Une association de l'Hérault a essayé de reconstituer le parcours des déchets qui sortent d'un incinérateur. Edifiant : ceux qui croient ainsi se débarrasser de leurs déchets ménagers les retrouvent sous leurs pieds !



Incident à l'incinérateur de Lunel-Viel (Hérault) en juin 2002.

Même si le sujet n'est pas encore traité de façon aussi approfondie que le problème du nucléaire et de l'énergie, l'incinération et les déchets sont de plus en plus souvent à la une de l'actualité, au moins localement. Le peu de littérature critique sur ce thème, la volonté des décideurs (partis politiques conseillés par les multinationales) d'éviter un débat de fond sur la question et la difficulté de créer une dynamique nationale des associations locales font que, jusqu'à présent, l'opposition à l'incinération et plus généralement la lutte pour les 3 R, réduction, réutilisation, recyclage, est restée marginale.

L'essentiel du discours médiatisé est ce que les tenants de l'incinération (Vivendi, Lyonnaise...) veulent faire croire à la population. C'est ainsi que toute une campagne est faite autour des vieux incinérateurs, dont on feint de découvrir tout à coup qu'ils polluent énormément. Leur fermeture est d'autant plus vite accélérée qu'elle permet d'imposer dans l'urgence un nouvel incinérateur tout neuf, qui bien entendu ne pollue pas du tout.



Lotissement à La Maoupas à Calvisson (Gard). Derrière le panneau , le bassin de rétention des eaux de pluie.



Mâchefers : détail.

Pourtant, si les techniques d'incinération et de traitement des fumées ont beaucoup évolué (leur coût également), les principes chimiques de la combustion restent inchangés : rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. Comme la réglementation est surtout orientée sur les rejets gazeux et accessoirement liquides, tout est fait pour limiter la concentration de polluants dans les fumées (en particulier limiter les cendres volantes).

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme.

C'est donc dans les cendres que l'on va retrouver une multitude de produits toxiques (métaux lourds, produits chlorés dont les dioxines et furanes produits par oxydation, etc.) et cela en forte concentration puisque le principal «avantage» de l'incinération est de réduire le volume apparent des déchets (le reste part en fumée).

Les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des ordures ménagères (réfiom) sont considérés toxiques et, en principe, enfouis en décharges de classe 1 (étanchéité maximale). Par contre les cendres lourdes (environ un tiers du poids initial de déchets) qui sortent du four après combustion font l'objet d'une classification très particulière. Leur «traitement» réglementé par une circulaire du ministère de l'environnement spécialement conçue datant du 8 mai 1974, consiste à les laisser reposer quelques mois, afin que la carbonatation naturelle resolidarise les éléments destructurés par le feu. Déferraillés, ils peuvent ensuite être utilisés légalement en sous-couche routière, si le test de lixiviation est conforme à la norme. Celui-ci consiste à mesurer la quantité de déchets d'un certain nombre de toxiques, solubilisée par trois lavages successifs.

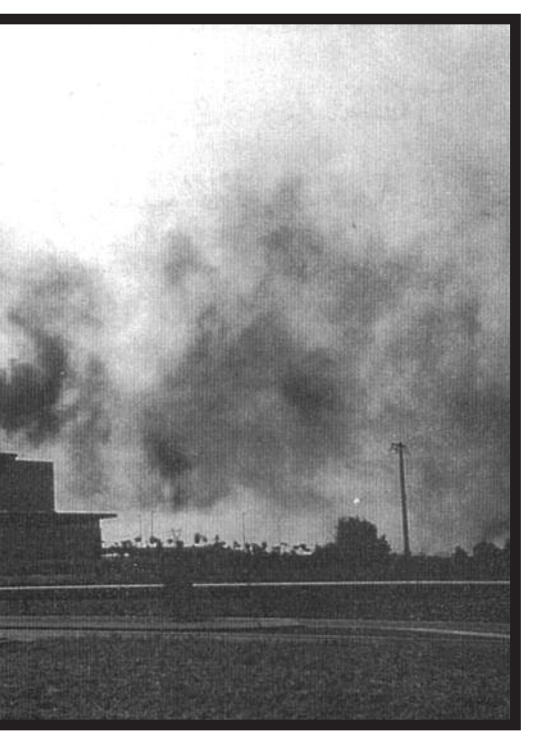
Eurovia : ses équipes saccagent notre cadre de vie

Pour savoir où sont dispersées les cendres de l'incinération (banalisées sous le nom de «mâchefers»), il faut se livrer à une véritable enquête car personne ne tient à ce que leur destination finale soit connue. Ni les lotisseurs qui l'achètent à vil prix, ni les mairies qui ferment les yeux sur ces décharges sauvages, ni la DRIRE, direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, pourtant en charge du suivi des déchets industriels, ni les entreprises de travaux publics qui n'avertissent même pas leurs employés du danger de respirer les poussières de cet agrégat, n'ont voulu nous informer.

Pour suivre les «mâchefers» de l'incinérateur de Lunel-Viel (dans l'Hérault), il a fallu écouter aux portes, pister des camions et faire des trous dans la chaussée pour retrouver leur trace. Dans cette région, c'est Eurovia, une société en lien avec Vivendi et CGE, qui contrôle le marché.

CoVadis, Conseil de vigilance autour de l'incinérateur de Saint-Cézaire, association locale, a prélevé des échantillons de «mâchefers» sur le site de stockage d'Eurovia à Nîmes et dans divers lotissements afin de faire des analyses. La teneur en plomb variait de 1 à 2 grammes par kilo de cendres : c'est beaucoup plus qu'il n'en faut pour qu'un déchet soit classé toxique. Mais l'astuce du test de lixiviation permet de contourner l'obstacle : du moment qu'il ne rejette pas plus de 10 mg de plomb par kilo, lors du test, le mâchefer est considéré comme non polluant. Autrement dit, s'il pollue lentement, on n'y verra que du feu...

teur



quelques mois, au bout desquels ils sont **tous** classés valorisables en sous-couche routière (2). Puis elles sont prises en charge par la société Eurovia. Elles reviennent alors à Nîmes pour être dispersées dans différents chantiers de voirie du Gard.

Et c'est ainsi que le lotissement Mao Pas de Calvisson en a reçu 500 tonnes. Non seulement les déchets ont fait plusieurs centaines de kilomètres avant de revenir à leur point de départ mais, comme les «mâchefers» sont présentés comme inoffensifs, les ouvriers des travaux publics les utilisent comme du tout-venant. C'est ainsi qu'à Calvisson (et dans combien d'autres endroits ?), les cendres ont servi non seulement de sous-couche routière, sous le bitume, mais également pour les entrées de parcelles face aux bateaux (3) et pour le talus du bassin de rétention des eaux de pluies, ce qui est absolument contraire aux dispositions d'une circulaire de 1994. *CoVadis* a fait constater cette infraction flagrante au maire de la commune qui n'a pas, à notre connaissance, exigé un enlèvement de ces dépôts illégaux.

Constiper les incinérateurs

Cette situation est intolérable : plus toxiques que les déchets bruts, les cendres d'incinération sont pourtant dispersées sans contrôle ni suivi. Selon des analyses américaines, elles contiendraient en outre un fort taux de dioxines et de furanes (4). Cet aspect est systématiquement occulté par les tenants de l'incinération qui prétendent ainsi éviter l'enfouissement des déchets dans les centres d'enfouissement technique, personne ne voulant d'une décharge à côté de chez lui. Curieusement (c'est vrai qu'il n'y a plus d'odeur) éparpiller les cendres ne soulève pas autant d'opposition. Interdire leur dispersion polluante en sous-couche routière serait pourtant un moyen radical de mettre un frein à l'incinération.

Pourtant le potentiel polluant lié à la dispersion des mâchefers est énorme. Pour le plomb, la production annuelle de l'incinérateur de Lunel-Viel (d'une capacité de 30 000 tonnes) avec les deux grammes par kilo de mâchefer relargués progressivement par lessivage (cinq centimètres de bitume n'ont rien d'étanche) peut polluer jusqu'à 12 milliards de m3 d'eau (à cinq microgrammes par litre, seuil toléré pour l'eau potable).

Les déchets ont fait plusieurs centaines de kilomètres avant de revenir à leur point de départ.

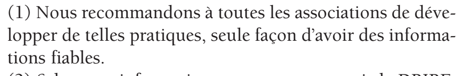
A Calvisson, les déchets tournent mal

CoVadis au cours de ses expertises (1) a mis au jour une situation caricaturale qui montre bien le gâchis, l'absurdité et les dangers du traitement des déchets par l'incinération, et le mépris de l'environnement et de la santé publique des entreprises qui en vivent.

Les ordures ménagères collectée à Calvisson (Gard) sont acheminées à l'incinérateur de Lunel-Viel (Hérault). Les réfiom sont en principe expédiées à Bellegarde (Gard), seul centre d'enfouissement technique de classe 1 du sud de la France. Les cendres lourdes («mâchefers») sont transportés à Vedène (Vaucluse) pour un séjour de

Sophie et Robert Latapy ■

• ICIROM, Initiatives citoyennes contre l'incinération et pour le recyclage des ordures ménagères c/o AVEC, BP 69, 34001 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10.



(1) Nous recommandons à toutes les associations de développer de telles pratiques, seule façon d'avoir des informations fiables.
(2) Selon une information que nous a transmis la DRIRE. Cela prouve que le test de lixiviation est conçu pour ne rien sélectionner du tout.
(3) Parties abaissées d'un trottoir.
(4) Nous envisageons une campagne d'analyse sur ces toxiques. D'autres associations devraient en faire de même.

Les accès aux parcelles sont en mâchefers... ce qui est totalement illégal depuis 1994.



DR



Le talus du bassin de rétention est en mâchefers ce qui est illégal depuis 1994.

DR

Expertise de CoVadis sur le lotissement, en présence du maire de Calvisson, à qui nous faisons constater les irrégularités d'une telle «décharge».



DR



Mâchefers en sous-couche routière. Lotissement «Les Oliviers» à Uchaud (Gard) - Environ 1 000 tonnes contenant 2 tonnes de plomb !

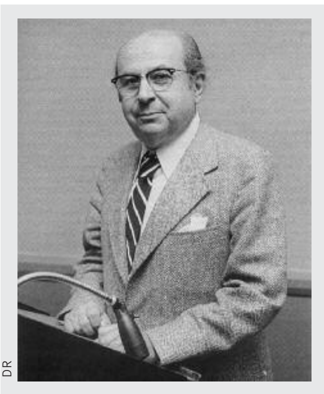
DR

Effet de serre

■ **Corail mort.** Du fait de l'augmentation des températures de l'eau des mers, 16 % du corail est déjà mort.

■ **Multiplication des tempêtes.** La société de réassurance (qui assure les assureurs) Muncih Re indique que les catastrophes naturelles ont coûté entre 1990 et 1999 plus de 650 milliards d'euros contre 211 seulement dans la décennie précédente. Dans un autre rapport publié le 31 décembre 2002, elle annonce que les tempêtes, crues et ouragans liés au réchauffement de la planète ont été la cause en 2002 plus de 70 % des dégâts remboursés par les assureurs. Elle annonce également que 2002 a été l'année la plus chaude au niveau mondial depuis que la météorologie existe et qu'en conséquence, les assureurs s'attendent à une augmentation des violences climatiques. Les assureurs sont aujourd'hui les professionnels les plus motivés pour prendre des mesures contre les dérives du climat.

■ **USA : maladies.** Les USA vont peut-être changer d'avis sur la lutte contre l'effet de serre. En effet trois maladies tropicales jusqu'alors absentes du pays (sauf en Floride) se développent rapidement : la malaria (ou paludisme), la dengue et le virus du Nil. Cette dernière maladie était présente en 2001 dans huit Etats des USA, en 2002, elle touche dix-huit Etats des USA et trois du Canada. *(Tam-Tam, décembre 2002)*


DR

Décroissance

Pour ne pas dépasser les limites de la planète, la solution passe par une décroissance de la consommation afin de revenir en gros au niveau de consommation des années 60. Cela ne signifie pas revenir à ce niveau de confort puisque les progrès techniques nous permettent d'avoir un meilleur confort pour une consommation moindre (une télévision consomme 100 fois moins d'énergie aujourd'hui qu'il y a quarante ans par exemple). Dans son ouvrage sur la décroissance, Nicholas Georgescu-Roegen propose des mesures pour faciliter cette décroissance :

■ Cesser le production d'engins de guerre source d'un énorme gaspillage d'énergie et de matière.

■ Favoriser une diminution de la population mondiale jusqu'à un niveau qui permette de la nourrir uniquement en agriculture biologique.

■ Eviter tous les gaspillages d'énergie dont on sait se passer aujourd'hui.

■ Débarrasser l'homme de sa tendance morbide à produire et à consommer des gadgets, des marchandises sophistiquées du genre grosses automobiles.

■ Débarrasser l'homme de cette maladie de l'esprit qu'est la mode et qui fait qu'on préfère la dernière invention, la nouveauté du jour.

■ Produire des biens durables.

■ Renoncer au cercle vicieux de l'appareil qui va plus vite pour produire plus vite un appareil qui ira encore plus vite.

La planète est pleine !

La société britannique pour la conservation de la nature a calculé que les activités humaines occupent déjà 83 % de la surface terrestre. Concernant les productions agricoles, on atteint les 100 % pour le riz, le blé et le maïs. *(The Ecologist, décembre 2002)*

Le mythe de la voiture propre


DR

Certains militants souhaitent faire la promotion des voitures au GPL, à l'hydrogène, à l'air comprimé, à l'huile de tournesol... voire à l'énergie solaire. Tous parlent abondamment de «voiture propre». Prenons le cas le plus favorable : une voiture solaire... et imaginons ce que cela change dans la société.

Effectivement, nous ne dépendrions plus d'une énergie fossile non renouvelable et il n'y aurait plus de gaz d'échappement.

Toutefois, cela ne changerait rien à un certain nombre d'autres inconvénients de la voiture : occupation de 30 % de la surface de la ville en Europe (50 % dans les grandes villes américaines), plus de 7000 morts par an en France, un comportement agressif, l'obligation de travailler dur pour payer sa voiture (actuellement un tiers du salaire d'un Smicard)...

Si on veut rester purement dans la notion de polluants, une voiture solaire ne changera rien aux 30 000 tonnes de pare-brise qui partent actuellement chaque année en décharge en France, cela risque d'augmenter le problème des batteries : il y en a actuellement 9 000 000 qui s'accumulent chaque année dans les décharges. Cela baissera sans doute un peu les quantités d'huile usagées (240 000 tonnes par an actuellement). Cela ne changera rien à l'accumulation des pneus usagés : il s'en accumule, rien qu'en France, plus de 10 millions par an dans 120 décharges, toutes illégales. Les garages déposent chaque année deux millions de tonnes de déchets issus des réparations. Enfin, il faudra savoir ce que l'on fait des deux millions de carcasses de voitures qui ne sont que très partiellement recyclées chaque année.

Empreinte écologique


Adbusters

L'empreinte écologique est la surface dont une personne, un groupe, une ville aurait besoin pour subvenir à tous ses besoins. Le calcul est extrêmement complexe puisqu'il suppose de savoir d'où viennent les ressources et ce que deviennent les déchets de toute activité. Les calculs sont donc forcément des approximations. Les calculs menés par Mathis Wackernagel (voir le numéro 255 de Silence) chiffre qu'en 1960, l'empreinte écologique des activités humaines était globalement de 0,7 planète. On est passé à une planète en 1980 et nous consommerions actuellement 1,2 planète, ce qui signifie clairement que nous sommes en train d'épuiser nos stocks. Le WWF France a repris la méthode pour la France et estime qu'actuellement, chaque Français a une empreinte moyenne de 5,2 hectares alors que le territoire ne lui offre que 2,9 hectares. Le déficit est donc de 83 %. Plus la population est dense et plus ce déficit augmente, c'est donc dans les grandes villes que le décalage est le plus criant. Ainsi, un habitant de Besançon a une empreinte écologique 26 fois supérieure à l'espace que la ville lui offre. Un habitant de Paris, 314 fois. *(L'écologiste, automne 2002)*


DR

Pesticides Les diminuer, c'est possible

Actuellement, nous abusons tellement des pesticides (5,5 kg par hectare en France contre 3,88 en moyenne en Europe) qu'on les retrouve dans l'eau et même dans l'air et les pluies. Le 30 mai 2002, le parlement européen a adopté, sous l'impulsion du député vert belge Paul Lannoye, une résolution demandant une révision de la directive sur les autorisations de mise sur le marché de ces produits afin qu'en soient exclues les substances persistantes, bioaccumulatrices. Les associations regroupées au sein du réseau Pesticides Action Network demande que l'Europe mette en place un programme de réduction des pesticides de 25 % en 5 ans, de 50 % en 10 ans, avec en parallèle une aide au développement de l'agriculture biologique. Ces objectifs sont réalistes puisque plusieurs pays de l'Union européenne ont déjà entamé un tel programme. Ainsi, depuis 1986, la Suède a baissé l'usage des pesticides de 71 %, le Danemark de 47 %, la Norvège de 54 % et les Pays-Bas de 41 %. *Mouvement pour les droits et le respect des génération futures, 7, rue Principale, 60380 Saint-Deniscourt, tél : 06 81 64 65 58.*

Pyralènes Toujours là !

Inventés en 1930, les PCB, polychlorobiphényles, ou pyralènes sont utilisés pour remplacer l'huile lorsqu'il y a échauffement car ils sont moins sensibles à la chaleur. On s'aperçoit toutefois assez vite qu'ils sont dangereux pour la santé et dès 1979 ils sont interdits comme additifs dans les peintures, les encres, les matières plastiques. Plusieurs incendies de transformateurs dans les années 80 montrent que le pyralène peut s'enflammer et dégage alors un nuage chargé de dioxines extrêmement

Marée noire


Plage espagnole en Galice.

DR

■ **Manifestation monstre.** 200 000 personnes ont manifesté le 1er décembre à Saint-Jacques-de-Compostelle contre l'impuissance des gouvernements régionaux et nationaux. Les organisateurs rappellent que la Galice avait déjà été touchée par une marée noire en 1992 (naufrage de l'*Aegean Sea*) et que rien n'a été fait depuis. Le gouvernement a menti en affirmant qu'il n'y avait que quelques fissures. De même, il a menti en annonçant que le bateau ayant coulé, il n'y avait plus de risques. Cette manifestation est la plus importante qui ait jamais eu lieu dans cette région.

■ **Simples coques interdites.** L'Europe vient de prendre la décision d'interdire les pétroliers à simple coque dans ses eaux dès 2004... alors qu'au niveau international, ils ne seront interdits qu'en 2015.

■ **La France ne tient pas ses engagements.** La France a signé en 1982 un «Mémorandum de Paris» qui prévoit le contrôle de la sûreté d'au moins 25 % des navires passant dans les eaux territoriales. Ce mémorandum a été renforcé par la directive européenne du 12 décembre 2001. Concrètement, par manque d'inspecteurs, en 2002, la France n'a inspecté qu'environ 10 % des bateaux.



■ **Les côtes françaises polluées pour de longs mois.** Le naufrage au large du Portugal a eu lieu le 19 novembre. Très vite, les autorités françaises annonçaient que la pollution devrait toucher les côtes françaises par le jeu des courants marins. C'est chose faite depuis le 1er janvier. La pollution va du Pays Basque à la Charente et pourrait remonter jusqu'en Bretagne. Il a fallu un mois et demi pour atteindre les Landes, premières touchées. Sachant que le *Prestige* fuit toujours et pourrait fuir encore pendant des mois, la pollution chronique pourrait durer encore plus longtemps.

■ **Boycott du bénévolat.** Plusieurs associations comme France-Nature-Environnement, Greenpeace, les Amis de la Terre, le collectif anti-marées noires de Saint-Nazaire, Surfrider Foundation, Keep it Blue... ont publié un appel commun demandant aux personnes qui voudraient aider à nettoyer les plages de refuser de le faire sans une formation préalable sur les risques environnementaux et sans une rémunération. Les associations dénoncent ainsi l'absence de suivi médical lors des nettoyages qui ont suivi la pollution de l'*Erika* et le non-respect des engagements de l'Etat pris il y a trois ans. Les associations rappellent que les Etats-Unis n'ont pas connu de pollution majeure par le pétrole depuis qu'une loi exige que tout navire qui entre dans leurs eaux doit être muni d'un certificat d'assurance, d'une fiche de présentation de la cargaison, et du nom de l'entreprise qui devra payer les dégâts en cas d'accident.



■ **Pas-de-Calais : risque de marée noire.** Le cargo *Tricolor* transportant près de 3000 voitures a coulé début décembre au large de Dunkerque, à un endroit où passent 500 à 600 navires par jour. Cela pose de gros problèmes de sécurité. Malgré la signalisation et des bateaux de surveillance, l'épave a été percutée une première fois par un cargo vide mi-décembre, puis par un pétrolier de 70 000 tonnes le 1er janvier. Celui-ci, de nationalité turque, possédait heureusement une double coque. Il a dû toutefois être secouru car il a embarqué de l'eau. Une légère fuite de fioul a été détectée, heureusement sous contrôle. D'autres accidents sont possibles. Le Pas-de-Calais est l'un des détroits les plus fréquentés au monde. Entre 1951 et 1998, il y a eu 26 accidents impliquant des pétroliers. Il y a eu sept collisions en 2001, dix en 2002.

toxiques. En 1987, sa commercialisation est interdite en France. En 1996, une directive européenne oblige les Etats à détruire les stocks de pyralène avant 2010. Fin juin 2002, un inventaire national a été réalisé : 545 610 appareils ont été recensés contenant 33 462 tonnes de pyralène. L'Alsace et les Dom-Tom n'ont pas fait cet inventaire et les diversités des résultats selon les départements montrent que la recherche n'a pas été exhaustive. En octobre et novembre 2002, une enquête publique a été réalisée pour présenter le plan d'élimination de ces PCB. Robin des Bois, qui fait partie de la commission PCB au ministère de l'Ecologie, s'inquiète de ces disparités et craint que nombre de réservoirs de ce produit ne soient simplement déversés dans la nature ou les cours d'eau. Une étude menée en 1988 estimait que 250 000 tonnes de PCB avaient déjà été déversées dans la nature. L'estuaire de la Seine est la zone la plus contaminée par ce produit. Il a été aussi détecté en quantité dans l'estuaire de la Gironde et le delta du Rhône. *Robin des Bois, 15, rue Ferdinand-Duval, 75004 Paris, tél : 01 48 04 09 36.*

Faune

■ **Grande-Bretagne : sans fourrure.** Le gouvernement britannique vient d'adopter une loi qui interdit à partir de 2003 l'élevage d'animaux à fourrure. Les militants extrémistes du Front de libération des animaux avaient déjà obtenu par la force la fermeture de dix des treize élevages de visons présents en Grande-Bretagne.

■ **Grande-Bretagne : chasse et tradition.** En Grande-Bretagne, comme en France, le nombre de chasseurs baisse inexorablement. Le gouvernement travailliste a voté en 2001 une loi interdisant la chasse à courre. Ceci a provoqué la levée de boucliers des «traditions» : le 22 septembre, environ 400 000 personnes ont manifesté à Londres pour demander que l'on autorise à nouveau cette chasse... pratiquée seulement par quelques milliers de riches personnes.

■ **Pêche aux moules.** Les moules ne supportent pas des taux de nitrates supérieurs à 1,7 mg/litre d'eau. Une moule d'eau douce peut vivre plus de cent ans si son habitat est stable. Comme ce n'est plus le cas aujourd'hui dans la plupart des cours d'eau, la moule d'eau douce est en voie de disparition : il en resterait moins de 100 000 réparties sur 80 cours d'eau. *(Courrier de l'environnement de l'Inra, juin 2002)*

SAÔNE-ET-LOIRE

Forêt sauvée

La fondation de France avait mis en vente la forêt de Montmain, 300 hectares. L'association Autun-Morvan Ecologie en liaison avec la municipalité d'Autun et le Conservatoire des sites naturels bourguignons a mis en place un groupement forestier et a proposé le rachat de la forêt à la Fondation de France. Après une campagne de cartes postales (voir notre numéro de novembre), une rencontre a permis de trouver un accord, la Fondation acceptant de donner la priorité à ce projet de rachat. La campagne de pétition est donc arrêtée. *Autun-Morvan Ecologie, BP 22, 71401 Autun cedex, tél : 03 85 86 26 02.*

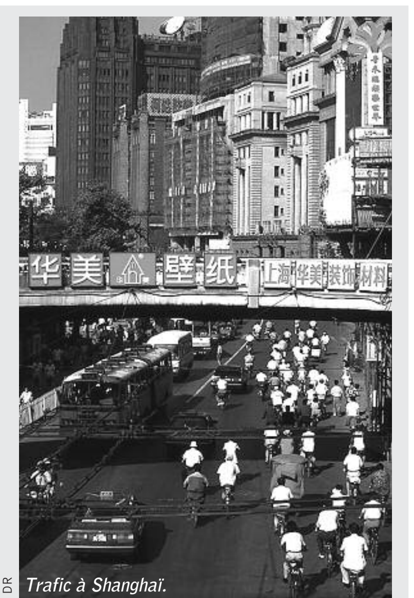
CHALON-SUR-SAÔNE

Défi contre l'effet de serre

Depuis 1990, la commune de Chalon-sur-Saône a développé des initiatives pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. Des mesures sont assez classiques comme le développement de pistes cyclables (25 km), l'entretien régulier des véhicules de services, d'autres sont plus innovants comme le choix d'acheter des véhicules roulant au GPL depuis 1997 au fur et à mesure du renouvellement du parc de la ville, la construction en janvier 2000 d'une usine de cogénération au gaz de 28 MW fonctionnant au gaz et fournissant chaleur et électricité pour l'habitat collectif et les bâtiments communaux. Cette seule initiative permet d'économiser chaque année 31 tonnes de poussières, 300 tonnes de SO_2, 38 tonnes de NO_x (l'équivalent de la combustion de 5000 tonnes équivalent pétrole). L'installation d'ampoules économes partout où cela est possible, outre la moindre consommation

d'électricité, a eu une conséquence non chiffrée au départ : comme les ampoules durent plus longtemps, cela a divisé par cinq les déplacements liés à l'entretien de l'éclairage. Une cellule énergie a été mise en place à la mairie en 1991 pour gérer les 350 bâtiments de la ville. Les deux premières années, les économies ont été de 10 %. Entre 1993 et 1996, cela a entraîné une baisse supplémentaire de 5 %, depuis, la consommation a encore baissé de 4 %. Une formation sur les économies d'énergie a été réalisée pour plus de 200 agents de la commune. Jusqu'en 2005, la commune s'est lancée dans une étude des flux d'énergie et de déchets dans l'agglomération afin d'étudier le potentiel d'économies au niveau des industries. Elle lance des appels d'offres sur de nouveaux bâtiments en HQE (Haute qualité environnementale). Ces études donneront lieu à un congrès à l'automne 2003 avec comme objectif de dégager 50 mesures prioritaires pour réduire de 8 % les gaz à effet de serre sur la commune d'ici 2005, soit l'équivalent de l'engagement européen, lui pris pour 2010. Le WWF France est partenaire de l'opération et fera un suivi des chantiers mis en place. *WWF-France, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél : 01 55 25 84 84.*

Transports



Trafic à Shanghaï.
DR

■ **Plus de vélos !** En 2000, il s'est construit 101 millions de vélos dans le monde contre 41 millions de véhicules à moteur. *(Tam-Tam, décembre 2002)*

■ **Chine : crise de la voiture !** Actuellement une personne sur 85 a une voiture en Chine. Le gouvernement prévoit qu'il y aura plus de voitures en Chine qu'aux USA en 2030. Déjà un Chinois sur trois souffre de la pollution atmosphérique. Celle-ci est causée, entre 45 et 60 % selon les villes, par les véhicules. En 2025, la Chine devrait émettre plus de gaz à effet de serre que les USA. Mais le gouvernement a décidé de construire, d'ici 2020, 34 000 kilomètres de voies rapides entre les principales villes. *(The Ecologist, décembre 2002)*

■ **Allemagne : vers la ville sans voiture**. Depuis 1970, la ville de Freiburg im Breisgau a développé un plan d'aménagement urbain qui limite de plus en plus la place de la voiture. Aujourd'hui, plusieurs centaines de rues à «circulation restreinte» : sans trottoir, il est interdit de dépasser le 5 km/h, ce qui signifie que voitures et même vélos ne peuvent doubler un piéton ! 90 % des 200 000 habitants habitent sur une de ces rues. Les autres rues sont limitées à 30 km/h et leur étroitesse et les obstacles obligent les automobilistes à respecter cette limitation. Les parkings extérieurs à la ville sont gratuits pour les voitures, ceux de centre-ville sont très coûteux. Le réseau des transports en commun a été fortement développé, avec des aides de la région, jusqu'à 100 km autour de la ville. Les tarifs y ont été revus à la baisse. En 1982, 38 % des déplacements se faisaient en voiture, en 1999, il n'en reste plus que 32 %, les déplacements en vélo sont passés dans le même temps de 15 % à 27 %, les trams et bus de 12 à 18 %, la marche à pied de 35 à 23 %. aujourd'hui le vélo a atteint les 30 %. Un parking vélos devant la gare fait 1000 places (abritées et gardées). Il y a plus de 5000 places parkings pour les vélos dans la ville. Alors que rien ne les interdit, les mobylettes et les scooters ne sont pratiquement pas présents. Les vélos sont impliqués dans 10 % des accidents (contre 30 % de déplacements) et on déplore 400 blessés par an, 80 grièvement. Un accident mortel est rarissime. *(Alternatives non-violentes, été 2002)*

■ **Encombrement urbain**. Selon une étude de la direction générale des transports de la commission européenne, en une heure, sur une largeur de 3,5 mètres, il est possible de faire passer 2000 personnes en voiture, 9000 en bus, 14 000 à vélo, 19 000 à pied, 22 000 en tramway. *(Mouvement de défense de la bicyclette)*

■ **Violence routière.** Par million d'habitants, la voiture tue 60 personnes au Royaume-Uni, 66 en Suède, 95 personnes par an en Allemagne, 110 en Italie, 143 en France (contre 205 il y a dix ans), 146 en Espagne (241, il y a dix ans), 201 en Grèce, 224 au Portugal. 40 % des tués font une faute de conduite, ce qui signifie que ceux-ci entraînent en moyenne 1,5 personne avec eux dans la mort. 2500 toutefois se tuent seuls, le plus souvent par excès de vitesse. L'excès de vitesse est présent dans un accident mortel sur deux. Entre 70 et 80 % des conducteurs font régulièrement des excès de vitesse. L'alcool dans un sur trois. Les autres drogues et les médicaments dans un sur sept. On a une totale démission des services publics : il n'y a que 2,2 millions de procès-verbaux dressés pour excès de vitesse par an, ce qui ne représente qu'un peu plus d'un procès-verbal par heure de surveillance des policiers ! La moitié de ces procès-verbaux n'aboutiront pas à une amende. *Ligue contre la violence routière, 15, rue Jobbé-Duval, 75015 Paris, tél : 01 45 32 91 00.*

■ **Mort du hérisson**. Une étude nationale a montré que 80 % des hérissons meurent sous les roues d'une voiture ! *(Alternatives non-violentes, été 2002)*

■ **Puy-de-Dôme : covoiturage.** L'association Chom'actif centralise les demandes et les offres de covoiturage sur le département. Les annonces sont disponibles sur internet ou par téléphone. *Chom'actif, 52, avenue de la République, 63100 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 90 47 93, www.covoitur63.fr.st.*

■ **Isère : erratum.** Dans notre numéro spécial Isère, le téléphone de l'association des riverains de l'aérodrome du Versoud contre les nuisances est erroné. Le bon téléphone est le 04 76 71 63 41.

■ **Lyon : transports en commun gratuits, utopie ou réalité ?** La Maison de l'écologie de Lyon organise un débat sur ce thème le jeudi 13 février à 20h30 avec des membres du collectif Transports en commun libérés (TCL). Suite à une campagne sur ce sujet (voir Silence de décembre), de nombreux collectifs locaux se mettent en place... mais cela peut-il se concrétiser ? *Maison de l'Ecologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*

DR

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Gabas vivant

Les opposants au barrage d'Eslourenties sur le Gabas, un affluent de l'Adour (voir notre numéro spécial Aquitaine), viennent d'éditer une bande dessinée diffusée en soutien à la lutte. La BD contient en son centre un encart avec un rappel de la lutte, une pétition à faire signer. On peut l'obtenir contre 5 € auprès de : *Gabas Nature et patrimoine, Joël Bordas, rue du Pic-du-Midi, 64420 Eslourenties, tél : 05 59 04 13 11.*



DR
Manif à Pau.

ALLIER

Festival Photosynthèse

Tous les deux ans, le festival *Photosynthèse* propose des expositions de photos (amateurs ou professionnels) sur la nature et l'environnement, la projection de diaporama, des conférences, des stages... Il se tiendra cette année du 17 au 20 juillet. Ceux qui veulent participer peuvent proposer leurs travaux dès maintenant : *Photosynthèse, 7, route de Montord, 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule, tél : 04 70 45 37 47.*

GARD

Fruits oubliés

L'association *Fruits oubliés* propose différents stages : initiation aux techniques de pierre sèche (15 février), les greffes de printemps (22 février), taille de rénovation des fruitiers (8 mars), comprendre une analyse de sol (29 mars), taille et entretien des oliviers (5 avril), rénovation d'un verger de châtaigniers (12 avril), entretien de petites mécaniques (14 juin)... *Association Fruits oubliés, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 33 37.*


DR

Potagers urbains

Cuba, par nécessité, s'est reconvertie à l'agriculture biologique à partir de 1991. **Dix ans après, c'est un réel succès qui fait tache d'huile dans les pays d'Amérique centrale et latine. L'agriculture biologique en ville permet aux plus pauvres de se nourrir à moindre prix.**


DR

Potagers urbains à La Havane (Cuba).

En 1991, du fait de l'effondrement du bloc soviétique et de son isolement international, Cuba se trouve d'un seul coup privée d'essence, de tracteurs, d'engrais et de pesticides. Le pays doit faire face à un risque de pénurie alimentaire. Il y a déjà une tradition de jardinage en ville. Le gouvernement va alors faire la promotion de l'agriculture biologique, lancer un programme de formation pour des conseillers en pesticides naturels, relancer des cultures vivrières oubliées, etc.

Du fait du coût moindre des fruits et légumes produits sur place, l'agriculture biologique devient un moyen de lutte contre la pauvreté.

Dix ans plus tard, les jardins potagers, essentiellement urbains, fournissent 60 % des légumes. Il y a 62 000 jardins particuliers à La Havane, plus d'un million dans tout le pays. Tout est biologique sauf un pesticide local peu puissant contre les fourmis car pour le moment aucune solution naturelle n'a été trouvée. Tous les particuliers ont pu recevoir des conseils pour mettre en place des composts. Les vers de terre sont également utilisés pour l'élevage de poissons. Des conseillers ont mis au point pendant une dizaine d'années des solutions lorsque des problèmes se posent, principalement en cherchant des solutions dans la nature pour trouver le prédateur d'une plante ou d'un insecte indésirables.

Pour les 40 % restants, la grande agriculture a vu le retour de la traction animale (bœufs essentiellement). Les terres sont propriété de l'Etat et cultivées par des coopératives.

Les jardins urbains cubains permettent d'assurer les 300 grammes de fruits et légumes par jour et par personne recommandés par les Nations Unies. De nombreuses villes, dont la capitale, ont pris des mesures pour interdire d'autres formes de culture que l'agriculture biologique en ville (depuis 1996 à La Havane). Ces méthodes d'agriculture soutenues par des associations écologistes ont montré leur efficacité : du fait de leur consommation locale, les excédents étant vendus sur les marchés locaux, les fruits et légumes urbains coûtent jusqu'à 80 % moins cher que les légumes provenant de la campagne.

Devant le succès de cette reconversion, le procédé est en train de faire tache d'huile dans les pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale. Du fait du coût moindre des fruits et légumes produits sur place, l'agriculture biologique devient un moyen de lutte contre la pauvreté. C'est aussi un moyen d'accès à la médecine par les plantes médicinales : au Pérou, la plupart des pauvres ne peuvent pas acheter de médicaments classiques alors que 30 m2 suffisent à cultiver les 120 plantes médicinales de base de la phytothérapie.

La ville de Cuenca, 350 000 habitants, en Equateur, a repris l'expérience cubaine, toujours avec le soutien des écologistes locaux qui forment les gens au compostage. A Belo Horizonte, au Brésil, l'expérience a été complétée avec des opérations de micro-crédits permettant aux plus pauvres de démarrer des activités d'élevage. Au cœur de Quito (capitale de l'Equateur), des parcelles de terrain ont été mises en culture sur le même principe.

Les villes sans terrains agricoles disponibles sont l'exception. Devant le succès de ce mouvement, plusieurs municipalités ont recensé les terrains disponibles. A Brasilia, capitale du Brésil, il y a 30 % de terres disponibles, à Montevidéo, capitale de l'Uruguay, 65 %. A Santiago de los Caballeros, deuxième ville de République Dominicaine, 50 % des terrains peuvent être agricoles.

Les études sur la production agricole en milieu urbain se multiplient : elles montrent l'importance qu'elle peut avoir pour des populations pauvres où la nourriture peut représenter jusqu'à 60 % des dépenses. Les études ont montré également que ces expériences favorisent la création de lien social et en particulier l'intégration des personnes les plus marginalisées : immigrés, handicapés...

L'agriculture biologique dans ces expériences permet une plus grande production, dans un plus grand respect de l'écologie et dans un contexte social plus juste.

Michel Bernard ■

Sources :

■ «La Havane se nourrit bio», Walter Schwartz, *The Gardian* (Londres) traduit dans le *Courrier international*, 2 mai 2002.

■ «Villes maraîchères», Yves Cabannes, Marielle Dubbeling, *Le Courrier de la Planète*, décembre 2001.

Petites phrases

«Nous voulons une loi sur l'énergie qui encourage la consommation» George W. Bush, 23 septembre 2002.

SÉNÉGAL

Electrification rurale

Le gouvernement vient de lancer un plan d'électrification de 227 villages ruraux. Chacun disposera d'une puissance de 425 kW permettant d'allumer des ampoules économes dans les lieux publics, la rue... La fourniture d'électricité se fera par des photopiles. *(Renouvelable Energy World, septembre 2002)*

Eolien

■ **Italie : programme éolien dans les îles.** La compagnie nationale d'électricité, l'ENEL, vient de commander 134 éoliennes de 850 kW (soit au total 114 MW) pour leur installation dans neuf fermes éoliennes situées sur les îles de Sardaigne et de Sicile. La production électrique devrait commencer en juin 2003. *(Renouvelable Energy World, septembre 2002)*

■ **Centrale géante.** Après des essais sur terre ferme, puis en mer, la société Vestas a inauguré début janvier un parc éolien au Danemark de 80 éoliennes de 2 MW soit 160 MW théoriques. *(Tam-Tam, janvier 2003)*


Centrale offshore

Vestas

■ **Shell investit.** Shell a racheté en novembre 2002 le parc éolien californien de Cabazon Pass (62 éoliennes pour 41 MW). Fin 2002, Shell possédait ainsi 171 MW aux USA et vise à développer pour plus de 3000 MW en Europe et aux USA. *(Tam-Tam, décembre 2002)*

■ **GE : 1000 éoliennes.** La firme GE installée en Allemagne, en Espagne et aux USA, a annoncé fin 2002 avoir installé sa millième éolienne de 1,5 MW depuis le lancement de l'entreprise en 1996. *(Tam-Tam, décembre 2002)*

■ **Prix du kWh.** Les pronucléaires français continuent à publier que le kWh éolien revient trois fois plus cher que celui du nucléaire. Une brochure officielle du ministère de l'industrie *«Les chiffres clés de l'énergie»* chiffre le prix du kWh éolien à 7 centimes pour 5,6 pour le nucléaire (hors gestion des déchets pendant des millénaires !). Les installateurs d'éoliennes annoncent que les gains de prix devraient se poursuivre pour l'éolien et descendre encore de 35 % d'ici 2010 (on sera alors à 4,6 centimes). A l'étranger, la question ne se pose pas : tous les industriels sont persuadés que le kWh éolien est déjà moins cher. *(Tam-Tam, janvier 2003)*

Solaire


Toit solaire en Allemagne.

Isophoton

■ **Nouvelles photopiles.** considérant que ce qui est cher dans les photopiles, ce sont les cellules de silicium et sachant que celles-ci ne fonctionnent qu'à un faible niveau, Isofoton, premier fabriquant au monde, indique étudier une nouvelle génération de photopiles : la surface réceptrice comporterait des concentrateurs optoélectriques qui focaliseraient la radiation solaire en un seul point. Le fabricant espère ainsi pouvoir diminuer la surface des cellules de 1000 mm2 à seulement 1 mm2, ceci devrait pouvoir également s'accompagner d'une division par trois de l'épaisseur de la cellule... soit, en théorie, jusqu'à 300 fois mois de silicium qu'aujourd'hui. *(Tam-Tam, janvier 2003)*

■ **Munich : plus grand toit solaire.** En 1997, six toits de la Foire commerciale avaient été couverts de panneaux photovoltaïques pour une puissance de 1 MW. Fin 2002, le reste du toit a été équipé, portant l'installation à 2,7 MW. Il y a 63 000 m2 de capteurs ce qui en fait le plus grand toit solaire du monde. *(Tam-Tam, décembre 2002)*

■ **Bateaux solaires.** Le défi solaire de Normandie partira de Caen le 28 juin 2003 pour arriver à Rouen, pendant l'Armada 2003. Cette course de bateaux solaires (voir le numéro *Alternatives en Normandie*) sera suivie en 2004 d'un nouveau défi : la première traversée de la Manche. *Concept Hélios Propulsion, 13, allée d'Aquitaine, 76240 Bonsecours, tél : 02 35 80 29 77.*


DR

Lors du précédent défi.

Voitures électriques : le bide

En 1995, Corinne Lepage, ministre de l'environnement, signait un accord prévoyant la mise en circulation de 100 000 véhicules électriques dans un souci de lutte contre la pollution de l'air. Sept ans plus tard, le résultat est le suivant : il n'y a que 8000 véhicules électriques en France (776 immatriculations en 2001) dont 95 % dans des services publics, EDF en tête. C'est un bide complet qui provient d'un coût excessif, d'une faible autonomie, de l'impression persistante de justifier ainsi le nucléaire, de ne pas vraiment résoudre les problèmes d'embouteillages.

GRANDE BRETAGNE

Opinion publique

A la question «Si les coûts énergétiques pour le nucléaire et les énergies renouvelables étaient identiques, que préféreriez-vous ?», un sondage publié en juillet 2002 indique que 17 % n'ont pas de préférence, 5 % ne savent pas, 6 % préfèrent le nucléaire, 72 % préfèrent les énergies renouvelables. *(Tam-Tam, janvier 2003)*

Valénergol condamné

Le 25 novembre, la cour d'appel d'Agen a confirmé le premier jugement contre Valénergol, fabriquant d'huile de tournesol pouvant servir de carburant. La société est condamnée à verser la taxe sur les produits pétroliers pour les 10 000 litres de carburant qu'elle a déjà commercialisés. Aux 7500 € de TIPP s'ajoute une amende de 2500 € pour défaut d'autorisation administrative de vente de carburant. On voudrait étouffer la recherche dans le domaine des biocarburants qu'on ne s'y prendrait pas autrement. *Valénergol, La Tuquette, 47480 Pont-du-Casse, tél : 05 53 95 65 58.*

RHÔNE

Produire son électricité en ville

L'association Hespul et APECO, Association pour la protection de l'environnement de Corbas, organisent le jeudi 6 février à 20h30, salle Pablo-Picasso (sous-sol de la salle des fêtes), place Charles-Jocteur, à Corbas, une soirée débat sur le thème «comment produire son électricité en ville». Cette soirée intervient au moment où le gouvernement doit débattre des choix énergétiques futurs et montrera les choix qui existent entre nucléaire, énergies renouvelables, etc. Propriétaires et copropriétaires sont particulièrement invités pour découvrir les mesures mises en place par la région pour favoriser l'implantation de toits solaires. *Hespul, 114, boulevard du 11-Novembre, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 47 80 90.*

LYON

Fête de l'électricité

Depuis quelques années, la fête des lumières de Lyon (le 8 décembre) se transforme en fête de l'électricité. Un intérêt bien compris par EDF et les professionnels du secteur qui subventionnent massivement la mise en lumière des bâtiments de Lyon. Résultat : alors qu'en France l'éclairage représente moins de 12 % de l'électricité, à Lyon, c'est 17 %. Plusieurs centaines de bâtiments sont ainsi éclairés toute la nuit, toute l'année... ce qui permet sans doute à EDF d'écouler ses surplus nucléaires de la nuit. (*Le Progrès, 3 décembre 2002)*




Sous-marins russes à l'abandon.

DR

Russie : sous-marins dangereux

Boris Reznik, député russe, a rompu la loi du silence en première page du quotidien *Izvestia*. Il a annoncé qu'au moins 45 des 75 sous-marins à propulsion nucléaire de la côte Pacifique sont échoués dans des ports militaires, avec de nombreuses fuites et que rien n'est fait pour les démanteler par manque de moyens, au risque d'une pollution des eaux de mer. *(Tam-Tam, mai 2002)*

1338 réacteurs dans le monde.

Depuis le début des réacteurs nucléaires en 1945, 1338 ont été construits dans le monde : 571 ont eu un rôle «civil», les 767 autres ayant servi aux militaires. De ces derniers, 245 sont encore en activité sur des bâtiments de guerre... Les autres, à l'arrêt, n'ont pas été démantelés pour le moment. Sur les 571 civils, une centaine ont déjà été arrêtés, aucun n'a non plus été totalement démantelé. Beaucoup d'emplois en perspective !

NAMIBIE

Diamants aux rayons X

Pour lutter contre les vols, les mineurs des mines de diamant De Beer, en Namibie, doivent passer chaque jour aux rayons X. En France, il est déconseillé de faire deux radios (aux rayons X) par an ! Combien de cancers, combien d'enfants malformés en Namibie ? *(Tam-Tam, octobre 2002)*

THREE MILE ISLAND

Hausse des cancers



DR

Un accident nucléaire a des conséquences pendant des générations ! L'accident de Three Mile Island, en mars 1979, aux USA, n'en finit pas d'avoir des conséquences sanitaires. Après des années d'attente, en 1990, les autorités décidaient, pour rendre le site plus sûr, de vaporiser l'eau qui stagnait dans le cœur depuis l'accident. 8700 m3 d'eau radioactive ont ainsi été libérés, libérant au passage 658 curies de tritium. Douze ans après ce nuage volontaire, les associations locales qui suivent l'évolution des maladies annoncent qu'elles constatent une hausse des cancers et des enfants présentant des malformations. *(Tam-Tam, décembre 2002)*

TIHANGE

Simulation ratée

Comme pour les exercices menés en France, une fausse alerte lancée dans le cadre d'un exercice de protection civile à la centrale de Tihange (Belgique), le 27 novembre dernier, a montré qu'en cas d'accident, ce serait n'importe quoi. Ainsi, une bonne partie de la population n'a pas entendu l'alerte, quant à l'hôpital de Huy-Tihange, il a oublié qu'il fallait arrêter la ventilation en cas d'alerte. *(Tam-Tam, janvier 2003)*



DR

WWF-France et nucléaire

Dans le numéro d'octobre 2002, nous rapportions un accrochage entre un représentant du Réseau Sortir du nucléaire et le WWF sur la position de ce dernier sur le nucléaire. Le WWF-France nous a écrit fin novembre pour nous transmettre sa position sur le nucléaire à travers un dossier sur le lien entre changement climatique et nucléaire. Ce document résulte d'une étude signée de Mycle Schneider, directeur de WISE-Paris et nous rassure tout à fait : *«Le WWF s'oppose à ce que l'on accorde des «crédits carbone» à la construction, la modernisation, la mise à niveau et la maintenance de centrales nucléaires. Le protocole de Kyoto doit être un moyen d'encourager l'innovation et l'accroissement du marché des sources d'énergie propre». WWF-France, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél : 01 55 25 84 84.*

CADARACHE

Simulation d'un accident

Les journalistes ont été invités le 5 décembre dernier à assister à un exercice de simulation du «plan particulier d'intervention» concernant le site militaire de Cadarache (Bouches-du-Rhône). Le journaliste de Var-Matin raconte ce qu'il a vu : *«Ça ne souffre aucune controverse, la machine à café de la caserne des pompiers de Joucques (Bouches-du-Rhône) est agréable à regarder. Surtout qu'elle fonctionne nickel et qu'il fait -5° dehors. N'empêche : après trois heures de contemplation exhaustive, on finit par en faire le tour. On préférerait accomplir celui du périmètre de sécurité installé autour du CEA à Cadarache, mais pas de blague : c'est cadenassé pour la matinée (...) Le grand jeu de rôle imaginé par l'Autorité de sûreté nucléaire s'est joué à guichets fermés»*. Pour la transparence, ce sera sans doute pour une prochaine fois.

Alsace Les enfants de Tchernobyl

Le dimanche 16 février à 14 h, l'association *les enfants de Tchernobyl* organise une rencontre avec les scientifiques indépendants du Bélarus, à l'Espace Tival, à Kingersheim (5 km au nord-est de Mulhouse). Au programme :

- le film *Mensonges nucléaires* avec son réalisateur Vladimir Tschertkoff,
- professeur Michel Fernex : les pathologies après Tchernobyl,
- professeur V. B. Nesterenko : l'accumulation du césium 137 et son traitement par la pectine,
- docteur Galina Bandazhevskaya : pathologies cardiaques engendrées par le césium 137,
- Jean-Pierre Mourat, CRII-Rad : pourquoi faut-il soutenir les scientifiques indépendants de Belarus

Les enfants de Tchernobyl, 37 B, rue de Modenheim, 68110 Illzach, tél : 03 89 40 26 33.

LOIRE

Sortir du nucléaire

Une exposition sur ce thème sera présentée le 22 février à Charlieu avec les photos de Paul Fusco sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et en parallèle la présentation des alternatives au nucléaire et notamment les énergies renouvelables. Conférences-débats l'après-midi. *Association AMACDOLAR, tél : 04 77 60 68 34.*

Déchets

■ **Russie : opposition écologiste.** Après la décision du parlement russe d'accepter l'importation de déchets nucléaires moyennant finances, les écologistes russes ne désarment pas. Le projet de site d'enfouissement en Nouvelle-Zemble, une presqu'île au nord de la Sibérie, entre les mers de Barents et de Kara, est contesté par le gouverneur de la région qui évoque l'impossibilité de surveiller les déchets dans un lieu aussi désertique. Le gouvernement russe a indiqué le 3 juin dernier avoir obtenu le feu vert des pays voisins : Norvège, Finlande et Suède. Le projet de site a été estimé à 80 millions de dollars et pourrait être opérationnel, selon le gouvernement russe, dans trois ans.

■ **Russie : déchets contre réacteurs.** La Russie fait du lobbying auprès de nombreux pays pour leur proposer des réacteurs nucléaires avec la possibilité de renvoyer ensuite les déchets en Russie. Des contacts ont ainsi lieu avec la Corée du Nord, l'Iran, la Chine, la Birmanie et la Finlande.

■ **Chooz : démantèlement.** Le premier réacteur construit à Chooz, en Ardennes, a fonctionné de 1967 à 1991. Il avait été construit en souterrain, car à l'époque cela paraissait plus sûr qu'une enceinte en béton. il est actuellement dans sa première phase de démantèlement et EDF parle d'un coût de 260 millions d'euros. Le cœur a été déchargé et emmené à La Hague en 1995. Actuellement sont démontés les bâtiments proches du bâtiment réacteur. Celui-ci devrait être commencé de démonter vers 2004, la fin du chantier est prévu pour 2015. Bilan : 5 ans de construction, 24 ans de fonctionnement, 20 à 25 ans de démontage, quelques millions d'années à surveiller les déchets. EDF annonce avoir provisionné 16 milliards d'euros pour l'ensemble du démontage des 58 réacteurs actuels... alors que le seul coût pour Superphénix est annoncé à 3 milliards d'euros.



Politique

ITALIE

Policier acquitté

Le 2 décembre, la justice italienne a acquitté Mario Placanica, le policier qui a tué par balle Carlo Giuliani pendant les manifestations à Gênes. Le tribunal a conclu que le policier avait agi en légitime défense. Une bombe a explosé le 9 décembre devant la préfecture de police de Gênes, sans faire de victimes. *(Politis, 12 décembre 2002)*



DR

Carlo Giuliani tué par balle.

Marchandisation du monde

■ **Angers : manif contre le G8 de l'environnement.** Une réunion des ministres de l'environnement du G8 se tiendra du 25 au 27 avril à Angers... au mêmes dates que l'anniversaire de l'accident de Tchernobyl. Différentes manifestations devraient se tenir à cette occasion. Des collectifs se mettent en place dans la région. *Stop-Nucléaire, CLAP, 20, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers.*

■ **Village alternatif contre le G8.** De nombreuses associations lancent des initiatives pour contrer la tenue du prochain G8 à Evian du 1er au 3 juin 2003. Outre les manifestations physiques, le Réseau antifasciste et anticapitaliste No Passaran lance l'idée d'un village alternatif, espace autonome de réflexion et d'actions où puissent se mettre en place des actions de démocratie directe, d'autogestion, d'actes de désobéissance et/ou de résistance. *Réseau No Pasaran, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 06 11 29 02 15.*



DR

■ **Tours : Un autre monde.** Un autre monde est une fédération d'associations à caractère culturel, social et laïc qui désirent s'impliquer dans des actions basées sur la solidarité, l'autogestion, la démocratie directe, l'amitié entre les peuples, une démarche citoyenne active. Cette fédération anime *Le Barrio de la Quinta Luna* un bar coopératif qui propose des spécialités latino-américaines, des produits issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique locale. Un petit bulletin *Récalcitrons* annonce les activités du collectif. *Un autre monde, Le Barrio de la Quinta Luna, 27, place Gaston-Paillou, 37000 Tours, tél : 02 47 64 72 02.*

■ **Lyon : rencontres pour une autre mondialisation.** En parallèle avec Porto Alegre, les associations lyonnaises organisent pour la 3e fois, du 18 janvier au 21 février de multiples soirées. Voici celles qui se déroulent en février. Le 1er février à 19 h, *fête des rencontres*, concert au CCO à Villeurbanne ; le 3 février, à 20h30, CNP Odéon, débat avec Lucio Levi, professeur de politique comparée à Turin, sur *le rôle des contre-sommets* ; le 4 février à 19h30, au cinéma Les amphis (Vaulx-en-Velin) *contrôle social et répression*, vidéo sur Carlo Giuliani, intervention de Loïc Wacquant, sociologue ; le 5 février à 20h30, au Cinéma le Zola (Villeurbanne), *l'éducation citoyenne*, avec le film «Le gône de chaâba» et débat avec des personnes d'ATTAC, FSU, PS, IUFM ; le 6 février à 20 h, MJC d'Oullins, *médias et rapports au pouvoir* avec le film «les hommes du président», débat avec des journalistes ; le 7 février, à 20 h, MJC Sainte-Foy-lès-Lyon, *planète à vendre ?* avec le film «Bien commun, l'assaut final» en présence de la réalisatrice ; le 8 février à 14 h, *agriculture et pesticide* à la bourse du travail de Villefranche, débat animé par la Confédération paysanne ; le 8 février à 17 h à la MJC Ménival, *l'avenir du service public* avec le film «The navigators» de Ken Loach et débat avec Attac et la CNT ; le 11 février à 19h30, au café des Tables Claudiennes, *droits fondamentaux dans les pays du Sud*, débat avec le CADR, Terre des Hommes et l'Institut des droits de l'Homme ; le 13 février à 20 h, au centre culturel de Villeurbanne, *les missions civiles en Palestine*, avec le film «Printemps de siège en Palestine, débat avec le réalisateur ; le 14 février à 20 h, au cinéma Opéra, *métissage et identité* avec le film «aux guerriers du silence» débat avec un chanteur, un cinéaste, animé par le collectif Vaccin ; le 15 février à 16 h, à la MJC La Duchère, spectacle *Libre ?* et débat avec Amnesty international et l'Observatoire international des prisons ; le 19 février à 15 h, à la MJC La Duchère, *éducation et environnement* avec le spectacle «l'arbre en question» et débat avec Greenpeace ; le 20 février à 20 h, cinéma Gérard-Philippe (Vénissieux) *la cour pénale internationale,* avec le film «la jeune fille et la mort» de Roman Polansky, débat avec la ligue des droits de l'Homme, les Fédéralistes mondiaux. Enfin, le 21 février à 20 h, à la bourse du travail de Lyon, soirée bilan du 3e forum social de Porto Alegre, débat avec Edgar Morin, Danièle Sexton (agroéconomiste), Jean Fabre (PNUD). Programme complet : *Collectif RAM, c/o VSF, 14, avenue Berthelot, 69361 Lyon cedex 07, tél : 04 78 69 79 59.*

Du côté des Verts

Ingrid Bétancourt

DR

■ **Colombie : Un an de détention.** Le 23 février, cela fera un an qu'Ingrid Bétancourt, candidate des Verts aux élections présidentielles, a été enlevée avec son attachée de presse, par les FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie. On peut soutenir les initiatives en faveur de sa libération en prenant contact avec *Ingrid pour la paix, BP 184-07, 75326 Paris cedex 07.*



■ **Allemagne : pas de cumul.** Claudia Roth et Fritz Kuhn, porte-parole des Verts ayant été élus députés aux dernières législatives, ont été obligés de démissionner de leur poste afin de respecter la règle de non cumul des mandats. La majorité des Verts a bien essayé le 9 décembre de faire passer une dérogation mais cette motion n'a pas obtenu les 60 % nécessaires.

■ **Un parti de notable ?** Après les présidentielles, les Verts annonçaient qu'ils multipliaient les adhésions... Il faut croire qu'ils multipliaient aussi les démissions car le nombre d'adhérents, fin 2002, est repassé sous la barre des 10 000 (9587 exactement). Les élections internes ont également montré que la crise n'est pas finie : seuls 52,45 % des adhérents ont voté (de 40 % en Bretagne à 76 % en Corse) pour se choisir une nouvelle direction, soit 5028 personnes. Quand on sait que le mouvement revendique 2000 élus, dont la plupart doivent leur poste à un accord avec la gauche, cela ne laisse plus grand monde d'indépendant.

■ **Changement de majorité.** Lors du choix du candidat aux élections présidentielles, Alain Lipietz était arrivé en tête et seule une cabale de la direction des Verts avec le soutien des médias institutionnels avait permis son remplacement par Noël Mamère. Les élections internes de novembre ont confirmé que Lipietz était bien le représentant majoritaire : sa liste obtient 29,65 %, devançant celle de Mamère-Voynet 24,26 %, et la liste Ecolo ! conduite par Maryse Arditi, 22,47 %.

LARZAC

9 et 10 août

Les différentes organisations présentes sur le Larzac lancent un appel pour un rassemblement aussi large que Millau 2000, les 9 et 10 août sur le plateau. Il s'agira d'une étape intermédiaire entre le sommet du G8 à Evian et le sommet de l'OMC à Cancun, au Mexique. Il s'agit une nouvelle fois de débattre et de faire des propositions sur les moyens de s'opposer à la marchandisation du monde. Cette initiative sera également l'occasion de faire le point sur les réponses des autorités, en particulier la multiplication des procès contre les militants. Enfin, il s'agira symboliquement de marquer le 30e anniversaire du rassemblement du Larzac contre le diktat de l'armée et de l'Etat. *Larzac-Solidarités, Les Mares, 12100 La Roque-Sainte-Marguerite, tél : 05 65 62 81 28.*

DIJON

Vers une décroissance soutenable

Un collectif s'est mis en place pour inviter Pierre Rabhi à venir animer une conférence sur le thème «développement, environnement et sécurité alimentaire. Comment à travers l'éducation et les pratiques quotidiennes de la vie, pouvons-nous évoluer vers une décroissance soutenable ?». Cette conférence se tiendra le jeudi 20 mars à 20 h dans l'amphithéâtre Gutemberg, sur le campus universitaire de Dijon. *Collectif d'organisation de la conférence de Pierre Rabhi, 21, rue des Templiers, 21121 Fontaines-lès-Dijon.*

Pour une spiritualité libertaire

L'Occident, amputé de son intuition et de sa sensibilité par une culture cartésienne et réductionniste, demeure aveugle et sourd aux conséquences de ses propres agissements. Nous façonnons un monde dénué de sens tout simplement parce que nous sommes incapables de le percevoir.

Supporterions-nous un seul jour sans réagir le vacarme, la puanteur et l'agressivité des automobiles, l'asphyxie des salles de travail nimbées de tabac ou la stupidité des spots publicitaires si notre perception avait la moindre acuité ? Accepter ce monde absurde exige une anesthésie de la lucidité. Notre culture occidentale ne rend possible cette acceptation que par un triple mécanisme d'aliénation.

Premièrement, les nuisances qu'engendre l'activité technologique nous acculent à dégrader spontanément notre lucidité, à nous abrutir, pour nous protéger d'une perception traumatisante de la réalité.

Deuxièmement, la culture occidentale interpose systématiquement des grilles d'interprétation cartésiennes entre nous et le monde qui nous entoure, grilles qui nous interdisent toute perception directe.

Troisièmement enfin, elle rejette toute spiritualité, et nous prive ainsi d'un apport oriental qui serait pourtant précieux pour l'acuité de notre perception.



Casseurs de pub

L'anesthésie qui évite la souffrance

Le premier de ces trois mécanismes d'aliénation est donc causé par la frénétique activité technologique et industrielle du monde dans lequel nous vivons, qui éloigne chaque jour un peu plus ce monde du supportable. Ce qui paraissait banal à nos grands-parents — des fleurs le long des ruisseaux, l'odeur des tilleuls sur les places des villages, le silence — est devenu un rare privilège. Agressée par la puanteur des embouteillages, privée des parfums de la végétation et de la terre humide les soirs d'été, l'humanité frustrée cherche une compensation en s'enivrant du brouillard omniprésent du tabagisme, plus anesthésiant que grisant. Les fumeurs ont tous perdu l'odorat.

Pour fuir le désespoir d'une vie dépourvue de sens et le stress d'un travail sans créativité, nous avons recours à l'éternel bavardage mensonger d'une radio ou d'une télévision. Nous ne pourrions supporter plus de quelques minutes l'impensable silence des médias s'ils cessaient soudain de nous délivrer en continu la recette d'un bonheur factice. Recette simple qui consiste à tourner en dérision la misère du monde, à ne la regarder que comme un divertissement spectaculaire. Puis à se rappeler aussitôt combien l'étape du Tour de France ou les prévisions météo ont davantage d'importance que la folie impérialiste des États-Unis, ou que l'épuisement des réserves d'eau potable de notre planète.

Aux premiers symptômes de lucidité, un calmant ou un euphorisant sont là pour nous remettre sur la voie de la conformité. Une somnolence, une insomnie, une tristesse, un doute ou une migraine ? Un café, un Prozac, une bonne bouteille ou une aspirine nous font oublier nos hésitations.

En outre, ceux que l'on appelle les "toxicomanes" ne sont pas les seuls à avoir recours à des substances violemment toxiques. Ils sont environ 170 000 en France à le faire pour fuir un monde qui les révolte, tandis qu'environ 200 000 sportifs et 600 000 cadres de haut niveau en font autant — mais pour "réussir" cette fois — et avec des substances tout aussi toxiques ! (1)

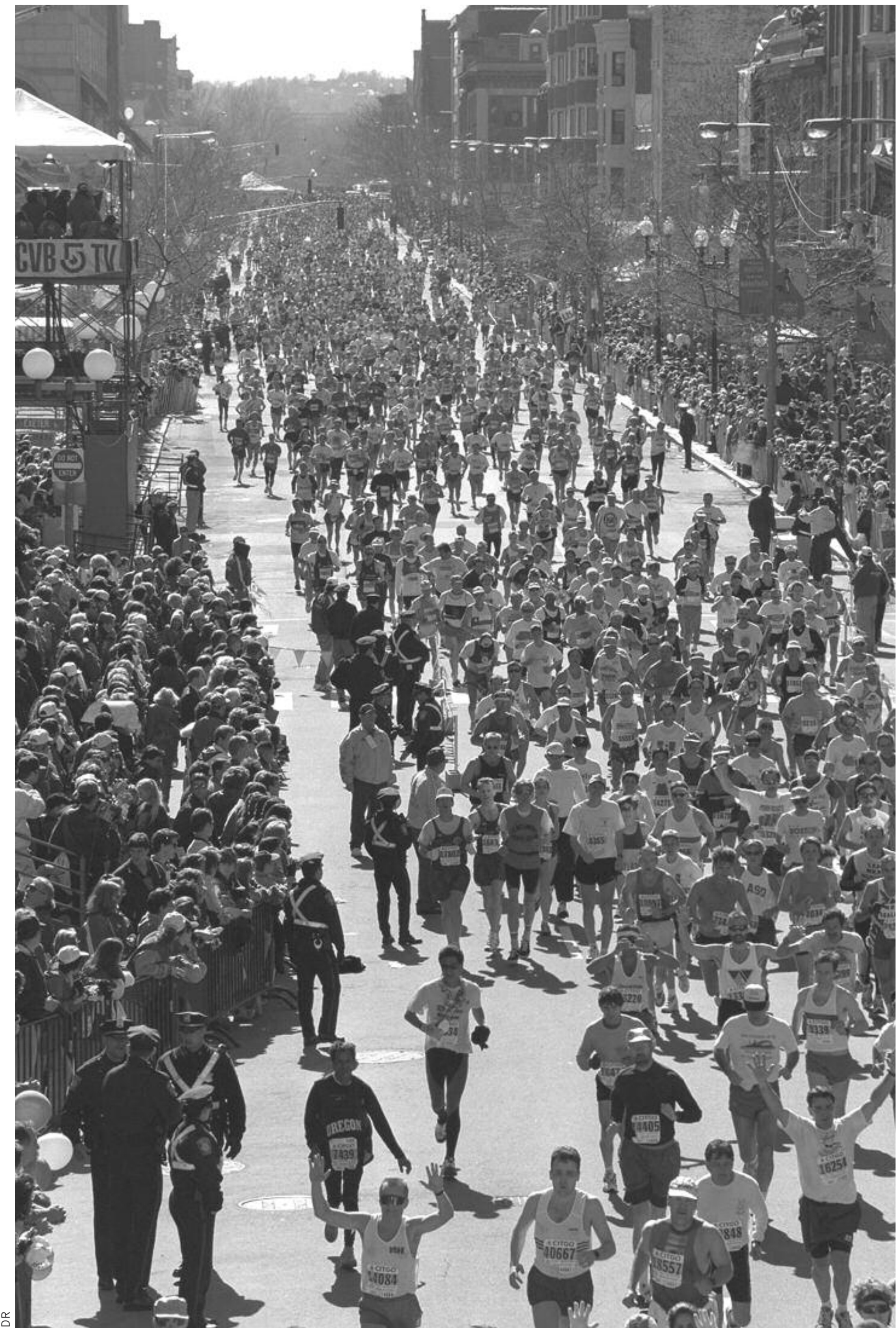
Et la vie passera sans saveurs ni douleurs, et sans que notre sensitivité n'aie pu nous révéler à aucun moment que nous étions vivants. C'est ainsi que l'Occident parvient à ne pas voir le mur dans lequel il fonce et à continuer sa course folle en toute quiétude.

Les grilles d'interprétation cartésiennes

Le second de ces mécanisme d'aliénation est induit par l'impressionnant savoir que notre culture occidentale a accumulé. L'importance de ce savoir l'a conduite à se faire une spécialité d'exiger que toute information passe par les grilles d'interprétation de ses "experts" avant d'être admise. De ce fait, aucun phénomène ne nous est plus désormais accessible par la perception directe.

Il est vrai que l'Occident a élaboré un savoir considérable qui lui confère une maîtrise technologique sans précédent. Conscient de l'atout économique que lui assure cette maîtrise, il s'accroche à ce savoir qui lui donne l'illusion de pouvoir réduire le monde à une série d'équations et l'arrogance de mépriser toute autre approche.

(1) D'après le responsable d'un centre de désintoxication interrogé par Stéphane Tivol sur France Inter dans son émission *Interceptions* le 10 septembre 2000.



DR

200 000 sportifs de haut-niveau consomment des substances toxiques.

Là où d'autres cultures développent au contraire l'écoute et l'observation, l'Occidental déroule donc un écran entre lui-même et ce qu'il observe, l'écran de ses connaissances, à travers lequel il perd de vue ce qu'il croit observer et ne contemple plus que ses propres certitudes.

Mais nos grilles d'interprétation, celles de l'économie, des technosciences, de la politique ou de la psychanalyse, sont trop partielles, parfois fausses, et nous égarent souvent.

Les exemples en sont innombrables, j'en ai déjà évoqué un certain nombre ailleurs dans le domaine des technosciences (2).

Ne regarder le monde qu'à travers le miroir déformant de son économie en donne une perception amputée et irréelle.

Ces exemples abondent également dans le domaine économique. La grille d'interprétation économique est pourtant elle aussi l'une des plus universellement citées comme seule apte à décrypter la réalité : cette trop fameuse "réalité économique". On peut pourtant remarquer avec Bernard Maris, Philippe Laborde (3) ou encore Emmanuel Todd combien les économistes, aveuglés par leurs dogmes, apprécient mal cette "réalité économique". En effet, les "experts" ne cessent d'en appeler aux vertus du libre-échange mondialisé pour "relancer la consommation". Sans se faire dans leur sillage le chantre d'une consommation exponentielle, on peut aisément comprendre comment le libre-échange mondialisé contient au contraire le monde entier dans une relative stagnation économique. Avant la mondialisation, les entreprises d'un pays pouvaient d'un commun accord relancer leur économie nationale par une augmentation salariale qui augmentait la capacité de consommation générale, donc les débouchés commerciaux, c'était l'ère tant regrettée du keynésianisme. Mais à l'heure de la mondialisation, un pays qui augmenterait sa capacité de consommation par des augmentations salariales ne créerait de débouchés commerciaux que pour les pays voisins : il augmenterait ses propres coûts de production mais donnerait à ses salariés les moyens d'acheter ailleurs, là où le coût du travail est plus bas. Tous les pays pratiquent donc simultanément une politique de compression salariale chez eux et espèrent trouver des débouchés commerciaux à l'étranger, ce qui ne conduit qu'à une compression mondiale des salaires, donc de la consommation, et à la stagnation mondiale actuelle (4). Même si cette stagnation fut temporairement maquillée en reprise par la transformation des pauvres sans travail en pauvres qui travaillent.

Plus succinctement, j'ai montré comment ne regarder le monde qu'à travers le miroir déformant de son économie pouvait en donner une perception amputée et irréelle, à partir de l'exemple de l'industrie automobile (5).

Dans le domaine de l'éducation, Arnaud Upinsky, qui inspira la réforme de l'enseignement de 1985 remarquait également en 1987 que la sélection par les mathématiques imposait sa loi pour accéder non seulement aux écoles d'ingénieurs, mais aussi aux concours de vétérinaire, au DEUG des sciences de la nature et de la vie et aux facs de médecine. Les mathématiques, sciences "dures" par excellence, ne sont pourtant pas particulièrement réputées pour contribuer au développement de la sensibilité ni de la compassion. Or personne n'ignore l'importance de la dimension sociale dans l'exercice de la médecine (6). Personne, sauf justement la profession médicale elle-même. Et comment s'étonner, avec la formation qu'il a reçue, qu'un médecin ne considère un sidéen qu'à travers son taux de lymphocytes T4 ou un vieil homme sans enfants qui meurt d'un cancer qu'à travers sa tension artérielle et sa courbe de température, alors que ce dernier aurait peut-être bien plus cruellement besoin d'une parole amicale que d'une poignée de comprimés, car c'est de détresse affective qu'il se laisse mourir.

(2) *La preuve arrive toujours trop tard,* Contact Paniq' n° 2.
(3) Bernard Maris, Philippe Laborde, *Ah Dieu que la guerre économique est jolie,* Albin Michel, 1998 et *La bourse ou la vie,* Mêmes auteurs, même éditeur, 2000.
(4) Emmanuel Todd, *L'illusion économique,* Gallimard, 1999.
(5) *L'économie de l'automobile,* Silence n° 238, décembre 1998, p. 16 à 19.
(6) Arnaud Upinsky, *La sélection du pouvoir par la perversion des meilleurs,* Autrement, série *Mutations* n° 86, janvier 1987.

Mais cela, nul besoin de nos précieuses connaissances mathématiques et médicales pour le pressentir, il suffit d'ouvrir les yeux. Élisabeth Kübler-Ross, celle qui fut à l'origine des soins palliatifs enfin apportés aux mourants, l'a suffisamment montré (7).

La culture occidentale se ferme à l'essentiel : la qualité de la perception, la qualité de la vie. Elle déroule entre l'observateur et l'observé l'écran du concept, du discours, de la grille d'interprétation. Nous ne nous apercevons même pas combien il serait facile d'observer plus intensément, nous ne nous apercevons d'ailleurs pas que nous le faisons tous fugitivement par exemple lorsque nous pénétrons dans un lieu que nous ne connaissions pas : nous consacrons alors toujours quelques secondes à la perception directe, au regard intense, puis aussitôt les grilles d'interprétation entrent en action. Nous n'essayons jamais de regarder les choses comme si nous les voyions pour la première fois, comme savent le faire les enfants. Nous croyons peut-être qu'il s'agirait d'un jeu puéril. Les adultes s'effraient de la perception directe : ils craignent de perdre leurs références culturelles. C'est parce qu'ils n'ont jamais remarqué que ce sont leurs certitudes qui les empêchent de comprendre le monde. Ils savent tout, mais ne comprennent rien, alors que les enfants ne savent rien, mais comprennent tout. Justement parce qu'ils ne sont paralysés par aucune certitude.

La génération des écologistes «bourgeois bohèmes» ne voit aucune contradiction dans l'idée de partir en avion faire un stage de méditation dans le désert à 1500 euros la semaine.

DR

La qualité de la perception passe par un silence absolu de l'esprit, un respect total de ce que l'on observe. En Occident, on ne croit au contraire bien observer que ce que l'on dissèque, que ce que l'on détruit. Nous ne savons pas observer sans vouloir nous approprier ce que nous observons à travers nos grilles d'interprétation qui assignent à chaque nouvelle chose sa place dans notre univers déjà balisé et colonisé. Une fleur doit recevoir un nom ou être coupée pour crever dans un vase. Nous ne savons pas faire de plongée sous-marine sans ramener de photos ou de poissons morts. La beauté est délaissée si elle ne peut être capturée, détruite. Pourtant, la capturer c'est la détruire.

La violation par la science du tabou religieux de la connaissance expérimentale, la désacralisation de la nature et de la connaissance, ont permis de mieux connaître le monde en le décortiquant au bistouri. Mais le succès de cette victoire de la science sur la religion a fait perdre de vue aux Occidentaux qu'ils ne comprendront réellement le monde que s'ils deviennent capables du respect infini de la pure observation. Les Occidentaux ne savent pas distinguer la pensée de l'observation et se montrent même surpris qu'on cherche à les différencier. Ils ne progresseront pourtant dans leur compréhension du monde que lorsqu'ils cesseront de disséquer, de conceptualiser et de discourir pour enfin respecter, observer et se taire. Alors leurs yeux se dessilleront, ils verront le mur dans lequel ils foncent et pourront peut-être ralentir.

Le rejet de toute spiritualité

Le troisième et dernier facteur d'aliénation vient de la misère spirituelle du monde occidental, même si pour la plupart des progressistes religion est synonyme d'aliénation.

D'autres cultures que la nôtre, plus imprégnées de spiritualité comme celles de l'Inde ou de la Chine ancienne, apprennent à cultiver l'intensité de l'observation dans un silence absolu de l'esprit. Toute démarche spirituelle se donne en effet — en principe — pour objectif l'accès à une dimension subtile de la réalité, perceptible seulement aux êtres exceptionnellement attentifs et observateurs. Et comment pourrait-on percevoir une réalité subtile si on ne perçoit que très superficiellement la réalité ordinaire ? C'est pourquoi certaines formes de méditation consistent simplement à développer l'acuité de la perception.

Pour la plupart des Occidentaux cependant, la spiritualité n'est qu'une adhésion à un système de croyances. C'est ce qu'en ont effectivement fait les grandes religions occidentales, qui ont probablement perdu contact avec toute forme de subtilité depuis longtemps et se contentent d'en célébrer le souvenir à travers leur croyance à un monde subtil.

Il n'en va pas toujours de même en Orient où plus une forme de méditation se donne pour unique objectif de développer l'acuité de la perception, moins elle s'accommode d'une quelconque croyance, car une perception aiguisée de la réalité ne peut justement que démasquer l'illusion de toute croyance. C'est le cas par exemple de la forme de méditation défendue par Krishnamurti, qui d'ailleurs n'appartenait à aucune religion et rejetait toute croyance et toute autorité, y compris la sienne : *"ne croyez pas ce que je dis, observez-le simplement"* avait-il coutume de dire (8).

L'écologie radicale

En particulier dans le milieu de l'écologie libertaire, notre rejet de la spiritualité est tel que la plupart d'entre nous n'avons pas la plus petite idée de ce qu'elle pourrait apporter au développement de notre perception, cette perception que nous aliénons pour ne pas voir la laideur du monde que nous construisons.

C'est pourtant du carrefour des mouvances écologiste et libertaire qu'ont le plus de chances de venir les forces et les idées capables de juguler les dangers que fait courir à l'humanité la culture occidentale, technocratique, cartésienne et réductionniste, car ces dangers consistent essentiellement en une spoliation des intérêts du vivant au profit de considérations purement techniques et économiques.

Ce rejet de la spiritualité s'explique aisément par des raisons culturelles. Le mouvement écologiste peut, comme le mouvement féministe, se diviser en deux grandes tendances : la tendance essentialiste et la tendance matérialiste.

Dans le mouvement féministe, la tendance essentialiste, représentée par exemple par Antoinette Fouque, Hélène Cixous, Luce Irigaray ou Julia Kristeva, attribue à chaque être un rôle en fonction de sa nature biologique : le rôle masculin et le rôle féminin. Le féminisme ne consiste plus alors qu'à revendiquer sa spécificité féminine, mais renonce finalement en grande partie à contester que cette spécificité soit d'être exploitées par les hommes, ce qui conduit évidemment à l'agonie du féminisme.

La tendance matérialiste représentée par exemple par Christine Delphy, Monique Wittig, Beatriz Preciado ou Marie-Hélène Bourcier, conteste cette prédestination biologique à l'exploitation et en fait une donnée culturelle : *"On ne naît pas femme, on le devient"* écrivait Simone de Beauvoir.

Dans le mouvement écologiste, la tendance essentialiste correspond à la deep ecology, dont on peut citer Arne Naess, le fondateur du terme, comme un représentant (9). Cette

(8) Parmi les nombreux livres de Krishnamurti, l'une des approches les plus intéressantes de la méditation est donnée dans *La révolution du silence,* Stock, 1990.
(9) Sur les deux courants de l'écologie, lire Murray Bookchin, Dave Foreman, *Quelle écologie radicale ? Écologie sociale et écologie profonde en débat,* coédition ACL/Silence, 1994.

tendance considère l'Ordre naturel comme la référence idéale, ce qui la rend idéologiquement proche du mysticisme et du mouvement New Age. Selon elle l'Ordre naturel est bon parce qu'il est naturel, cela ne se discute pas, un peu comme s'il était bon parce que Dieu l'a créé ainsi, point à la ligne.

La deep ecology radicale et militante ne peut être strictement assimilée au mouvement New Age tel que nous le connaissons en France, avec son caractère peu militant et commercial. Mais la faiblesse de la deep ecology radicale en France fait que l'écologie essentialiste y est dominée par les idées New Age.

Le mouvement New Age est formé en France de l'ancienne génération des écologistes, la génération des bourgeois bohèmes, les bobos, qui a connu les "trente glorieuses". Elle s'est libérée des forces réactionnaires d'après guerre en mai 68, mais elle reste ancrée dans une logique de consommation bourgeoise, qui correspond à son conditionnement culturel initial. Les écologistes New Age ont connu la consommation euphorique des 30 glorieuses et l'insouciance idéologique des années 70 et ne sont jamais parvenus à s'en détacher. Ils peuvent par exemple énoncer de vagues discours sur les limites des ressources planétaires et le problème énergétique mondial induit par la frénésie des transports, mais ils ne se déplacent jamais autrement qu'en automobile et en avion, les deux moyens de transport les plus polluants qui soient. Ils ne voient aucune contradiction dans l'idée de partir en avion faire un stage de méditation dans le désert à 1500 euros la semaine, ou simplement en voiture le week-end pour se "rapprocher de la nature". Ils sont encore bien loin d'intégrer à leurs comportements quotidiens les conséquences de leur début de prise de conscience.

Leur tendance essentialiste les empêche de considérer la lutte écologiste comme une lutte contre le pillage et l'exploitation des espèces asservies par l'espèce humaine dominante. Ils considèrent qu'une prédestination biologique assigne un rôle à chaque être vivant, peu importe si c'est un rôle d'exploiteur ou d'exploité. Pour eux l'écologie est plutôt un combat visant à rétablir un Ordre naturel qui n'est plus respecté.

Parallèlement, cette génération a reçu une éducation chrétienne qu'elle a en partie rejetée, mais pour se tourner vers d'autres formes de spiritualité inspirées de l'Orient ou de l'occultisme occidental moyenâgeux. Ce qui lui permet de s'appuyer sur la notion d'égrégore (10) pour affirmer qu'une prise de conscience écologiste effectuée au sein d'un petit groupe isolé se transmettra par une sorte de télépathie collective à toute l'humanité. C'est pourquoi ce mouvement est assez peu conscient des problèmes socio-économiques réels qui aliènent les populations et leur interdit toute prise de conscience : il reste persuadé que sa seule prise de conscience se transmettra par un phénomène d'égrégore à toute l'humanité, et que cela suffira quelle que soit la réalité socio-économique.

Dans l'ensemble, le mouvement New Age est donc très peu politisé, ce n'est pas lui qui s'est massivement mobilisé contre l'AMI, l'OMC, le FMI ou les G8. D'autre part, il se dit conscient, mais on peut se demander de quoi il est réellement conscient du haut de son nuage.

La seconde tendance, la tendance matérialiste, qui correspond à ce que Bookchin et Foreman appellent l'écologie sociale, est portée par une génération plus jeune, qui n'a pas reçu d'éducation religieuse et ignore tout de la spiritualité, qu'elle assimile à la droite réactionnaire et qu'elle rejette pour cette raison. Elle éprouve donc quelques réticences vis à vis d'un Ordre naturel qui assignerait un rôle prédestiné à chaque être vivant. D'une façon générale, elle s'oppose au déterminisme et aime citer Jacques Monod (11), François Jacob (12), Jacques Ruffié (13), ou Stephen Jay Gould (14) qui contestent toute ligne directrice suivie par l'évolution biologique, tout dessein à la nature en quelque sorte. Cette tendance ne considère le monde vivant que comme le fruit du hasard créateur. Elle préfère à l'approche essentialiste une approche plus politique qui ne cherche pas à respecter le dessein de la nature, mais à protéger les êtres les plus vulnérables du pillage et de l'exploitation.

N'avons-nous pas besoin, pour renoncer à la dimension matérialiste de notre existence, d'en découvrir une autre, celle d'une spiritualité libertaire par exemple ?

Moins favorisée économiquement que la génération précédente, épargnée par les vagues d'illusions euphoriques des 30 glorieuses et des années 70, elle a culturellement beaucoup moins de mal que son aînée à renoncer à la corne d'abondance de la consommation, aussi bien dans ses projets de société que dans ses comportements quotidiens. Beaucoup plus politisée, c'est elle qui établit des parallèles entre l'exploitation des femmes, des enfants du tiers-monde, des peuples et de la nature, et qui assure la résistance contre le néolibéralisme.

Renoncement au matérialisme et spiritualité

Paradoxalement, c'est donc bien la tendance matérialiste qui prône finalement le renoncement aux biens matériels. Elle ne se dit en fait matérialiste que pour se démarquer de la tendance essentialiste qui croit à un dessein de la nature et à un Ordre naturel, et par référence au matérialisme historique de Marx et Engels.

Mais elle n'a pas encore compris que les objectifs qu'elle se fixe — dessiller nos yeux pour voir ce que notre conditionnement nous empêche de voir, renoncer à une abondante consommation de biens matériels, respecter le vivant — sont des objectifs spirituels.

C'est peut-être cela qui lui interdit de concevoir un véritable projet de société, car elle n'en a guère pour l'instant. Dessiller nos yeux et renoncer à consommer ce qui reste de la biosphère pour la laisser se régénérer est certes indispensable, mais est-ce un véritable projet de société ? Est-il suffisamment motivant pour les nantis que nous sommes malgré tout devenus de renoncer unilatéralement au seul but que notre culture cartésienne et matérialiste nous autorise : la consommation de richesses ? N'avons-nous pas besoin, pour renoncer à la dimension matérialiste de notre existence, d'en découvrir une autre, celle d'une spiritualité libertaire par exemple ?

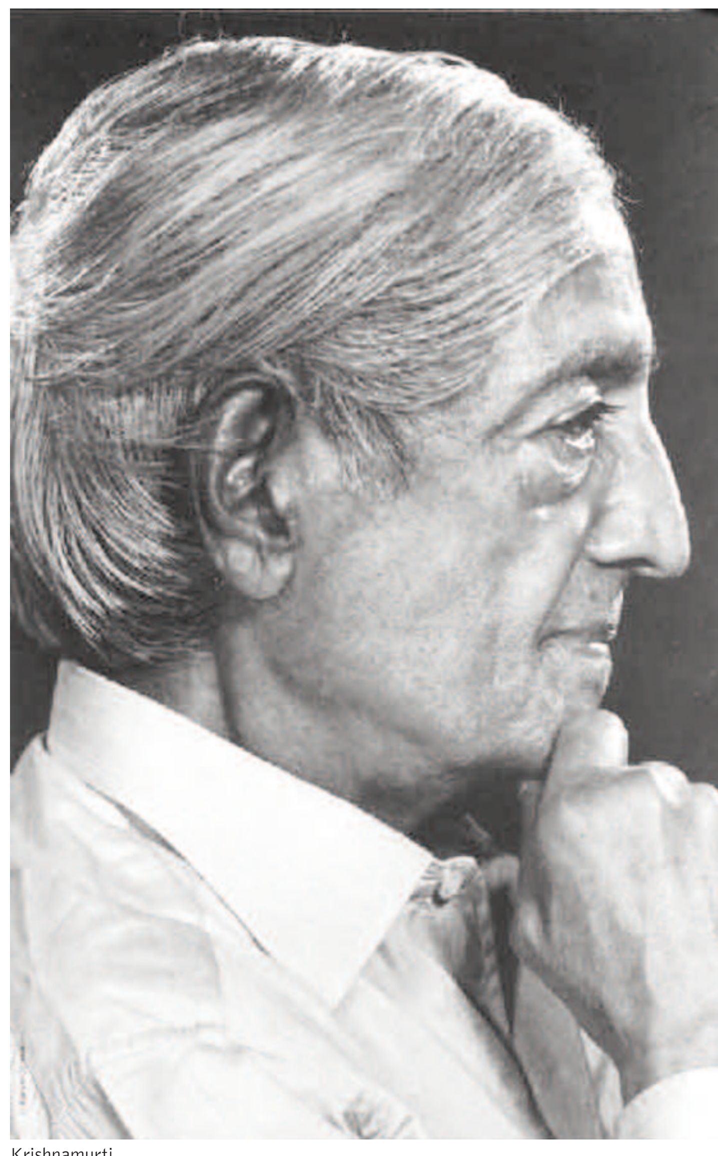
Finalement, André Malraux n'avait peut-être pas totalement tort en prédisant que le 21e siècle serait spirituel ou ne serait pas. L'Occident a épuisé une direction de recherches, la voie réductionniste, et il ne pourra pas aller plus loin s'il ne s'ouvre pas à une nouvelle dimension. Un plafond culturel est atteint, comme le prouve la légère régression puis la stabilisation du niveau culturel aux États-Unis (15). Ajoutons d'ailleurs à cela que les mêmes États-Unis sont en tête des pays développés pour les troubles psychiatriques avec 48 % de leur population confrontée à au moins une maladie mentale au cours de son existence (16). De même, si la physique quantique se heurte depuis plus de soixante-dix ans aux mêmes limites de la compréhension humaine, c'est qu'il est temps pour l'Occident de se déconditionner de sa culture réductionniste pour s'ouvrir à une approche plus intuitive, plus ouverte.

L'Occident comprendra peut-être bientôt qu'il ne sait pas se poser les bonnes questions. Qu'est-ce que la mort ? D'où vient la formidable énergie de l'Univers ? Pourquoi les fleurs sentent-elles bon ? La vie a-t-elle un

(10) Alain Brêthes, *Les égrégores,* Oriane, 2000.
(11) *Le hasard et la nécessité,* Seuil, 1970.
(12) *Le jeu des possibles,* Fayard, 1981.
(13) *De la biologie à la culture,* Flammarion, 1978 ; *Traité du vivant,* Flammarion, 1986.
(14) *Le pouce du panda,* Grasset, 1982 ; *Le sourire du flamand rose,* Seuil, 1988.
(15) Emmanuel Todd, *L'illusion économique*, Gallimard, 1999, p. 53 à 79 ; sous la direction de Mehran Ebrahimi, *La mondialisation de l'ignorance,* Isabelle Quentin Éditeur, 2000 (diffusion DEQ, Paris) ; Voir également Lucas Delattre dans *Le Monde* du 22 juillet 2000.
(16) D'après une étude de l'OMS préfacée par sa directrice, Gro Harlem Brundtland, et publiée dans le *Bulletin de l'OMS* du 4 mai 2000.

sens ? Si elle n'en a pas, pourquoi faisons-nous des enfants ? Qu'est-ce que la conscience, sera-t-elle accessible aux ordinateurs ? Qu'est-ce que le plaisir ?

La culture technoscientifique restreint impitoyablement le champ de ses questionnements. Au contraire d'éveiller la curiosité, source de toute compréhension, elle l'enveloppe d'un tabou. Un bon scientifique ne se pose pas ces questions "sans objet", il les laisse aux enfants. Tout comme autrefois, un bon catholique ne se demandait pas si la Terre tournait. La science se satisfait d'être devenue une simple maîtrise technologique, elle renonce progressivement à comprendre. Le conditionnement scientifique, cartésien, est une prison pour l'esprit. Cette nouvelle prison est certes plus vaste que celle du conditionnement religieux d'autrefois. Il y a plus de place pour se poser des questions et comprendre des choses. Mais si la prison est plus grande, ses murs sont toujours aussi hauts et efficacement gardés.


Krishnamurti

DR

construisent une société névrosée. Il estimait donc totalement inutile de vouloir changer le monde si l'on ne commençait pas par se changer soi-même. En 1948, il eut par exemple un entretien avec le premier ministre indien Jawaharlal Nehru à l'issue duquel il se montra troublé et triste. Il avait été profondément impressionné par la personnalité fine et sensible de Nehru, mais ces qualités lui paraissaient gaspillées dans la politique dont le jeu était mortel et qui selon lui "desséchait l'esprit" (18).

Il est évident que des individus névrosés créent une société névrosée. Mais il est tout aussi évident qu'une société névrosée crée des individus névrosés. La névrose n'est pas innée. Le problème ne peut se résoudre si l'on n'en voit que la moitié, or lui n'en regardait que la moitié. La résolution des névroses passe aussi par des changements sociaux.

Il existe donc une relation entre l'engagement spirituel qui implique une libération des névroses et l'engagement politique. On pourrait penser que puisque la méditation exige une certaine qualité de vie, pas toujours accessible aux exclus, elle n'est qu'un luxe réservé à des nantis trop égoïstes pour tout engagement politique. Mais beaucoup de ressortissants de pays pauvres tiennent un raisonnement analogue à propos de l'écologie : pour eux il s'agit d'un luxe, d'un privilège de nantis. Tout simplement parce qu'elle concerne le long terme et que leurs conditions de vie sont si précaires qu'elles ne leur permettent d'envisager que le court terme. Il ne s'agit pourtant pas d'un luxe mais d'une question de survie. Sortir de nos névroses collectives l'est tout autant et si les privilégiés qui ont la chance de pouvoir envisager le long terme ne s'en préoccupent pas, notre monde court à son effondrement.

La qualité minimale de vie exigée par la méditation correspond à la simple absence d'aliénation, ce qui constitue, dans l'état actuel des choses, un véritable privilège. La recherche de cette qualité de vie pourra-t-elle contribuer à fonder la base du projet de société qui nous manque ?

Spiritualité et engagement politique

La tendance matérialiste du mouvement écologiste est donc beaucoup plus proche qu'elle ne le croit de la spiritualité. Mais comment le comprendre lorsqu'on se dit soi-même matérialiste ? Certaines idées reçues ont la vie dure, notamment celle du caractère réactionnaire de la spiritualité.

Le caractère effectivement dogmatique et autoritaire de la plupart des mouvements spirituels ne tient aucunement à la nature même de la spiritualité, mais à la façon dont elle a été culturellement pratiquée jusqu'à aujourd'hui. La vie de Krishnamurti en constitue une illustration intéressante. Né en 1897 et mort en 1987, il a consacré 60 ans à défendre une spiritualité sans dogme, sans croyance et sans autorité. Ses conceptions en fait très libertaires à une époque et dans des pays où l'anarchie était considérée comme beaucoup plus révolutionnaire qu'en France aujourd'hui, sa lutte incessante contre toute forme d'autorité, y compris la sienne, n'ont hélas pas suffi à empêcher un nombre non négligeable de ses interlocuteurs — et de ses éditeurs, surtout posthumes — de le considérer comme un maître, tant l'attente d'une autorité est forte en ce domaine.

Certaines idées reçues ont la vie dure, notamment celle du caractère réactionnaire de la spiritualité.

L'un d'eux justement, Lakshmi Prasad, lui fit pourtant remarquer dans ses dernières années que son mode de vie était devenu celui d'un grand bourgeois et lui demanda comment des personnes prises dans leurs préoccupations matérielles pouvaient comprendre ses paroles sur le détachement. Krishnamurti lui répondit qu'il ne possédait rien, pas même de compte en banque, et que rien de ce qui était mis à sa disposition par ses nombreux amis ne lui appartenait (17), mais sa réponse n'est cependant pas, à mon sens, dépourvue d'une certaine naïveté politique.

L'engagement spirituel a également la réputation de dépolitiser. Krishnamurti n'espérait effectivement rien des combats politiques car il estimait que la société est à l'image de l'individu et que des individus névrosés [suite en haut de la colonne de droite]

Philippe Laporte ■

(17) Krishnamurti, *Ultimes paroles,* Albin Michel, 1992, p. 64 à 66. Voir aussi p. 94.
(18) Pupul Jayakar, *Krishnamurti, sa vie, son œuvre,* L'âge du Verseau, 1989, p. 135, 136, 236 et 237.



Courrier (décroissance)

L'état de moindre désir

Voici environ vingt-cinq siècles, en Chine, Lao-Tseu et Tchouang-Tseu, les pères du taoïsme, prêchaient pour *l'état sans désir,* tant ils étaient convaincus des tristes sentiments que ne manque pas d'inspirer le désir à l'humanité : l'envie, la jalousie, la convoitise, l'avidité ; et leurs conséquences : l'*anémie* spirituelle, l'exploitation de l'homme par l'homme, la violence, le vol, le meurtre. Les Chinois en ont-ils tiré parti ? On peut le supposer. Ce dont on peut être sûr, en revanche, c'est que les conseils éclairés de ces sages ne sont pas parvenus jusqu'en Occident ou, pour le moins, pas assez tôt pour éviter cette monstrueuse culture de désir qu'est la société matérialiste.

Quel est, en effet, le pilier central de la société de consommation — et du capitalisme par la même occasion ? La création permanente du besoin, la soumission perpétuelle à la tentation (un comportement d'ailleurs pas *catholique* du tout !), l'exacerbation du désir, avec, pour seul objectif, la croissance, c'est-à-dire, comme vous l'avez finement démontré dans les numéros 280 et 287, la croissance de la richesse pour 10 % de la population aux dépens de l'appauvrissement des 90 % restants.

Or, cette exaspération du désir est totalement injustifiée : elle ne répond à aucun besoin fondamental. Tous les comportements suggérés par les créateurs de besoins sont purement et simplement superflus. Ils s'appuient sur de soi-disant phénomènes de mode, donc censés émaner de la demande collective, en réalité de subtiles supercheries fabriquées de toutes pièces et lancées dans le public à grand renfort de publicité.



En sorte que l'appauvrissement des 90 % restants est un non-sens, une absurdité, j'ai presque envie de dire une idiotie. En effet, pourquoi s'obstiner à s'appauvrir dans la satisfaction de besoins superflus, inutiles et par conséquent illusoires ? Neuf hommes sur dix sont-ils masochistes et le dixième sadique ? Pourquoi se lamenter sur la faiblesse du pouvoir d'achat lorsque la plupart des articles pouvant être achetés sont inutiles et n'existent que pour enrichir leurs fabricants ? Parce que quelques nantis peuvent se permettre d'acquérir l'inutile et que l'égalité républicaine, ce vain mot, devrait tous nous y autoriser ? Que les nantis achètent donc tout leur soûl... leur digestion n'en sera que plus difficile !

C'est en s'efforçant de convaincre les 90 % restants de l'absurdité de leurs comportements stéréotypés que nous avons une chance de prendre les rênes de la société, non en cherchant à redistribuer le pouvoir d'achat. Il ne s'agit pas de prendre aux riches pour donner aux pauvres — ce serait la guerre ! — mais d'éviter de stupidement donner aux riches. Sans la manne des pauvres, les riches ne sont rien, et le capitalisme capote. Vous rendez-vous compte du pouvoir qui est le nôtre ?

Voici vingt-cinq siècles, en Chine, l'offre était telle que des sages pouvaient relativement facilement vivre dans un état sans désir. De nos jours, en Occident, l'offre étant devenue pléthorique et omniprésente, la sagesse voudrait que nous vivions dans un *état de moindre désir*. Ainsi conjuguerions-nous de nobles qualités telles le désintéressement, la satisfaction, l'épanouissement qui nous amèneraient à l'éveil spirituel, à la coopération, à la douceur et à l'amour (...).

Yves Emery ■
Côte-d'Armor.

Décroissance et écovillages

Quelques discussions lors de l'anniversaire de *Silence* au Cun ainsi que l'article «Ecovillage et individualisme» dans le courrier des lecteurs du mois de juin, m'ont donné envie de répondre à la question suivante : plutôt que de bâtir des écovillages et des communautés, ne serait-il pas suffisant de diminuer sa consommation et de développer l'entraide au sein de son voisinage ?

Vu la complexité des problèmes à résoudre, il est difficile de savoir ce qui est «suffisant». Toutes les initiatives, tous les types d'action ont sans doute leur intérêt.

L'idée de développer un mode de vie radicalement différent dans le sens de plus de solidarité et de respect du milieu, peut toutefois se justifier par les raisons suivantes : plus d'harmonie possible avec la nature, plus d'effet d'entraînement, de communication et de convergence d'intérêts entre les individus.

Diminuer sa consommation sans changer de voisinage, de travail, etc., trouve rapidement des limites. Tout au plus, peut-on se rendre à son travail à pied ou à vélo. Or, en moyenne, le lieu de travail se trouve à plus d'une dizaine de kilomètre du lieu de résidence. Cela implique de passer beaucoup de temps... à respirer le gasoil des autres, surtout pour ceux qui ont du matériel à transporter. Dans le cadre de l'économie actuelle, il est difficile de trouver un lieu de travail commun aux différents membres de chaque foyer. En ce qui concerne les achats, l'évolution en faveur des grandes surfaces implique de se déplacer en voiture (sauf pour quelques citadins). Sans oublier qu'il est difficile de n'acheter que des produits biologiques, sans emballages plastiques, etc.

La marge de manœuvre de l'individu qui voudrait vivre de façon plus écologique «dans la société» telle qu'elle est actuellement organisée est faible. La réduction de consommation/pollution pouvant être ainsi obtenue est-elle suffisante compte tenu de l'ampleur du déséquilibre écologique qui caractérise notre société ?

Certes, on peut imaginer que des consommateurs «éthiques» influencent significativement la production... mais est-ce bien réaliste, quand on sait les différences de prix que permettent les économies par délocalisation ou pollution maximum ? Est-il raisonnable d'envisager un tel comportement de la part de la majorité des habitants de la planète, sans changer leur environnement économique ? Peut-on se contenter de faire la morale (y compris en montrant l'exemple) ?

L'entraide entre des personnes qui ont toutes des intérêts divergents à défendre (valeur de leur patrimoine, nécessité de trouver du travail pour soi, etc.) atteint rapidement ses limites.

Un taux de communication se réduisant à quelques conversations de palier ou autres fêtes patronales, rend-il raisonnablement envisageable la confiance qui serait nécessaire à une coopération harmonieuse des individus ?

De plus, le comportement humain naturel, vu l'ampleur des problèmes est de se dire : je veux bien faire tel effort, si je sais que suffisamment de personnes le font également, ou si cet effort s'inscrit dans une dynamique concrète qui ait un espoir de s'étendre...

Plutôt que de prôner l'héroïsme moral individuel, ne serait-il pas plus efficace de créer, fut-ce localement, sur la base du volontariat, un fonctionnement économique qui n'engendre pas de divergences d'intérêts, ne favorise pas la surconsommation, la compétition et la sous-communication, un fonctionnement économique cohérent avec d'autres valeurs ?

Le simple écovillage peut être une approche intéressante, mais subsiste le risque de conflits fréquents, à cause de la proximité géographique conjuguée à des intérêts divergents.

La communauté évoque encore trop souvent promiscuité et embrigadement, alors que ce qui la caractérise est uniquement la gestion commune des moyens de subsistance, des intérêts communs. Convenablement organisée, avec une communication de qualité, le développement d'un certain nombre d'attitudes individuelles (dont la «tolérance et «l'individualisme» à ne pas confondre avec l'égoïsme), elle pourrait être une option intéressante... pour l'épanouissement de l'individu... et la survie de l'espèce.

Pour ceux qui ne se contenteraient pas de rêver, je propose à la discussion un projet concret soit en m'envoyant une enveloppe timbrée soit en allant voir le site amopie.free.fr.

Denis Peter ■
rue de la Forge - 04190 Les Mées.

Décroissance et pouvoir individuel

(...) Comment le 21e siècle peut-il échapper à cette jungle exacerbée ? Il est assurément très difficile de renverser la vapeur. Mais voudrait-on aller globalement contre le phénomène qu'il faudrait recourir aux grands moyens, par exemple... l'établissement d'un néo-communisme mondial qui nationaliserait tout, ce qui rendrait les comportements individuels sans importance. D'abord, c'est dur à croire. Et quelles seraient les idées du *Big brother* à sa tête ? Risqué, alors...

Personne n'en voudrait. Ceci montre que les approches globales seraient sans effet. Comme tous sont pour la croissance, aucun des programmes politiques disponibles n'est approprié. Les moyens, s'ils existent, se situent au niveau de chaque individu. Chacun d'entre nous devrait adopter une attitude nouvelle de consommateur.

Il faut d'abord *démontrer au système* non pas que ce qu'il fait est inacceptable, mais que *cela ne lui rapporte rien.* alors, logique en lui-même, il cessera de le



faire.
Il faut se dire que la grève de la foule cela existe. A Barcelone, du temps de Franco, une hausse massive des prix des tickets de transports urbains a propulsé les citadins hors des métros, trams et bus, qui continuèrent à circuler à vide jusqu'à ce que la hausse soit annulée. Il n'y avait alors ni parti d'opposition, ni syndicat pour monter l'opération. Une telle démarche contre la course à la nouveauté à tout prix produirait une pause dans la consommation et par là même un ralentissement de la croissance. Cela pourrait même provoquer comme en Argentine la faillite généralisée du système, mais je n'en demande pas tant. En effet freiner sans précaution le surf actuel, ce serait comme couper les gaz sur un hors-bord : la grosse vague du sillage poursuit son chemin et monte à bord. Dans ce cas, il vaut mieux que le bateau soit insubmersible, et c'est rare en économie.
Admettons que nous parvenions à ralentir sans couler. voici en gros quel serait le scénario. Pour nous, consommateurs du 21e siècle, l'attitude de chacun serait de résister à la tentation de la nouveauté, changer rarement de voiture, d'ordinateur, de machine à laver, de baskets et fringues de marque, boycotter les produits nouveaux et non pas les entreprises qui ferment les usines. Si cela marchait avec suffisamment d'ampleur, les projets liés aux nouveautés seraient ajournés. Du coup, il y aurait moins de vendeurs et plus de garagistes, de plombiers et de dépanneurs d'ordinateurs. Nous roulerions moins et moins vite, nous brûlerions moins d'essence et son prix baisserait, loi du marché oblige. Il y aurait trop de bateaux et notre compagnie pétrolière pourrait choisir les moins pourris. Comme il n'y aurait plus guère de place pour les golden boys, vous vous battriez moins pour intégrer l'ENA, l'X ou HEC et un peu plus pour être pianiste, graveur, romancier ou garde forestier. Comme beaucoup de pays resteraient bien plus à plaindre que les nôtres, nous déciderions enfin de leur tendre la main, de leur donner un peu plus de boulot, ce qui leur permettrait de se rapprocher de notre mode de vie désormais accessible. Car il ne faut pas se leurrer, les économies d'énergie font baisser le PNB, signe que c'est le gaspillage qui l'augmente. Une fois l'économie en palier, nos bourses seraient beaucoup plus plates qu'aujourd'hui. En échange, nous aurions du temps, beaucoup de temps (...).

Jacques Rubio ■
Hauts-de-Seine.

Croissance spirituelle

L'idée de croissance nulle ou décroissance passe mal dans le grand public. Je comprends qu'elle reste un principe pour quelques adeptes vus comme ésotériques. Elle me met à l'aise. Un peu comme si je demandais à un enfant de ne plus grand grandir ou pire de régresser.
Cette idée vient-elle d'un envahissement de l'humain par les forces économiques où l'humain se réduit à un livre de compte ? Une soumission inconditionnelle au despotisme du négoce mondial. Quelle régression !
Les voleurs peuvent piller mes biens et même mes vêtements. Entièrement nu, je sais que je porte en moi une richesse inchiffrable, imprenable qui va croître si je donne : celle du cœur avec sa dimension affective, spirituelle, la sensibilité. Oui, une sensibilité en pleine force : seuls les faibles qui craignent se montrer vulnérables cherchent à la masquer. Et ils cherchent une compensation dans la protection d'un Avoir chiffrable. Gagner du pouvoir qui enchaîne dans une forteresse-prison, s'encombrer de tout un falbala idiot au détriment des ressources naturelles.
L'Etre aperçoit la perspective d'une dimension cosmique illimitée où il peut croître sans fin. Alors de grâce, sortons de la prison Avoir, ouvrons les yeux, cessons de radoter sur les «vertus» d'une croissance nulle ou d'une décroissance ! Respirons la vie dans notre Etre qui grandit jusqu'à l'infini !

Michel Marko■
Lot-et-Garonne.

Défense du «développement durable»

Ne jetons pas aux orties l'idée, le concept de «développement durable». Si cette expression est détournée par certains, qui cherchent à faire croire qu'ils travaillent pour la collectivité et l'éternité, alors qu'ils ne défendent que leurs intérêts privés, il ne faut certainement pas abandonner la notion elle-même.
Supposons que vous cherchiez à expliquer l'intérêt de la «décroissance soutenable» et que votre interlocuteur ne soit pas du tout sensibilisé aux problèmes de la planète. Il vous demandera pourquoi participer à des efforts de décroissance. Vous lui répondrez sans doute quelque chose du genre «si nous faisons n'importe quoi de la planète, que restera-t-il à nos successeurs ?». Vous lui exposerez la problématique du développement durable et il sera sans doute d'accord avec votre point de vue. Si cet accord de départ n'avait pu être établi, votre interlocuteur ne pourrait donner aucun sens à votre propos concernant la décroissance soutenable, laquelle prend sens seulement comme **solution** à la problématique du développement durable.
Ainsi, la notion de développement durable désigne l'objectif ultime sur lequel nous voulons être d'accord sur cette planète. Il est important que cet objectif ultime continue d'être explicité, négocié, affiné (...)
Expliciter soigneusement notre objectif ultime (la durabilité du développement) permet aussi de garder du recul sur la solution que l'on défend (par exemple la décroissance soutenable). C'est important car la dynamique de l'aventure humaine est si complexe qu'une fois de plus, la solution pourrait résider là où elle n'est pas attendue. Il ne faudrait pas abandonner la notion de «développement durable» parce qu'elle contient le mot «développement» : on peut considérer que la décroissance soutenable en elle-même n'est rien d'autre qu'une forme... de développement. Doté d'une intarissable créativité et d'une inextinguible envie de liberté, l'être humain cherchera forcément à évoluer, à se développer, c'est-à-dire à rendre toujours meilleures sa condition et ses perspectives. L'absence de développement ne pourrait que prendre la forme de sociétés figées, où chacun garderait sa place fixée à la naissance et rester toute sa vie dans ce carcan. Qui voudrait y revenir ? De plus, de flagrantes inégalités d'accès au confort sont à résorber, ce qui appelle encore le développement. Il ne s'agit donc pas d'éteindre celui-ci, mais comme cela a été souligné souvent dans Silence, de lui donner aujourd'hui un caractère politique qui encadre réellement l'activité scientifique et technologique. Et qui soit capable de contrôler la croissance, éventuellement en imposant la décroissance.
(...) Une solution doit non seulement être valable théoriquement (en l'occurrence elle l'est) mais elle doit être aussi réaliste. Autrement dit, on doit pouvoir la mettre en œuvre efficacement. Or ce n'est certainement ni par l'exemple, ni par la conviction qu'on sortira le monde occidental de la logique de croissance dans laquelle une bonne part du reste de l'humanité, abreuvée qu'elle est par nos films et d'autres images publicitaires, ne demande qu'à entrer.
Pire, si la consommation baissait trop et trop vite, notre monde tel qu'il est s'écroulerait probablement tant il produirait d'exclusion en son sein.
(...) La question de fond est certainement la suivante : définir des valeurs «meilleures» ne suffit pas, et de loin, à les faire partager. Ce point est évidemment connu des militants écologistes (voir *«Un autre monde (écolo) est-il possible» dans le n°289)*. Et il est fort possible qu'une collectivité humaine (par exemple la société occidentale ou le monde) ne puisse faire réellement évoluer ses valeurs que lorsqu'elle est confrontée à un «extérieur» bouleversant (d'où la certitude ressentie par certains «d'aller dans le mur», voir le même article). Les valeurs ne pourraient donc évoluer que lorsque l'existence deviendra sérieusement invivable dans les pays qui dominent la planète — aujourd'hui les pays occidentaux. Dans cette optique, ceux qui s'engagent courageusement dans la mise au point de solutions utiles à ce moment-là doivent être encouragés. Leurs solutions ne seront probablement pas mises en application à grande échelle d'ici là, mais elles seront prêtes le jour dit.
En particulier, ne dénigrons pas les efforts qui émanent du milieu scientifique ou technologique, par crainte d'effet rebond. Je suis parfaitement au courant : toute avancée de la connaissance, produite avec les meilleures intentions, est susceptible d'être contournée par un acteur qui en tirera un profit personnel au détriment de la collectivité. Les expériences de décroissance soutenable peuvent l'être comme toutes les avancées. Mais je ne crois plus à la valeur intrinsèque des nouvelles connaissances. (...)
Et ne cessons jamais de dénoncer chaque utilisation frauduleuse de l'excellent concept de développement durable. Chaque fois que cela se justifie, interpellons : «comment pouvez-vous prétendre que ce que vous proposez répond à la définition consensuelle du développement durable ?» (...) Participons aussi au raffinement du concept et à sa mise en œuvre honnête et efficace sous forme de décroissance soutenable... et/ou sous toute autre forme judicieuse qui se présenterait dans un avenir plus ou moins proche. La route que suivra l'humanité n'est pas tracée, mais l'objectif doit être clairement explicité : la durabilité du développement humain.

Serge Potteck ■
Haute-Garonne.



Eolienne : pas que pour l'électricité

S'il y a des régions plus favorisées, il faut savoir que presque tout le territoire présente un potentiel éolien intéressant. La meilleure preuve, c'est qu'on trouve des vestiges de moulins à vent un peu partout.
S'il est probable que les vents qui animent le ciel des différentes régions ne sont pas tous capables de mouvoir des éoliennes géantes comme on en voit apparaître actuellement, il est par contre certain que jusqu'à l'avènement des machines à vapeur, ce sont ces antiques machines qui ont constitué la seule alternative aux moteurs «à sang» qu'étaient les hommes et les animaux. Il y avait bien entendu les moulins à eau. Pas en Beauce où aucune rivière ne coule et pourtant «grenier» de la France, mais dans des régions comme le Quercy où ils étaient complémentaires dans la mesure où il y avait du vent en période de sécheresse, et vice-versa des réserves d'eau pour les périodes sans vent.
Si l'application la plus connue de ces machines est la mouture des céréales, il faut savoir qu'on les a utilisées pour broyer les couleurs et les épices, pour scier le bois et la pierre, pour pomper l'eau, pour draguer le port de Rochefort, pour ventiler les grains, pour fouler les textiles et la pâte à papier, pour animer des forges, cette liste est loin d'être exhaustive.
D'ailleurs, dans «l'autre pays des moulins», les Pays-Bas, on en trouve 1062 en état de travailler, ceux dont la fonction est de drainer les polders. Ils sont mobilisables à tout instant pour suppléer efficacement les pompes électriques ou thermiques, et des fonctionnaires sont rétribués pour les habiter et les entretenir.
Qu'est-ce que cela signifie ? Que leur puissance qui est variable puisqu'on trouve en Beauce des moulins dont les ailes ne dépassent jamais vingt mètres de diamètres, dans le Nord-Pas-de-Calais, des moulins plus grands, et aux Pays-Bas, des ailes qui peuvent aller de moins de dix mètres jusqu'à presque trente, convient tout à fait aux vents locaux.
Toute cette énergie quasiment gratuite, renouvelable et non polluante pourrait être aujourd'hui utilisée par les PME, les exploitations agricoles, ce qui éviterait les problèmes de transport de l'énergie. (...)
Si les éoliennes sont aujourd'hui difficiles à maîtriser en cas de tempête, les moulins à vent étaient entretenus avec des technologies universelles ne posant pas de problèmes écologiques et sociaux. Des arrêtés ont toutefois été pris pour ne pas les construire trop près d'une voie de circulation pour ne pas effrayer les chevaux (...).
Alors mieux que les discours, allez visiter les géants de Shiedam (banlieue de Rotterdam). Le va-et-vient des sacs de farine sera bien assez éloquent. Allez non loin de là à Kinderdijk, vous serez époustouflés par les volumes d'eau hissés vers la mer par la simple force du vent. Visiter le moulin à scier le bois de Leiden et observez le mouvement des pièces en bois et en fer. Essayer d'imaginer la puissance nécessaire pour scier simultanément jusqu'à trois arbres différents en planches d'épaisseur réglable selon les besoins. La manutention des pièces de bois est effectuée, elle aussi, par la force du vent et on a mis au point un système de frein efficace qui comporte même un «arrêt d'urgence» ! Vous constaterez qu'il n'est nul besoin d'automates programmables, ni de consoles, de lasers ou de logiciels, en reconnaissant néanmoins que l'usage de matériaux «nouveaux» comme l'aluminium ou l'ertalon, et l'application de découvertes liées à l'aéronautique constituent un plus très important pour ces «horloges géantes».
Je suis toujours sidéré en regardant des reportages télés sur les pays du Moyen et lointain Orient, d'Asie et d'Afrique, de voir qu'il y a très souvent beaucoup de vent dans ces contrées. Au début des années 70, des copains m'avaient rapporté des photos de moulins à vent afghans. Ils croyaient que c'étaient des ruines alors que ces tours à l'apparence «ébréchées» captaient des vents de direction constante. A la même époque, feu Jean Gimpel, médiéviste réputé, parcourait ces pays avec des modèles réduits de moulins à eau et de vis d'Archimède, pour démontrer aux peuples démunis qu'avec peu de moyens, ils pouvaient tirer parti des cours d'eau pour alléger leur peine. Par ailleurs, la plupart de ces pays bénéficient souvent d'un ensoleillement remarquable, mais je vous fais grâce d'un développement sur ce sujet voisin et tout aussi attachant.
(..) Nous disposons des moyens, il ne nous manque qu'un peu de volonté pour les mettre en œuvre (...).

Jean-François Amary ■
Drôme.

Eolienne, espoir de vie

Donc Moutsie, tu es militante anti-nucléaire et contre les éoliennes ! J'avoue que j'en ai assez de voir ma revue, Silence, donner encore trois quarts de page aux anti-éoliens. Nous sommes d'accord pour reconnaître que le gigantisme des éoliennes à venir pose de vrais problèmes de société et qu'il serait préférable de donner la conscience de l'appropriation de son avenir énergétique à l'individu ou au petit groupe. Ceci peut concrètement se faire maintenant, mais ne sera effectif que demain. Le chemin est long, mais il faut semer maintenant. Les grandes éoliennes sont les semailles.
Moutsie, t'es-tu déjà battue contre les grandes lignes THT qui défigurent ton si beau paysage ? Je suis toujours un peu soupçonneux sur les réelles intentions de ceux qui sont contre les éoliennes, fussent-elles les plus géantes du monde. Relis bien la réponse que te fait Silence et rappelle-toi qu'il ne faut que quelques jours pour démonter une éolienne. (...)
Moi, ces éoliennes, je les trouve très belles, un peu dégingandées pour les plus grandes (elles me font penser à un vieux copain basketteur qu'on appelait Don Quichotte), un peu nerveuses pour les plus petites, mais chacune d'entre elle m'émerveille. C'est pour moi un symbole d'espoir et de vie. Je crois que l'éolien représente le début concret de la possibilité de l'alternative et de sa crédibilité. Le message passe doucement à l'encontre de l'habituel credo nucléaire français, mais c'est un bon début, ne gâchons pas notre plaisir.
Donc, je vais écrire au préfet de l'Aude pour lui dire que je soutiens le projet de sept éoliennes sur le plateau de Bouichet. Je vais aussi protester car seules 7 sont retenues contre 21 proposées (...).

DR

Jakez ■
Ille-et-Vilaine.

Production des éoliennes

Dans les articles de Silence, vous indiquez comme puissance des installations, la puissance en crête, c'est-à-dire la puissance maxima qui peut être développée par une éolienne ou un parc d'éoliennes. Or la puissance utilisable est bien inférieure, compte tenu des disponibilités des machines et de l'irrégularité des vents. La puissance moyenne pour les éoliennes les plus récentes, doit être de 25 %, plus pour les installations offshore. Cette puissance multipliée par les 8760 heures de l'année permet de calculer la production. Il est préférable de préciser ces données pour ne pas tomber sous la critique du lobby nucléaire.

Marcel Breugnot ■
Puy-de-Dôme.

Silence : *On indique pour les centrales nucléaires leur puissance maximale possible. Or un réacteur nécessite lui aussi un entretien, a des pannes... Le seul moyen de comparaison serait effectivement la production électrique réelle... mais comment la connaître lorsque l'on annonce une construction ? Ce sera plus précis dans quelques années.*

Eoliennes pour le commerce extérieur

Ayant des attaches dans le département de l'Aude, j'ai appris que 200 projets d'éoliens y sont prévus et ceci, non pas pour fournir de l'électricité à la région, mais pour la vendre à l'Espagne.
Des éoliennes sont déjà installées au-dessus de Limoux, une vingtaine à Fitou, et aussi sur le Mont Tauch au dessus de Tuchan. On voit ces dernières tourner à 40 km de là et dans un site magnifique.
Quand justement on se trouve dans un paysage où la beauté nous envahit jusqu'au plus profond de nous-mêmes et que ces pylônes de métal surgissent au hasard du sommet d'un mont en premier plan avec à côté la chaîne des Pyrénées enneigés, quel choc !
Et tout ça pour l'argent !
Quand en plus, on apprend que sur le canton de Monthoumet, il y a un projet de 100 éoliennes, on croit rêver.
Quand on rencontre les élus locaux, amadoués par les taxes à venir, cela tourne au cauchemar. Ceux-ci n'ont pas consulté la population. Un vide juridique existe : les promoteurs éoliens n'ayant besoin que de la signature du maire.
Un pylône peut faire 50 mètres de haut et 6 à 8 mètres de diamètre. Les pales par vent de nord font un ronronnement insupportable pour les habitants à proximité et les oiseaux se prennent dedans.
(...) Bien sûr, le vent et le soleil sont des énergies renouvelables et valent mieux que le nucléaire. Mais imaginons un monde dont ces sites magnifiques soient garnis d'éoliennes et où les panneaux solaires foisonnent proches des habitations. Ne sommes-nous pas tout simplement en train d'éluder le problème parce que nous consommons trop d'énergie ?
L'éolienne peut être une solution individuelle, mais surtout pas collective. L'enjeu du siècle est de prendre conscience qu'il ne s'agit pas de changer simplement d'énergie, mais de changer tout court ou bien de disparaître. Ne plus être un consommateur, mais un être humain autonome, responsable et citoyen, respectueux de son environnement.

Jean-Yves Bousseneau ■
Gironde



Silence : nous sommes entièrement d'accord avec le dernier paragraphe, mais moins avec le reste de la lettre. Vous dites que les habitants n'ont pas été consultés. Faux : l'ADEME a fait une vaste enquête (voir notre numéro d'octobre) qui montre que, précisément, c'est dans l'Aude où il y a le plus de ces grandes éoliennes, qu'elles sont le plus appréciées et personne ne s'y plaint du bruit qu'elle font ! Par vent de nord, on entend le vent, pas les éoliennes ! En ce qui concerne la stratégie commerciale de vente à l'Espagne, ce pays, qui a neuf réacteurs nucléaires, a décidé de les fermer. Il construit des éoliennes à tour de bras (plusieurs centaines de fois ce qui se fait en France)... et achètera de l'électricité en France en attendant son autonomie. Le plus urgent est d'arrêter les réacteurs qui chaque jour produisent des déchets pour des siècles. Ensuite, d'accord pour démonter les grandes éoliennes au fur et à mesure que l'on baissera sa consommation : démonter une éolienne demande moins d'une semaine et ne laisse pas de déchets à gérer pendant des siècles.

Eolienne et choix de société

[A propos des échanges pro et anti-éoliens], mon regard n'est pas tout à fait le même. Nous avons été nourris depuis plusieurs générations au bon lait bien gras d'une énergie abondante et pas chère. Nous avons apprécié les avantages : mobilité individuelle, bon marché et accessible à tous, nourriture carnée en abondance, confort de nos maisons individuelles, bien chauffées, bien équipées... Tout d'un coup, on se réveille, ceci à de graves inconvénients : effet de serre, pollution de l'air en ville et aussi à la campagne même si ça se voit moins, déchets radioactifs... et je ne vous parlerai pas de l'inégale répartition des richesses de notre planète ! Il faut corriger ces inconvénients, c'est bien, et de plus en plus de gens en sont convaincus. Mais nous voudrions croire que ceci va se faire en douceur, sans changements radicaux, sans modifier nos modes de vies. Cela fait des décennies que nous faisons fausse route, que nous avons développé notre société autour de l'énergie abondante et pas chère, en pensant qu'il n'y avait pas de fin à ce modèle.

Nous sommes vaguement engagés sur le protocole de Kyoto qui réduira si on l'applique 5 % de nos émissions de gaz à effet de serre. Autant dire pas grand chose, retarder tout au plus de quelques décennies les problèmes graves. Si nous voulons revenir à l'état d'équilibre, nous devons, nous Français, diviser par cinq nos émissions de gaz à effet de serre. Alors retroussons nos manches et arrêtons de nous engueuler sur la couleur des éoliennes, la mort des petits oiseaux (il s'en tue beaucoup plus chaque année sur les baies vitrées et, que je sache, personne ne milite pour leur suppression) et le pedigree de l'investisseur. Engageons un vrai débat sur la façon de corriger nos erreurs. Faut-il compter sur un comportement vertueux de nos concitoyens quand la publicité nous pousse chaque jour à consommer plus ? Doit on créer une écotaxe qui changerait graduellement mais sûrement nos comportements et l'organisation de nos sociétés ? Amis qui vous dites écolos, c'est de ça qu'il serait intéressant de débattre. Ne regardez plus le problème du fond de votre jardin, prenez un peu de hauteur, et il ne servira à rien d'être vertueux si vous êtes tout seul : un seul mauvais élève et tout est foutu. C'est collectivement que nous devons trouver la solution. Et les énergies renouvelables sont loin d'être la panacée. Elles ne sont souvent qu'une couche de peinture verte pour cacher la misère. Et là, je ne parle pas simplement des lobbies industriels de tous poils qui défendent leurs intérêts, mais de notre comportement schizophrène de vouloir le beurre et l'argent du beurre, à savoir une énergie abondante, bon marché et non polluante. Si les énergies renouvelables étaient gratuites et sans inconvénient, il y a longtemps que nous les aurions adoptées en masse, nous sommes parfois bêtes, mais quand même.

Freddy Le Saux ■

Association limousine de développement des énergies renouvelables
Haute-Vienne.

Eolienne, nucléaire et morale

Françoise Beck-Tollot (courrier n° de décembre) s'insurge contre un agriculteur de la Marne qui a fait construire une éolienne sur son terrain pour en tirer profit. Voici donc encore un défaut de l'énergie éolienne. Il y en a qui vont pouvoir gagner de l'argent et ceci, affirme-t-elle, sur le dos du peuple. Alors d'une part, je trouve que le bénéfice éventuel tiré de l'éolien vaut bien, moralement, les 1 % qu'EDF nous prend sur chaque facture et destiné à son comité d'entreprise, le CCAS, organisme très riche qui ne sert bien évidemment que la grande famille EDF. (...) D'autre part, Françoise Beck-Tollot veut «développer par tous les moyens *moralement* acceptables les énergies alternatives», je ne comprends pas très bien le mot «moralement». Il y aurait donc des éoliennes «immorales» et des panneaux solaires à ne pas mettre entre toutes les mains ? Il y avait le bruit des éoliennes, leur laideur, leurs pales qui attaquaient les oiseaux et voici maintenant leur immoralité ! Stop !

(...) Françoise Beck-Tollot parle d'énergie alternative et non pas renouvelable, choix dangereux car Areva parle aussi du nucléaire comme une alternative (au charbon, au gaz). Personnellement, je préfère garder mon indignation contre un fait qui vient d'être porté à ma connaissance. Le service public d'EDF fait partie du Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire (CEPN) qui intervient à Tchernobyl dans le cadre du plan *Ethos*, plan financé par l'Europe dans sa première phase et maintenant par EDF, le CEA, AREVA... But officiel : améliorer la qualité de vie des habitants des zones contaminées. But réel et visible : faire en sorte de se substituer aux associations locales et organismes tel Belrad des professeurs Bandajevski et Nesterenko pour occulter leurs travaux et manipuler l'information. Le CEPN écarte de fait les pédiatres, ophtalmos, endocrinologues, radiométristes et tous les chercheurs indépendants et pourra ainsi publier les chiffres manipulés, mentir par omission, publier des résultats positifs pour faire oublier définitivement le *syndrome* de Tchernobyl (voir à ce sujet *Trait d'Union n°22,* publié par la CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, numéro absolument indispensable sur les moyens à mettre en œuvre pour aider à maintenir l'information indépendante en provenance de Tchernobyl). Il s'agit là de **notre** service public EDF. Il se comporte exactement comme les laboratoires privés qui étaient à la solde des marchands de tabac et publiaient des chiffres tendant à prouver qu'il n'y avait pas de lien entre cancer et tabac. Que font les syndicalistes d'EDF ? Quand feront-ils une manif, non pas pour défendre leurs intérêts corporatistes, mais pour dénoncer les choix d'EDF ? (...)

Une anecdote pour terminer. Un marchand de piscine de ma connaissance voit venir à lui deux retraités qui lui demandent un devis pour chauffer leur piscine. Il fait le devis en comparant une solution solaire et une solution gaz. Les retraités demandent alors le montant d'une installation électrique. Le marchand leur dit que c'est la solution la plus coûteuse en consommation, mais finalement c'est la solution choisie : les retraités sont des anciens d'EDF et ne paient leur électricité à moindre prix. On peut certes parler davantages comme les voyages gratuits pour les agents SNCF, mais ces derniers ne peuvent monter dans les trains que s'il y a de la place... et n'impliquent donc pas un coût supplémentaire pour la collectivité.

J. Lesouëf ■

Ille-et-Vilaine.

L'horreur d'un accident nucléaire

Je veux réagir au courrier de «Moutsie» de la Gironde concernant les éoliennes. Votre réponse m'a parue claire et sensée, mais je voudrai enfoncer le clou.

Certes, parfois, l'éolien peut perturber le paysage, mais il serait peut-être possible de privilégier la petite production locale ce qui éviterait aussi les pylônes géants pour le transport d'électricité.

Mais surtout a-t-on pensé un instant à l'horreur d'un accident de centrale nucléaire ? Certes, le risque est, paraît-il, faible, mais les installations vieillissent et si on multiplie les centrales, on multiplie le risque... et ceci sans parler de l'accumulation monstrueuse des déchets dont personne ne sait que faire malgré les paroles lénifiantes qui sont prodiguées.

(...) Il suffit de s'informer sur les suites encore catastrophiques de l'accident de Tchernobyl pour imaginer ce qui pourrait se passer chez nous. (...) Je crois que réellement ceux qui prônent le nucléaire n'imaginent pas un instant qu'il puisse arriver un accident majeur à l'une de nos centrales et n'imaginent pas l'étendue de la catastrophe possible. Le naufrage d'un transport de pétrole (Erika ou Prestige) n'est rien à côté de cela.

J'ai travaillé de nombreuses années au CEA, Commissariat à l'énergie atomique. J'ai fait partie plusieurs années du CHSCT, Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail, et sais à quoi m'en tenir sur le «filet aux mailles serrées» des actions de sécurité !

Il est nécessaire que chacun imagine, sans catastrophisme mais avec lucidité ce qui pourrait se passer et ce que pourrait faire nos services de secours devant un problème d'une telle ampleur.

Avec l'espoir que je m'alarme à tort.

André Ferruit ■

Isère.

La violence des vieux


DR

En apparence, les vieux ne feraient pas de mal à une mouche. Ils vont en couple dans leur voiture, ils ont soixante, cinquante ou même trente ans. Ils errent entre les rayons du supermarché. Ils regardent tranquillement la télévision chez eux. Pourtant leur monde est plein de violence.
Ils sont le mur contre lequel l'espoir se brise, le volet qui se ferme devant la main tendue, ils sont l'indifférence et la résignation qui tuent le dernier élan d'enthousiasme. Ils sont la pierre qui nous retient alors que la mer monte. Dans un monde où tout bouge, où tout aspire au changement, ils sont immobiles.
«De toutes façons, tout est pourri», «c'est le système...», les bras ballants, ils vont, impuissants, pourtant conscients du désastre. Mais puissamment, ils poussent leurs caddies plein de sang, de la terre, plein de sang du tiers-monde. Ils têtent goulûment au sein de la terre, ils tètent pour dix, ils tètent pour cinquante. Ils protègent avec rage leur confort, leur part du lion.
Ils sont pourtant les enfants des hommes, ils sont le double miracle de la matière habitée par la vie. A l'inconcevable beauté de l'univers, à son infinie grandeur, ils participent ignorants...
Quand vous les verrez, ne leur jeter pas de pierres, ils ne sont que le produit d'une société malade, ne leur jetez pas d'insultes, ils ne sont que le reflet du vieux qui habite en vous. N'essayez pas de les changer, vous ne feriez que les fermer davantage. Mais chassez sans relâche celui qui habite en vous, chassez le doute, l'indifférence de votre esprit ; chassez l'incrédulité, affrontez la peur, refuser la résignation. Chassez l'avidité et la soif de plaisirs faciles de votre vie. L'histoire de l'homme commence, et tout est encore à découvrir. Et tout ce qu'il nous faut pour explorer le futur est du respect, l'humilité et une détermination sans faille. Le présent nous est offert et notre attitude est la gardienne de sa magie.

Guillaume de Salvert ■
Charente-Maritime.

Emeutes en Kabylie : rien n'est encore réglé

Le mouvement citoyen a été créé après l'assassinat prémédité du jeune lycéen Guermah Massinissa dans l'enceinte même de la brigade de gendarmerie de Beni-Douala le 18 avril 2001. S'y ajoutèrent quatre jours plus tard l'enlèvement arbitraire de trois collégiens d'Amizour, ainsi que l'agression de leur professeur.
Venant se greffer à une situation déjà explosive, caractérisée par une violation massive des droits de l'homme, le déni identitaire, l'exclusion sociale et le marasme économique, tous ces éléments constituent autant de facteurs à l'origine de la révolte de la jeunesse, révolte que le pouvoir, rompu aux pratiques diaboliques de la manipulation, a sciemment transformé en émeutes sanglantes : près de 160 jeunes ont été lâchement assassinés, 3500 blessés dont plusieurs centaines par balles réelles auxquels s'ajoutent des dégâts matériels considérables.
Le pouvoir maffieux, au lieu d'accéder aux revendications démocratiques et sociales exprimées pacifiquement par les citoyens, a mis en branle sa machine répressive pour les noyer dans un véritable bain de sang.
Le pouvoir assassin qui se nourrit de la violence, agissant dans l'impunité totale, a tenté d'entraîner la population dans le chaos et la guerre civile, de par ses multiples provocations et celles de ses services de sécurité qui se comportent en véritables mercenaires. Cette situation macabre a interpellé les comités de villages et de quartiers et fait sentir le besoin de s'organiser pour poser les premiers jalons d'une dynamique citoyenne et perpétuer le combat de nos valeureux martyrs du printemps noir 2001.
Aujourd'hui, le peuple algérien est orphelin, sans repères, sans valeurs.
Un peuple qui décapite ses meilleurs enfants pour les oublier aussitôt est sans doute un peuple atteint, gravement aliéné. Y remédier est plus qu'urgent. L'espoir est peut-être permis, tant qu'il y aura des femmes et des hommes qui portent la patrie dans le cœur, pour que plus jamais ces tragédies ne se reproduisent et que l'histoire ne bégaie, pour que les prochaines générations connaissent enfin la véritable paix !
Toutes les souffrances algériennes sont miennes, parce que c'est sur un pays entier que s'est abattue l'ombre de la mort. Si demain la lumière à nouveau renaît, ce sera l'œuvre de tous les Algériens enfin réunis contre le mensonge et les divisions savamment entretenues.
Dans une république, le président est élu par le peuple ou ses représentants. En Algérie, il est désigné par les tenants du pouvoir, les généraux.
En Algérie, le gouvernement est choisi par le chef de l'Etat. Le député est élu par le peuple pour le servir et défendre ses intérêts. Le député se sert du peuple pour ne se soucier que de ses intérêts et le président du Sénat a été désigné par le chef de l'Etat.
Les élus locaux commencent pauvres et sortent riches et les islamistes sont au centre des grandes décisions.
En Algérie, on menace la liberté. Des femmes ont été attaquées chez elles par les intégristes parce qu'elles travaillaient à la place des hommes ! Et cela sans qu'aucun haut responsable ne daigne condamner de tels actes dignes du moyen âge.
On menace les journalistes et on amnistie les terroristes, l'assassin est un héros qui nargue le citoyen innocent et même ses victimes.
En Algérie, on tire à balles réelles sur des citoyens aux mains nues. Chez nous l'argent du contribuable est utilisé pour améliorer l'image du pouvoir à l'étranger en organisant des concerts et des festivals à coups de milliards alors que les jeunes de Kabylie tombent sous les balles des gendarmes et que le pauvre citoyen cherche désespérément un bout de pain et une goutte d'eau.
En Algérie, il n'y a pas de place pour les démocrates, ni pour la justice ou les libertés. Il n'y en a que pour le terrorisme, la répression, l'impunité et la dictature.
Alors que le pouvoir aime tirer sur des citoyens innocents, Bouteflika "le pokimo algérien" amnistie des assassins au nom de la concorde et que la victime est complètement ignorée, tandis que la presse indépendante est accusée
Ils sont arrivés à diviser les Algériens, faisant leur la maxime en vigueur de la Rome antique à nos jours, diviser pour régner.
La rupture entre les Kabyles et le reste de la population algérienne paraît consommée, orchestrée et on dit kabyles les récents soulèvements. Cette emphase portée sur les identités a fait le jeu du président Abdelaziz Bouteflika. Il a crié au complot étranger, à la manipulation de l'ancien colonisateur, la France. Mais malheureusement cette France ne fait rien pour la Kabylie, même les médias ne parlent pas de ces jeunes qui sont en train de mourir à petit feu.
En Kabylie, la parabole est un bien précieux accroché à tous les balcons pour recevoir de vraies informations par TF1, la 2, France 3, Canal+ et M6 mais ? Aujourd'hui les Algériens ne savent plus ce qu'ils sont.
A l'école, l'histoire du pays commence en 1962. Les instituteurs enseignent la civilisation arabo-musulmane, quelques lignes sur l'occupation française, des couches sur les moudjahidins (FLN) et la période du président Boumedienne.
Rien sur l'histoire berbère, les occupations phénicienne, romaine, vandale ou byzantine ou sur l'histoire chrétienne en Algérie, ni sur une femme qui gouverna le peuple berbère, Kahina. Pourtant, les Kabyles, au fil des siècles, ont façonné ce pays.
L'Algérie compte 30,6 millions d'habitants, les deux tiers ont moins de trente ans, soixante pour cent sont au chômage, douze millions vivent au dessous du seuil de pauvreté, huit millions sont vraiment aisés, six cent mille personnes vivent dans un luxe inimaginable. C'est la loi de la jungle où le gros mange le petit.
Tout cela a poussé la Kabylie à la révolte. Cette région sacrifie ses enfants pour la défense de la liberté et de la démocratie. Cependant nous sommes taxés de traîtres, d'alliés de la France qui travaillent à la déstabilisation de l'Algérie, de racistes.
Un vibrant hommage doit être rendu à tous ceux qui ont sacrifié leur foyer et des centaines voire des milliers d'heures de leur temps personnel dans l'angoisse et l'incertitude, pour encadrer la révolte citoyenne de notre jeunesse, y compris contre elle-même. Jeunesse mise contre son gré face à des institutions devenues le cimetière de la citoyenneté et de ce qui reste de l'Etat algérien.
Hommage également à ces femmes qui sont côte à côte dans le combat pour la liberté, qui ont sacrifié leur vie, leur beauté pour l'Algérie, à celles qui sont tombées sous les balles de Bouteflika. Elles ont choisi le chemin de Kahina, rebelle berbère.
Le président algérien face à la génération de Zidane. Zidane, tes frères sont en train de mourir à petit feu. Personne, surtout pas les plus humbles, n'est épargné par la violence qui secoue notre pays.
En Algérie aujourd'hui, on est tué parce que l'on est intellectuel, militant politique, journaliste, chanteur, etc., et non pour ce que l'on fait.
La France et l'Union européenne doivent intervenir d'urgence.

Hassene Kemel ■
Isère.

Greenpeace mercantile

Lectrice occasionnelle de Silence, bien m'en a pris d'emprunter récemment au Café Filopré de Montluçon le numéro de novembre 2002. J'ai pu en effet y lire, entre autres articles «formateurs», le témoignage d'un jeune «recruteur» de Greenpeace dans la page courrier.

De quoi être déroutée par la stratégie purement (ou plutôt «puantement») commerciale d'une organisation, certes aux objectifs louables, mais que je croyais éthique sur toute la ligne, alors qu'elle utilise, pour trouver des adhérents, les techniques exclusives de marketing, de rentabilité, de non-respect de la conscience humaine et de non-information, qu'elle condamne chez les entreprises ou les pouvoirs publics contre lesquels elle se bat...
A croire que, si l'on souhaite être clairvoyant et le plus cohérent possible dans les causes que l'on veut soutenir, on ne saura bientôt plus où placer sa confiance (et son argent).
Toujours est-il que j'ai sur le champ adressé un courrier à Greenpeace pour demander d'interrompre les prélèvements mensuels que je l'avais autorisé à opérer sur mon compte, en en expliquant les raisons. Mais où va-t-on si l'on en est réduit à un appel au boycott d'associations telles que Greenpeace ?
Je sens que je vais me consoler en m'abonnant à Silence.

Brigitte Bourseaux ■
Allier.

GREENPEACE

J'ai lu avec attention le numéro de novembre et en particulier le courrier critique concernant Greenpeace et son programme consistant à aller à la rencontre du public dans la rue et dans les facultés pour inviter les particuliers à soutenir financièrement l'association.
Je passe sur quelques erreurs. L'important c'est le choix de développement (ou du non-développement) d'une association et le choix de son mode de financement. Vous le mentionnez dans votre éditorial de ce même numéro de Silence : «la croissance des structures des associations, avec la professionnalisation, en cas de repli financier, ne laisse aucun recours que le conformisme pour ne pas déplaire à ceux qui subventionnent. Exception notable, Greenpeace qui n'accepte aucune subvention».
C'est en effet notre volonté partout dans le monde depuis maintenant trente ans de ne recevoir — et bien sûr de ne demander — aucune subvention publique (Union européenne, gouvernements, collectivités locales), aucune contribution financière d'entreprises. C'est le prix d'une liberté permanente de parole et d'action. C'est le prix d'une capacité de lobbying efficace, non asservi.
Notre volonté est aussi de nous développer partout dans le monde et plus particulièrement en France où, vous le savez bien, le mouvement écologiste (adhérents «passifs» ou adhérents militants) est loin d'avoir l'importance de celui d'autres pays européens.
Ce développement passe pour nous par le programme critiqué par votre lecteur. C'est faire peu de cas de l'intelligence des 60 000 adhérents de Greenpeace en France que d'insinuer que nous pensons «que les combats écologistes sont l'affaire d'une poignée de spécialistes salariés, financés, par une masse de personnes ignorant du pourquoi et du comment».
Nous pensons certes que les succès, les avancées que nous avons pu obtenir, avec d'autres, sont en partie liés au fait que nous sommes une structure internationale, travaillant de manière coordonnée. Nous pensons aussi que les quelques 30 000 personnes qui nous ont rejoints, ces dernières années, grâce à ce programme et nous restent aujourd'hui fidèles ne le sont pas par la seule lecture d'un «trimestriel vantant les succès de l'association», mais par la volonté de s'inscrire dans un contre-pouvoir aux valeurs fortes (indépendance, non-violence, détermination, etc.) et d'aider à établir un rapport de force pour créer des conditions plus favorables au changement.
Bien évidemment, la réflexion qui est menée sur la croissance en général doit aussi être conduite au sein même de notre association. Cette croissance ne peut pas se faire à tout prix. Je peux vous assurer ici que les débats sur le sujet sont fréquents, denses, mais toujours très riches à l'occasion des assemblées statutaires de notre association, assemblées qui regroupent deux fois par an près de 80 personnes, élus, représentants de nos groupes locaux et salariés. Nous sommes persuadés que la force de changement repose aussi sur le nombre et le renforcement de notre capacité d'action. La tentation «groupusculaire» est, nous semble-t-il, une erreur. Nous récusons également cette approche élitiste qui tend à considérer qu'il y aurait d'un côté les bons militants et d'un autre les mauvais donateurs.
Pour aller au delà de ce nombre croissant d'adhérents qui renforce notre capacité à impulser les changements nécessaires, nous nous efforçons aussi de développer des espaces dans lesquels ces adhérents peuvent s'engager et concrétiser ainsi leur désir de militance. Ainsi, nos 18 groupes locaux permettent à plus de 800 volontaires d'agir très efficacement sur le terrain en conduisant des opérations de lobbying auprès des collectivités locales, en diffusant l'information pour mobiliser plus largement le public, en effectuant un certain nombre d'investigations qui nous permettent de mettre en œuvre des campagnes pertinentes. Nous avons aussi développé un site internet très documenté qui contribue à diffuser de l'information et permet aussi aux internautes d'agir en s'associant au cyberactions que nous organisons régulièrement.
Enfin, nous sommes à l'écoute de toutes propositions pour renforcer encore la dynamique de mobilisation des citoyens pour qu'ensemble nous construisions ce monde de paix, ce monde nouveau et responsable dont nous rêvons tous.

Christophe Glenisson ■
Directeur de la communication à Greenpeace
Paris.

Mascotte de Silence

Lecteur assidu de Silence, revue à laquelle je souhaite un jour participer activement, je tiens à vous faire part de ma perplexité face à la nouvelle mascotte du journal, qui apparaît en page deux du numéro de décembre et à la fin de celui de janvier. Ce sympathique bonhomme qui lit Silence me fait irrésistiblement penser à Jésus-Christ, par son look, sa joie rayonnante et même le graphisme qui m'évoque un cours de catéchisme niveau débutants. Est-ce un clin d'œil humoristique du prophète ? Je ne sais comment réagir.
C'est vrai que Jésus est sympa. On a même dit que c'était un hippie, mais bon, il ne faut pas tout mélanger. En plus, lorsqu'on le trouve sur le bulletin d'abonnement que j'aime bien donner à mes amis, ils me regardent bizarrement.

David Dréano ■
Vienne.

Silence : il s'agit effectivement du détournement d'une image religieuse par notre maquettiste, par ailleurs très actif à Casseurs de pub. C'est vrai que cette image dans une revue qui s'appelle déjà Silence, ça peut prêter à confusion ! .

Etrange pétition

Quelle étrange pétition que celle reçue avec notre journal préféré de décembre. Cela veut-il dire que Silence se propose de diffuser toutes les pétitions proposées par ses lecteurs, des plus «farfelues» aux plus «sérieuses», des plus individuelles aux plus collectives ; avec comme seule mention qu'elles n'engagent pas la rédaction de Silence ?
Nous avons été «choqués» en tout cas par le texte de la dite pétition.
Non, nous ne remercierons jamais un président de la République, dont le rôle est juste de réaliser le mandat pour lequel ses électeurs l'ont élu (nous sommes, hélas, loin de cet idéal).
En matière de cynisme, Chirac n'est sans doute qu'une pâle copie de l'ignoble Bush, mais il n'a de leçon à donner à personne, lui dont l'armée (française) tirait ces jours derniers sur des citoyens ivoiriens. S'il parvient à convaincre les crédules qu'il agit pour la paix et non pour de sordides intérêts pétroliers et financiers (la dette de l'Irak à l'égard de la France est colossale), c'est mettre au crédit de son habileté politique et non de la cause de la Paix.
(...) Nous n'allons pas nous réjouir de l'absence de «soulèvement contre l'impérialisme du monde occidental». Les belles et généreuses idées diffusées par Silence, que nous débattons et relayons autour de nous, ne trouverons leur accomplissement que lorsque cet impérialisme s'effondrera. L'»insurrection des consciences» chère à Pierre Rabhi doit se propager au plus vite, partout dans le monde !
Nous préférons penser que ce texte est une maladresse induite par la naïveté d'une personne qui a voulu réagir individuellement aux dérèglements du monde. Toute initiative est à saluer, mais celle-ci, à notre sens, ne peut prendre l'aspect d'une pétition collective. Elle n'engage que son auteur, malheureusement anonyme.

Dalila Terzi et Benoit Delmotte ■
Yvelines.

Lecture phonétique

C'est grâce à la revue «Quatre saisons du jardinage» que j'ai connu la revue Silence à laquelle je me suis abonnée. C'est vraiment super cette «mine» de nouvelles alternatives.
Dans le numéro de janvier, p.69, à propos d'Utovie, vous mentionnez la méthode de lecture phonétique *Nounours et ses amis* qui permet, dites-vous, d'apprendre à lire intelligemment !
Je me suis toujours questionnée à ce propos... Comment peut-on avancer cela ? C'est comme il est dit une méthode phonétique, tout ce qu'il y a de moins naturel et censé pour un enfant !

Je pratique la pédagogie Freinet depuis que j'enseigne, en particulier en cycle 2 à «lire/écrire» de façon motivante et naturelle. Je ne pense pas qu'il soit vraiment «intelligent» de démarrer un apprentissage phonétique uniquement.
Cela m'étonne qu'Utovie édite cela et surtout en fasse l'apanage.

Nicolette Leroux ■
Aveyron.

Pourquoi une rubrique «femmes» ?

Depuis la première fois que j'ai lu Silence, j'ai été surpris par la titre de cette rubrique. Pourquoi un titre sexiste ? Est-ce que les femmes ne sont pas concernées par les autres rubriques ? Pourquoi ne pas inclure toutes ces infos tout au long des autres rubriques ? Pourquoi ne puis-je pas lutter pour l'égalité ? Chaque fois qu'il y a, par exemple, une femme battue, je dois, tout d'abord me justifier comme homme. Comment peut-on être égaux si je me sens déjà dans le camp ennemi ? Enfin, je pense que ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme qu'on a des problèmes, mais parce que l'on a tendance à profiter des autres.

Waldo Catano ■

Silence : jusqu'à maintenant ce sont surtout les femmes qui s'intéressent aux questions de genre, mais avec des démarches comme le Réseau hommes, cela change... La rubrique s'appelle ainsi par rapport au mouvement qu'on qualifie de «féministe», si vous avez mieux à proposer... C'est vrai que de nombreuses infos peuvent aller dans plusieurs rubriques.



Ne pas rater le train

Si nous partageons avec Madeleine Nutchey, la volonté de convaincre les personnes d'utiliser le chemin de fer comme moyen de transport plutôt que les transports aériens ou routiers individuels, nous nous interrogeons sur les quelques arguments avancés et relevons certaines inexactitudes dans son propos.
Même si les idées de magie, de rêve et autre retour à la lenteur nous semblent importantes à conserver pour l'ensemble de nos déplacements (ferrés ou non), ces arguments seuls nous paraissent un peu réducteurs et sans doute contre productifs si l'on souhaite reporter massivement les déplacements réalisés actuellement en voiture individuelle ou en avion, sur le train.
La présentation succincte du chemin de fer européen laisse apparaître une situation qui s'améliore partout et où il est facile de se déplacer en train... Nous ne devons pas prendre les mêmes rails !
Si des autorails de 30 à 40 ans d'âge (encore nombreux) font rêver à juste titre, les personnes qui les empruntent occasionnellement, nous ne sommes pas sûrs que ce soit le type de matériel qu'attendent les personnes qui utilisent les trains dans leurs déplacements quotidiens.
Si le temps de parcours, particulièrement long de certaines lignes permet d'apprécier à juste titre le paysage, nous ne sommes pas sûrs que les usagers réguliers de ces lignes soient très sensibles à cette lenteur. (...)
Si les changements de train ou si les temps de correspondance permettent à certains, à juste titre, de s'imprégner de l'ambiance des gares, nous ne sommes pas sûrs que cela participe au confort de la plupart des voyageurs... Et nous n'évoquerons pas le cas des personnes transitant par Paris qui doivent emprunter métro et RER pour continuer leur voyage.
(...) Nous pensons qu'auprès des non-utilisateurs de trains, il est préférable de montrer les arguments indéniables du chemin de fer : sécurité, grande liberté d'activités pendant le voyage, confort et accessibilité des derniers matériels, coût réel souvent moins élevé que l'auto, rapidité de certaines liaisons, il en existe tout de même, par rapport à la route et l'avion...
Par ailleurs, nous voulions apporter quelques précisions relatives à certains passages de l'article concernant l'Ardèche.
■ La ligne de Vogüe à Largentière ne passait pas par Ruoms. Elle avait un tronc commun avec la ligne d'Aubenas à Lalevade avant de s'en séparer à Saint-Sernin. La branche desservant Ruoms, depuis Vogüe, aboutissait en fait à Robiac (Gard), localité située sur la ligne Alès-Bessèges (encore en service).
■ Si l'on considère le train touristique Viaduc 07 comme train de voyageurs, il ne faudrait pas oublier le train touristique Tournon-sur-Rhône-Lamastre (appelé Le Mastrou), l'un des tout premiers trains touristiques de France grâce à sa fréquentation (60 000 voyageurs par an) et son histoire. Il ne faudrait pas oublier non plus la ligne touristique Saint-Agrève (Ardèche)-Dunières (Haute-Loire), qui sillonne le plateau vellave et dont la section ardéchoise (5 km) a été réouverte en 2002, après des années de travail.
■ Le franchissement du col de l'Escrinet n'a jamais été assuré par un train, mais par un tramway (ligne Le Pouzin-Privas-Aubenas) et ceci seulement pendant quatre ans (mars 1910-février 1914) (...)
■ Le fait qu'il n'y ait plus de trains de voyageurs en Ardèche ne résulte pas d'une seule décision, mais de plusieurs échelonnées sur près de 60 ans (1914 à 1973). Cela n'empêche pas d'avoir des regrets sur les 260 km de voies ferrées ardéchoises aujourd'hui abandonnées ou détruites (et les quelques 150 km de lignes de tramway, circulant le plus souvent sur les routes).
Notre association a, entre autres, pour vocation de faire reconnaître tout ce patrimoine ferroviaire (20 000 km) aujourd'hui abandonné, et en grande partie oublié ou détruit. Nous pensons qu'une réutilisation de ces infrastructures pour des déplacements non-motorisés (vélos, marche, rollers, selon les cas...) permettrait de sauvegarder ces vestiges, pour la mémoire du passé, mais aussi le futur qu'il faut bien envisager comme incertain, tout en conservant une utilité générale actuelle. Un certain nombre de reconversions réussies montre toute la pertinence de cette idée.
Aujourd'hui, à travers le territoire français, il est encore permis de voir des fantômes de ce monde ferroviaire, viaducs de pierre de 200 m de long ou de 60 m de haut, des tunnels d'un ou deux km, des plates)-formes taillées dans des corniches, des gares... mais pour combien de temps encore !

Frédéric Rollet ■
Vélos et chemins de traverse, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon.

Gratuité des transports et carburants

C'était l'occasion ou jamais... mais rien sur l'augmentation du prix des carburants. Dominique Voynet avait bien tenté l'alignement du prix du gasoil sur celui de l'essence, mais le ministre des transports, Gayssot, a bien évidemment balayé ça d'un revers de main.
(...) Je pensais donc que le très radical Réseau pour l'abolition des transports payants allait, en parallèle de son génial objectif, amener la question du prix des carburants trop bon marché pour inciter les gens à oublier un peu leurs bagnoles.
Je suis pourtant persuadé que l'augmentation de l'essence et du gazoil, menée en parallèle avec la gratuité des transports en commun, passerait assez bien auprès de la population que je trouve, malgré tout, de plus en plus exaspérée par cette bagnolisation outrancière de nos villes et campagnes.
Le maintien d'un écart avec le GPL (sans dépasser les 0,50 euro) aurait pour effet de favoriser l'envol de ce carburant plus écologique. (...)
Tout cela pour dire qu'en fin de ce dossier, j'aurais aimé lire que la bagnole, ça pue, ça pollue, et surtout, surtout, ça rend con ! Et c'est malheureux que depuis la campagne de René Dumont, en 1974, on ne l'ait plus entendu !

D. Bertrand ■
Alpes-de-Haute-Provence.

Gratuité des transports et conséquences

J'écris sur la table d'un bistrot de Toulouse, le 29 novembre, en fin de journée. En plein cœur du Grand Embouteillage. La rocade est fermée ce soir à cause d'une explosion de gaz dans un quartier proche d'AZF, un de ceux qui ont été secoués le 21 septembre 2001 et qui ne semblent pas au bout de leurs peines.
Je repense à l'article du numéro de Silence concernant la gratuité du transport en commun.
Je regarde «circuler» des bus à vitesse égale à celle des voitures particulières, c'est-à-dire à quelques centaines de mètres à l'heure, et donc bien inférieure à la vitesse de la marche à pied ! Nous sommes vendredi soir, les bus sont pleins, les autos, elles, ne le sont pas. Elles tentent de passer en ville parce que le périphérique est fermé.
La gratuité des transports en commun aurait-elle changé quelque chose à la circulation toulousaine dans ce genre de contretemps ? Probablement oui, mais sans certitude aucune !

Si Toulouse avait installé la gratuité des transports collectifs, et avait bâti en réponse à l'augmentation probable de la demande, un réseau de transports collectif s plus dense et plus performant, il y a fort à parier que la fluidité aurait été meilleure dans les deux ou trois premières années : moins de véhicules particuliers et plus de véhicules communs consomment moins d'espace. Il se serait produit une plus grande vitesse dans un réseau plus urbain et moins périphérique, pensé sur le principe d'un maillage diffus plutôt que celui de la «canalisation gros débit» comme peut l'être une autoroute ou un contournement. Les demandeurs et les offreurs de déplacement auraient pu apprécier l'amélioration de service. Cela semble être la situation actuelle de l'expérience belge décrite dans l'article. Il est très vraisemblable que nos villes occidentales seraient mieux desservies par le transport en commun gratuit... pendant quelques temps. Mais l'automobile est impérialiste, elle occupe tout l'espace qu'on lui laisse. Sa réaction ne va pas se faire attendre trop longtemps.
J'enfonce courageusement une porte grande ouverte : la gratuité des transports en commun n'est une solution que pour ceux qui ont un problème de paiement ! Tous ceux qui sont déjà convaincus pour d'autres raisons du grand intérêt des transports en commun y verront, certes, un intérêt supplémentaire, mais, à l'autre bout de l'éventail sociologique, ceux qui ont aisément les moyens de se payer le coût marchand de l'embouteillage bi-quotidien dans leur véhicule climatisé ne seront que faiblement convaincus par l'argument de la gratuité. Surtout qu'un certain nombre de déplacements individuels se reporteront effectivement sur le collectif, il y aura donc libération d'espace pour la circulation automobile. D'où premier paradoxe, la gratuité des transports en commun améliore dans un premier temps la circulation automobile des voyageurs aisés et augmente la ségrégation par strate économique de la société des habitants d'une ville. Economiquement, aux faibles le bus, aux forts la voiture.
Si l'on y regarde à plus loin dans le temps, mettons dix ou quinze ans, il y a fort à parier qu'une ville laissant s'exprimer librement toutes les potentialités de transports mécanisés individuels et/ou collectifs va être une ville tentaculaire. En effet, si le déplacement n'est pas cher (transports en commun gratuits, coût du pétrole dérisoire pour les véhicules particuliers comme actuellement), cela aide à la conversion à l'immobilier de terrains de plus en plus éloignés du «centre». Les promoteurs ne s'y trompent guère en vantant la proximité d'équipements ou la facilité d'accès à l'objet qu'ils vendent. On peut d'ailleurs se demander s'ils vendent autre chose que ces deux denrées. Des lotissements à perte de vue, différentes sortes de réseaux et équipements (eau, gaz, électricité, route, tram, trains, ramassages scolaires, rocades, station d'épuration, ramassage d'ordures, centres sociaux, écoles, etc.) recouvrant des espaces de plus en plus larges, facilitent l'éloignement entre résidence et activité et augmentent le «besoin» de déplacements. D'où, deuxième paradoxe, la gratuité des transports en commun, sans contrainte sur le déplacement automobile, favorise l'inflation de la ville, la consommation d'espace et le besoin... de transport en commun.
En y regardant à encore plus loin, par exemple trente à cinquante ans, en admettant que «plus loin» existe toujours à ce moment-là, la dépendance énergétique de l'organisation de la cité décrite ci-dessus, résultat présent de la politique d'urbanisation de l'après-guerre, aura considérablement participé aux tensions mondiales sur la course à l'énergie et à l'installation de diverses usines dispensatrices d'énergie (nucléaires, mais aussi éoliennes, solaires, etc.) qu'on nous fournit partout sous couvert de «développement durable». Cette mise à disposition de ressources aura produit probablement beaucoup de guerre au Moyen-Orient et/ou beaucoup de misère dans le tiers-monde en contrepartie de l'accès à bon marché au déplacement, ici, pour un nombre, somme toute, assez restreint de citadins. La ségrégation planétaire des «ayant-droits» à l'énergie n'en sera que plus implacable, plus injuste, et plus antihumaine, si c'est possible. D'où le troisième paradoxe, le transport gratuit, mesure apparemment sociale en Occident... se fait au détriment de la mobilité et de la paix dans le reste du monde et accentue les disparités entre les peuples et les cultures.
En conclusion, si Toulouse avait installé la gratuité des transports collectifs, trois ans après, la fermeture de la rocade se serait mieux passée qu'aujourd'hui, mais cinq ans après, cela aurait été la même chose et dix ans après bien pire. On peut donc dire que la gratuité des transports en commun est probablement une mesure incitative intéressante à condition qu'elle soit accompagnée de mesures contraignantes sur les autres transports mécanisés : restriction des espaces de circulation et de stationnement, augmentation du coût de l'énergie, etc. Elle doit être accompagnée de mesures favorisant les transports individuels ou collectifs à traction animale (charrette, skate, trottinette, roller, vélo et marche à pied), accompagnées tout autant de mesures de répartition plus équitable des moyens économiques accumulés ici et originaires de la planète entière (vraie rémunération du travail dans les pays «en développement», compression des écarts de revenus ici et là-bas, instruction plus répandue, diffusion des procédés, des machines et des outils performants écologiquement, accès réel de tout-e-s à la décision collective, etc.). Tout ceci doit encore être accompagné de projets construits sur le long terme en matière de fabrication de la ville pour les prochaines générations avec là aussi un regard planétaire. C'est sous l'éclairage d'une réflexion sur les conséquences «au loin» de nos comportements que les mesures pratiques doivent être examinées afin d'en tirer le meilleur parti... s'il est encore temps.

Alain Marcom ■
Haute-Garonne.

Les Verts, notre seul espoir

Il arrive quelquefois que des lecteurs fassent état de leur mauvaise humeur vis-à-vis du parti des Verts. Je leur donne bien souvent raison en particulier lorsque les médias se font l'écho, avec tant de bonne volonté, de leurs innombrables bisbilles.
Je souhaiterais toutefois apporter quelques éléments de réflexion personnelle sur le sujet.
Tout d'abord contrairement à bien d'autres organisations les Verts tiennent la plupart de leurs réunions publiques, ce qui rend plus facile l'observation de dissensions, d'autant que les sujets traités sont plus variés et plus graves, d'autant que les débats sont plus largement ouverts. Même type de remarque pour la désignation du candidat à l'élection présidentielle, où chaque militant a pu faire entendre sa voix. Résultat certes désastreux au final, mais processus démocratique tout de même, ce qui n'est sans doute pas le cas partout.
Par ailleurs pour avoir rencontré, dans ma région, quelques élus verts et autres militants de semblable couleur, je peux dire qu'ils sont sur le terrain, engagés dans de nombreux combats, fouillant les dossiers, interpellant les instances politiques, administratives ou techniques ; contrairement à bien d'autres élus que j'ai souvent fréquentés, ils s'efforcent avec ténacité et courage de défendre leurs idées et de vivre selon leurs principes.
Enfin quoique militant associatif depuis près de trente années, et convaincu des importantes avancées que ce vaste mouvement a permis et permettra sans doute de réaliser, je pense que le pouvoir politique a encore de belles perspectives devant lui. Au jour le jour, il gère nos vies, notre santé, nos transports, construit des ponts, des autoroutes, oriente notre culture et notre agriculture. Même si le privé, hélas de plus en plus, s'insinue dans le service public il n'en reste pas moins que les leviers de commande sont aux mains de ceux-là mêmes qui sont élus en fait par défaut, puisque si peu d'entre nous vont à l'urne.
Dans le monde politique le raisonnement s'apparente à celui de Staline : «Le Vatican, combien de divisions ?». Des divisions les Verts en ont beaucoup mais hélas pas les bonnes.
Alors malgré leurs défauts (de jeunesse ?), les errements de certains, les erreurs de beaucoup, j'ai décidé de soutenir les Verts ; ils représentent mon seul espoir politique.

Bruno Guillemin ■
Orne.

Choix des candidats Verts

Dans le courrier de décembre 2002, Jean-Paul Gérard, élu par son département candidat, se plaint d'avoir été ensuite écarté au niveau national. (...) Cette présentation des faits peut légitimement susciter un sentiment de révolte, si elle n'omettait un certain nombre de réalités que tout adhérent des Verts est à même de connaître. Les statuts des Verts édictent en effet que pour les élections «la décision revient au niveau d'organisation concerné». Or les élections législatives relèvent du niveau national, contrairement à ce que le mode de scrutin, par circonscription, pourrait laisser croire. Le «pouvoir législatif» est national. Chaque député ne représente pas ses électeurs mais l'ensemble des Français. On peut le regretter, mais c'est ce qu'impose la Constitution. C'est pourquoi les Verts, dans leurs textes fondamentaux réclament la proportionnelle pour l'élection à l'Assemblée nationale.
(...) Concrètement, les Verts de chaque circonscription proposaient des candidats avant que le mouvement, par son CNIR, les investisse définitivement. Les «pré-désignations» pouvaient donc être remises en cause par le résultat d'éventuelles négociations avec des partenaires au niveau national. Les Verts sont parvenus en 2002 à un «agrément» avec le PS qui impliquait une répartition des circonscriptions. (...) Cette procédure s'est déroulée dans le respect scrupuleux de la démocratie interne. Les candidatures définitives ont été avalisées par une AG au plan national (...).

Eric Marquis ■
Paris.



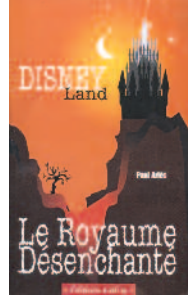
Kidnappé par la police

Serge Mongeau
Ed. Ecosociété (Montréal)

En 1970, suite à l'enlèvement d'un diplomate britannique et d'un ministre par des extrémistes québécois, le gouvernement canadien proclame l'état de guerre et organise une vaste rafle dans tous les mouvements militants, même quand ils n'ont pas de rapport avec les indépendantistes.
Serge Mongeau figurait parmi ces kidnappés par la police dont les plus chanceux furent gardés au secret toute une semaine sans que leurs proches en soient informés. Disparitions, pressions psychologiques, rumeurs pour souiller les personnes engagées dans une action, manœuvres d'intimidation... L'expérience vécue par Serge Mongeau montre qu'il suffit de peu pour que les institutions édifiées au nom de l'intérêt général s'essayent à la répression politique dans le plus pur style totalitaire.
Comment cela se peut-il dans un pays tranquille, pacifique et «démocratique» ? Tout bonnement parce que la «démocratie représentative» est entièrement aux mains des dominants et, pour tout résumer, des sectateurs du capitalisme. C'est, d'ailleurs, chose naturelle puisque toute la structure de la «représentation démocratique» dépossède la plupart de leur pouvoir de penser et d'agir pour le capitaliser entre les mains d'une minorité. Fondée sur la première des spoliations, la «démocratie représentative» n'est pas démocratique mais capitaliste.
Que la domination se sente menacée et ses traits brutaux ne tardent donc pas à apparaître sous le maquillage.
Nous en avons eu des exemples parlants depuis, sans quitter la région. Ainsi nous avons en mémoire la répression militaire de la révolte des autochtones Mohawks contre le projet de création d'un golf sur leurs terres ancestrales à proximité de Montréal. C'était durant l'été 1990. La répression était commandée par le gouvernement québécois de Robert Bourassa, et, il faut bien le dire, elle fut malheureusement plus que soutenue par les manifestations racistes très violentes d'une fraction de la population québécoise. D'autres répressions brutales marqueront, seulement durant la dernière décennie, les revendications de souveraineté des nations autochtones du Québec et du Canada toujours sous la pression de la colonisation administrative, de la spéculation industrielle et des armées de l'OTAN qui, comme tous les conquérants de l'histoire, considèrent les terres amérindiennes comme des «territoires vides» où l'on peut faire n'importe quoi. A ces brillants faits d'armes, Serge Roy, qui fut lui aussi un kidnappé par la police, ajoute en préface l'exemple de la répression qui marqua le «Sommet des Amériques» tenu à Québec en avril 2001. Et il se montre justement préoccupé par la paranoïa qui s'est emparée des USA et du Canada après la série d'attentats du 11 septembre 2001. Une fois de plus, la violence comme réponse à la violence de la domination ne fait que stimuler et renforcer cette dernière en annihilant les régulations qui jouaient encore.
Serge Mongeau cite heureusement Milan Kundera : *«Le combat de l'être humain contre le pouvoir, c'est le combat de la mémoire contre l'oubli»*. En effet, il ne faut rien oublier. L'entretien de la mémoire sociale, ou collective, est indispensable pour sauvegarder le présent de toute mauvaise surprise, et préparer demain. Car, c'est sur l'ignorance des épisodes précédents, une ignorance moins souvent créée par l'érosion de la mémoire que par la réécriture de l'histoire et par la substitution d'imposteurs à la place des acteurs des mouvements sociaux, que s'édifient la domination et l'exploitation. Alain-Claude Galtié.

Disneyland, le royaume désenchanté

Paul Ariès
Ed. Golias
2002 - 284 p. 20 €.



En début d'ouvrage, Paul Ariès rappelle avec force détails les conditions politiques (sous Fabius) qui ont permis l'ouverture d'Eurodisney à proximité de Paris, et ce que cela a coûté aux contribuables. Il se lance ensuite dans une visite du parc, avec des analyses pseudo-psychanalytiques et là, c'est malheureusement trop. Le moindre donjon se transforme en symbole phallique. Le lecteur est obligé de se faire l'intégralité des manèges, les uns après les autres. S'il est vrai que l'environnement Disney est un bon outil du capitalisme dans la mesure où il infantilise des adultes, les rendant plus malléables à la consommation, il n'est nul besoin d'en énumérer tous les symboles. Symboles que l'on retrouve dans les livres, les films, les jouets, le parrainage d'autres commerces...
L'imposture Disney se révèle dans la troisième partie consacrée à la politique salariale de l'entreprise. Alors que l'on vous vend du bonheur, les salariés eux vivent en enfer. La parallèle est possible entre le modèle américain et la réalité des faits (il y a beaucoup de pauvres dans le pays de la liberté !).
Paul Ariès s'engage en assimilant la démarche Disney à celle des USA, qui serait l'expression du grand capitalisme. C'est quand même un peu simpliste.
Au début, le livre paraît amusant, mais à la longue, il y un côté David franchouillard contre le Goliath américain qui devient vite lourd. Déjà auteur d'un excellent livre sur Mac Do, l'auteur aurait gagné à faire un livre plus court. MB.

De la nature Pour penser l'écologie

Serge Moscovici
Ed. Métaillé
2002 - 280 p. - 18,50 €.

Le courant écologiste est fortement hétérogène. Certains présentent la nature comme un rempart contre la science, la technique ou la modernité. Cela se traduit par le mythe du retour à la nature, le respect de la Terre-Mère, ce que l'on appelle l'écologie profonde. Serge Moscovici lui préfère réinsérer la science dans la nature. Il ne s'agit donc pas d'aller en arrière, mais au contraire de considérer que la modernité ne peut qu'aller dans le sens d'une synergie entre les deux. Son discours est donc moins radical, moins dérangeant et notamment plus acceptable par les milieux post-marxisants de la gauche actuelle. Il a fortement inspiré les Amis de la Terre à leur naissance avec des personnes comme Brice Lalonde ou Yves Cochet... Après une période de forte réflexion écologiste dans les années 70, Serge Moscovici va s'éloigner du mouvement quand une partie de celui-ci va faire le pari d'exister comme un écologisme, c'est-à-dire comme nouveau mouvement politique. Serge Moscovici est plus partisan d'associer l'écologie à une culture qu'à une politique. Il associe cette recherche dans le domaine de la culture avec la démarche de Robert Jaulin, le premier à avoir dénoncé l'ethnocide provoqué par la colonisation de l'Occident. Ce livre reprend en les actualisant des articles écrits ces trente dernières années. Certains textes sont passionnants : il nous rappelle certains débats que l'on n'entend plus assez aujourd'hui. Ainsi, du militarisme par exemple (p.62 et 63) : *«La guerre est devenue une menace pour l'espèce (...) Dès à présent, la préparation de la guerre mobilise des dépenses énergétiques fabuleuses. La crise de l'énergie entraîne déjà des crises sociales et économiques et le militaire, qui fonctionne par certains côtés comme locomotive de la croissance et de la production, joue ici un rôle d'aggravation de ces crises (...) Etat et militarisation vont de pair non seulement sur le plan économique mais également sur le plan de la pensée et de la science (...) La militarisation joue également un grand rôle dans l'aggravation des inégalités internationales (...) Lutter contre la guerre, c'est donc (...) sauver l'espèce, lutter contre la spirale des crises sociales et économiques, lutter contre les inégalités entre nations, lutter contre la répression. Au cœur de la pensée politique des écologistes, il y a le citoyen, le civil, le vivant ! (...) La militarisation obscurcit toujours les droits civils et sociaux, la connaissance et même la science. Toutes les grandes découvertes dont l'homme pourrait s'enorgueillir sont immédiatement investies par le militaire»*.
Comment ne pas être d'accord avec lui quand il met en garde contre la volonté d'aller trop vite et la nécessité de faire de l'expérimentation sociale : *«Nous avons poussé trop vite et de tous les côtés à la fois. Il est (nécessaire) de ralentir, réfléchir, réorienter. Pourquoi ? Parce que l'essentiel de l'expérimentation, c'est de faire naître des choses qui n'existent pas ou qui ont besoin d'être ajustées»* (p.67). Seul hic : nous qui travaillons depuis plus de vingt ans sur ces expérimentations, nous n'avons jamais croisé l'auteur ! Bref, un théoricien, universitaire, clairvoyant à son époque, mais aujourd'hui quelque peu dépassé. Son dernier chapitre s'intitule «La fin de l'écologie ?». Il s'étonne que les écologistes ne débattent pas des nouvelles technologies. Il ignore que depuis vingt ans, la revue *Terminal* a été créée pour cela, que plusieurs livres sont sortis sur ce sujet, que nous en avons fait plusieurs dossiers (le dernier en date : «Technologies et solitudes», n°264)... Ceci est sans doute un bon livre historique, mais l'auteur fait aujourd'hui bien vieux si on le compare avec la jeunesse d'esprit qu'a eu jusqu'à sa fin un René Dumont. MB.

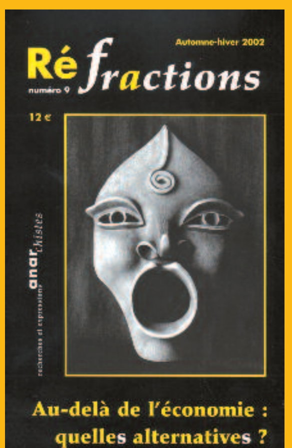
Fraternité, égalité, liberté

Henri Nouyrit
Ed. Triades
2002 - 124 p. - 13 €.

L'auteur est l'un des fondateurs de la NEF, la banque alternative. Ayant travaillé toute sa vie dans le milieu des coopératives, il explique dans cet ouvrage, sa rencontre avec les écrits

Au delà de l'économie : quelle(s) alternative(s)

Réfractions - BP 45, 13920 Saint-Mitre-les-Remparts - N°9, automne-hiver 2002 - 168 p. 12 €.



Réfractions se définit comme une revue de recherches et d'expressions anarchistes. Les textes y sont souvent lourds de références historiques, pas toujours très compréhensibles en dehors du milieu anarchiste. Mais ce numéro marque une nouvelle orientation : prendre un thème qui fait débat et l'analyser en lien avec la pensée anarchiste. Ce numéro reprend d'une part ce qui s'est dit lors du colloque «Défaire le développement, refaire le monde», mais également les théories de Serge Latouche sur la nécessité de «sortir de l'économie», les idées de Georgescu-Roegen sur la nécessaire décroissance et le rôle possible des SEL comme alternative économique concrète... Tous les thèmes que nous abordons dans Silence. Avec la richesse de la pensée anarchiste en terme de positionnement face à une société hiérarchisée et d'accumulation du capital, c'est tout un nouveau pan de réflexions fort intéressantes qui s'offrent aux lecteurs. Ce numéro constitue une lecture complémentaire des réflexions publiées dans Silence. Un travail fort utile. MB.

de Rudolf Steiner, et sous forme de questions-réponses, étudie en quoi ces écrits restent d'actualité aujourd'hui. Le slogan «liberté, égalité, fraternité» est né au siècle des Lumières avant de s'imposer au moment de la révolution française. Il a été combattu par une frange des philosophes qui opposent l'égalité et la liberté. Steiner répond alors au début du siècle qu'il faut comprendre ce slogan comme s'appliquant dans des domaines différents : la liberté est celle de penser, l'égalité est dans le domaine du droit géré par l'Etat, et que ces deux valeurs peuvent effectivement s'opposer si l'on oublie la troisième, la fraternité qui elle concerne la sphère économique, les échanges. Pour développer l'articulation entre ces trois valeurs, Steiner demande que l'on s'appuie sur des expériences pratiques et pour cela reprend les idées de Robert Owen qui au milieu du 19e lance en Angleterre les premières coopératives. Dès 1919, Steiner prévient que la révolution russe sera un échec, car elle est imposé par un Etat fort qui veut imposer l'égalité au détriment de la liberté et de la fraternité. Il condamne tout autant le capitalisme qui déplace la liberté dans le domaine de l'économique, lieu pour lui de la fraternité. Il ne cherche pas à élaborer une idéologie, mais une méthode d'observation du monde qui peut permettre, comme dans les coopératives d'Owen, d'expérimenter de nouveaux rapports sociaux. Il dénonce aussi la philosophie rationaliste qui ne considère ces rapports sociaux qu'à travers le corps oubliant l'âme et l'esprit. Il distingue en effet ces deux notions : l'âme est ce qui ressort du sensible, des sentiments, de l'instinct, donc du cœur, alors que l'esprit est ce qui né du raisonnement, donc de la tête. Ce qui fait la force de Steiner aujourd'hui, c'est que son approche a permis le développement d'une multitude d'expériences dont les plus connus sont les écoles Steiner, la bio-dynamie en agriculture, les banques alternatives, des centres de soins, et aussi plein d'association dans de multiples domaines. Ce livre est une bonne introduction pour comprendre l'influence de Steiner, même si on regrettera peut-être que ne soit pas assez développé l'histoire de ces alternatives nées de ce courant. MB.

Ça va barder

de Véesse
chez Vincent Scherrer, 3, rue de l'Hiver, 68460 Lutterbach.
2002 - 100 p. - 7,5 €.



Sous-titré «dessins d'humour et de sang-froid», ce recueil de dessins en solo (il a déjà publié plusieurs ouvrages avec Dédé et Lèbre que nous avons présentés dans Silence) s'attache à dénoncer les hypocrisies du système. Alors que l'on nous serine qu'il n'y a pas d'alternatives, avec ses dessins et ses petits textes tout à faits réjouissants, Véesse nous invite à la révolte. En cette période dite sécuritaire, Véesse nous rappelle que la sécurité n'est pas celle dont nous parlent les grands médias. Il y a toutefois quelques strips (Gédéon le freux) assez incompréhensibles. Cet ouvrage est un bon moyen de se regonfler le moral. MB.

Fêtes bio

Valérie Cupillard
Ed. La Plage (34230 Tressan)
2002 - 160 p. - 29,50 €.

Cuisine bio (et végétarienne) pour mettre les petits plats dans les grands au moment des fêtes de fin d'année... ou à d'autres occasions. 32 menus et de superbes photos pour devenir gastronome bio. FV.



Graines suspectes

Robert Ali Brac de la Perrière et Franck Seuret
Ed. de l'Atelier (France), Luc Pire (Belgique), d'en Bas (Suisse)...
2002 - 220 p.

En lien avec des éditeurs de douze pays francophones, la collection «Enjeux planète» veut publier des ouvrages sur les questions qui touchent tous les pays. Cet ouvrage, également diffusé par plusieurs éditeurs anglophones, aborde la question des aliments transgéniques comme menace pour les moins nantis à partir de rencontres qui se sont tenues en 1998 en Inde. Il y a une perception universelle que les graines appartiennent aux paysans depuis des millénaires et qu'il n'est pas nécessaire de passer par le commerce pour posséder des semences. Le livre dénonce non seulement la volonté de vouloir vendre des semences modifiées, mais également la biopiraterie qui consiste à confisquer des semences qui jusqu'alors appartenaient à tous. Pas de nouveautés dans cet ouvrage, mais plutôt une compilation des savoirs des associations qui s'opposent à la privatisation des semences. MB.

Le commerce de la faim



John Madeley
Ed. de l'Atelier (France), Luc Pire (Belgique), d'en Bas (Suisse)...
2002 - 260 p.

Dans la même collection, un ouvrage sur les incompatibilités entre le libre-échange et la sécurité alimentaire. Une dénonciation en règle de l'OMC, Organisation mondiale du commerce. Des solutions alternatives existent. L'avant-dernier chapitre reprend les propositions proposées par les grandes ONG lors du contre-sommet de Seattle concernant les échanges. Enfin le dernier chapitre s'intéresse à des alternatives dans la façon de produire : le recours à une agriculture durable, la réduction des pesticides, la bio, la permaculture, les réformes agraires, les jardins vivriers et médicinaux, etc. MB.

BANDES DESSINÉES



Makhno

François Hombourger
Ed. Monde libertaire
2002 - 2 x 72 p. - 2 x 10 €.

Makhno est un militant libertaire qui lors de la révolution russe de 1917 va organiser la révolte contre l'armée du tsar en Ukraine. Combattant au début

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Votre beauté au naturel,** *Chantal Clergeaud, éd. Dangles, 2002, 224 p. 18 €.* Comment réaliser soi-même ses produits cosmétiques.

■ **Atlas des espèces en danger,** *Richard Mackay, éd. Autrement, 2002, 128 p. 26 €.* Rappelant en introduction qu'une extinction c'est pour toujours, une liste de cartes sur les grands écosystèmes, ceux les plus sensibles, les plantes et les animaux en danger et ce que l'on peut faire pour garantir la biodiversité à l'avenir. Un ouvrage de référence.

■ **Wildlife,** *Richard Leakey, éd. Albin Michel, 2002, 374 p. 21,9 €.* Témoignage de celui qui a dirigé pendant des années les réserves naturelles du Kenya contre les braconniers avides de défense d'ivoire. On regrette que ce combat se fasse au détriment des populations locales (voir dossier de Survival international, Silence n°258) et dans un pays dirigé par un dictateur sanglant (voir Survie).

■ **Les soins naturels de l'enfant,** *Laurence Buiret-Grégoire, éd. Dangles, 2002, 168 p. 17 €.* Comment réagir aux maladies des enfants sans tomber dans le cercle vicieux des antibiotiques. Un classement par ordre alphabétique avec une liste des réponses de différentes médecines douces, des trucs de grand-mère ou des médicaments peu dangereux.

■ **L'homme et le climat,** *Dominique Dron, Carla Hirschhorn, éd. Institut Montaigne, 2002, 92 p.* Quand les chefs d'entreprise se posent des questions sur comment prendre en compte la problématique des gaz à effet de serre : le surgénérateur, finalement, c'est dommage qu'on ait arrêté !

■ **La France des temps libres et des vacances,** *Jean Viard, éd. L'Aube (84240 La Tour-d'Aigues), 2002, 230 p. 18 €.* Etudes sur les conséquences de l''augmentation du temps libre en France : mobilité, maison de campagne, loisirs, culture, voyages, vie familiale. La réduction du temps de travail tend à accroître les distances parcourues pendant le temps libre. Pour la décroissance, ce n'est pas gagné. Une mine de données chiffrées.

■ **A charge de revanche,** *Mark Rogin Anspach, éd. Seuil, 2002, 140 p. 19 €.* Marcel Mauss avançait que le don ne pouvait se concevoir que comme un début d'échanges réciproques. Lorsque cette réciprocité n'existe plus, il se crée un décalage entre celui qui donne et celui qui reçoit, et donc apparition d'un conflit. Mais il en est de même pour la vengeance ou pour le marché économique. Le don, en soi, n'est donc pas créateur de lien social ; c'est uniquement s'il s'inscrit dans un cercle vertueux d'échanges qu'il le devient. Comment passer de cercle vicieux (vengeance, commerce) à des cercles vertueux ? Et comme la société évolue, cela touche aussi notre sphère personnelle : le couple est un cercle vertueux d'échanges, mais qui doit faire la vaisselle ? Comment traduire cela dans le domaine politique ? Faut-il croire à la «main invisible» des libéraux dans un monde où la religion a été remplacée par l'argent. Les réponses ne sont pas toutes faites et ce livre pose beaucoup de bonnes questions pour ceux qui cherchent d'autres modes de relation que celui de l'échange commercial.

■ **Kali'na, une famille indienne en Guyane française,** *Jil Silberstein, éd. Albin Michel, 2002, 490 p. 25 euros.* Les Kali'na sont l'une des six nations amérindiennes qui vivent sur le territoire «français» de la Guyane. Ce livre suit une des familles Kali'na, dans un village situé sur la côte, à l'estuaire du Maroni, et en montre les difficultés entre tradition et modernité occidentale. Loin des clichés colonialistes toujours présents avec en annexe les textes récents des déclarations finales des sommets amérindiens. L'auteur est suisse... Espérons que les lecteurs seront français.

■ **Le lobby de la gâchette,** *Hélène Constanty, éd. Seuil, 2002, 214 p. 18 €.* Comment se fait-il qu'un groupe d'un peu plus d'un million de personnes, groupe vieillissant et en perte de vitesse, fasse autant parler de lui : actions et manifestations spectaculaires, représentation politique. L'auteure, journaliste, est allée s'immerger dans le monde cynégétique pour comprendre l'organisation des chasseurs. Elle a aussi rencontré les porte-parole des protecteurs de la nature (Roger Mathieu, Franz Weber...). Une réconciliation entre chasseurs et écologistes est-elle possible, l'auteure veut y croire. Une grande enquête journalistique bourrée de données sur les deux camps (Allain Bougrain-Dubourg est fils d'un marchand d'armes !).

■ **Le malheur est dans le blé.** *Lucile Debaille, éd. La Baleine, 2002, 138 p. 5,95 €.* Petite intrigue à Grenoble. Dans la série Poulpe, y'a mieux.

■ **Ethique et violence,** *Valérie Marange, éd. L'Harmattan, 2002, 172 p.* Existe-t-il une violence qui relève d'une certaine éthique ? Cet ouvrage philosophique s'ouvre sur des exemples : Amnesty International a longtemps refusé de soutenir Nelson Mandela qui appelait à la lutte armée. D'autres soutiennent la création de maisons de correction pour les enfants délinquants estimant que cette violence ne peut leur faire du mal. Qui est condamnable ? Le jeune de banlieue qui se révolte ou celui qui lui a montré à longueur de télévision des films de guerre ? Celui qui méprise les femmes ou le scénariste de films X ? Et qui est en position de juger ? Plutôt de savoir ce qui provoque et à quoi mène la violence, il est peut-être plus facile de voir comment elle s'exprime. Une écologie mentale consisterait alors à la comprendre dans son milieu, plutôt que de la sortir de son contexte pour la juger et la condamner. Ceci peut éviter d'opposer l'organisateur d'une manif réprimée à celui qui a peur du «trouble de l'ordre public». Le terrorisme d'une minorité à celui de l'Etat qui lui répond. Dans toute violence, qui n'est pas coupable ? Une série d'articles pas toujours faciles à lire.

■ **La colonne de fer,** *Abel Paz, éd. Nautilus, 2002, 360 p. 17 €.* Les colonnes étaient des structures combattantes mises en place par les anarchistes en 1936 contre l'insurrection fasciste. Elles seront dissoutes en 1937, sous la pression des communistes qui imposeront une armée unique. L'auteur a participé à la colonne de fer créée à Valence.

■ **Conversation avec des clandestins,** *Lise Thiry, éd. Cerisier (B7033 Cuesmes), 2002, 128 p. 7 €.* En Belgique, comme dans beaucoup d'autres pays européens, de nombreux «sans papiers» sont expulsés sans procès. Lorsque ce procès a lieu, le témoignage devient intéressant. L'auteure, engagée au côté des associations, a suivi de nombreux procès. Elle retranscrit ici les témoignages de ces clandestins qui ne demandent qu'un chose : pouvoir vivre en paix. Un livre étrange qui donne l'impression d'une grande facilité pour obtenir une autorisation de rester sur le territoire, malgré l'avertissement de la préface.

■ **Des Français contre la terreur d'Etat,** *sous la direction de Sidi Mohammed Barkat, éd. Reflex, 2002, 186 p. 12 €.* Pendant la guerre d'Algérie, des Français ont choisi d'aider les Algériens à conquérir leur liberté. Des témoignages directs de personnes engagées, en particulier dans la mouvance libertaire.

■ **Discours savants, discours militants, mélange des genres,** *sous la direction de Philippe Hamman, Jean-Matthieu Méon, Benoît Verrier, éd. L'Harmattan, 2002, 318 p. 25,90 €.* De nombreuses questions de société mêlent politique et sciences. Les textes de ce livre sont issus d'un colloque organisé en 2000 dans le cadre de l'Institut de sciences politiques de Strasbourg. Si ces discours savants se retrouvent chez les écologistes (OGM, principe de précaution, nucléaire, laboratoires indépendants, etc.), on les retrouve aussi à l'extrême-droite pour justifier l'idée des races, dans les communes qui développe des services «environnement», les syndicalistes (avec des questions comme l'amiante). Le livre se limite malheureusement à une succession de descriptions de cas (Greenpeace pour les écolos) sans croiser les recherches, ce qui en limite l'intérêt.

■ **ABC de l'espéranto**, *Gaston Waringhien, éd. L'Harmattan, 2002, 74 p.* Réédition d'une méthode d'apprentissage d'espéranto écrite en captivité en 1945 par l'auteur, agrégé de lettres.

■ **La raison douloureuse,** *Federico Gargallo Edo, chez Gloria Gargallo, 51, chemin d'Arcins, 33360 Latresne, 2002, 234 p. 14 €.* Récit autobiographique d'un militant libertaire espagnol, pacifiste et espérantiste qui participa au cours du siècle à de multiples initiatives dont la plus marquante est la guerre civile. Exilé en France, il s'investit aussi dans le domaine de l'écologie. il est mort en 1996.

■ **L'asile, rapport annuel.** *Forum réfugiés, BP 1054, 69612 Villeurbanne cedex, 2002, 70 p. 12 €.* Etat statistique des flux migratoires en Europe, avec une réflexion sur l'évolution des textes législatifs et des conditions d'accueils.

■ **Paroles de prostituées**, *Catherine François et Françoise Raes, éd. Luc Pire (Bruxelles), 2001, 96 p. 17 €.* Enquête sur les prostituées de Bruxelles. Ce n'est sans doute pas facile de les interviewer, mais on peut être étonné des personnes rencontrées : la plus jeune a 37 ans, presque toutes sont belges. Est-ce représentatif ? Originalité, l'interview d'un client.

■ **L'eau et la vie,** *Roger Durand, éd. Opéra (Nantes), 2001, 222 p. 18,30 €.* L'eau devenant de plus en plus rare, elle risque de devenir de plus en plus une marchandise et donc de n'être plus accessible qu'aux plus riches. Elle est déjà au centre du conflit israélo-arabe. L'auteur conteste cette évolution, d'autant plus que l'eau, élément vital, ferait partie par ses vibrations de l'évolution de notre conscience. Cette «vitalité» de l'eau serait à l'origine des propriétés des hautes dilutions (homéopathie), de phénomène de magnétisme... Elle aussi au centre de notre sensibilité, de notre approche de la beauté. Un tour d'horizon autant scientifique que spirituel.

■ **Mur de Berlin, peinture face Est,** *Daniel Boulogne, éd. La Garenne (Le Garenne-Colombes), 2002, 60 p + cahier photos, 10 €.* L'auteur, entrepreneur et amateur d'art, offre dans les jours qui suivent la chute du mur de Berlin de la peinture aux artistes de l'Allemagne de l'Est pour que eux aussi puissent s'exprimer sur le mur avant sa disparition.

■ **Les allergies,** *Jean-Loup Dervaux, éd. Dangles (Saint-Jean-de-Braye), 2002, 176 p. 17 €.* Une allergie est une réaction spécifique et anormale à un élément étranger. 35 % de la population développe des allergies, un taux qui a doublé en dix ans. On peut donc essayer de traiter les réactions provoquées par l'allergie, mais on peut aussi chercher à améliorer le terrain pour mieux résister à l'élément perturbateur : hygiène de vie, vie saine et équilibrée, etc. Ecrit par un médecin, le vocabulaire est parfois un peu ardu.

■ **Fenêtres ouvertes, dire et partager l'aide et les soins,** *Odile Sévigny, Francine Saillant, Sylvie Khandjian, éd. Ecosociété (Montréal), 2002, 200 p.* Au départ, il y a une enquête sur les personnes qui apportent des soins à un parent à domicile. 83 % sont des femmes, 50 % ont entre 40 et 59 ans, 28 % plus, 43 % sont retraitées, 26 % seulement avaient un emploi et 13 % ont quitté leur emploi. Cette aide a duré de deux mois à 35 ans. 63 % habitent le même domicile que la personne aidée, 75 % bénéficie d'une aide à domicile. Les auteures, sociologue et anthropologues, ont décidé d'approfondir cette enquête en rencontrant 60 personnes : mère, épouse, fils ou fille, amis, pour essayer de comprendre pourquoi ils ont fait le choix des soins à domicile plutôt que de recourir à une institution spécialisée. Si l'enquête est québécoise (pas le même système de santé qu'en France), l'enquête est fort intéressante concernant les modifications que cela implique dans la sphère familiale, dans l'organisation de la vie de la personne qui aide, dans les recherches d'aides extérieures... et cela fait sérieusement réfléchir sur la vision du monde que peuvent avoir les hommes et les femmes vis-à-vis du malheur d'un proche.

■ **Protection de l'environnement : guide juridique à l'usage des associations,** *Xavier Braud, éd. Yves Michel (05 Barret-le-Bas), 2002, 300 p. 17 €.* Le WWF et France nature environnement, deux des grandes organisations écologistes, expliquent ici comment le recours au juridique peut être un complément utile aux actions collectives des associations. Après une fastidieuse explication des différentes démarches possibles, la partie la plus intéressante du livre est celle où les associations expliquent comment une victoire juridique peut modifier le rapport de force dans une lutte : la jurisprudence peut avoir un effet d'entraînement... mais on ne gagne pas tout le temps, ni forcément durablement, l'Etat pouvant changer la loi à sa guise.

■ **Société-monde, le temps des ruptures,** *Denis Duclos, éd. La Découverte/MAUSS, 2002, 250 p. 20 €.* On peut suivre l'auteur lorsqu'il présente la naissance d'une hyperbourgeoisie (on parlait autrefois de la jet-set society). Affirmer que les attentats du 11 septembre 2001 montrent que les plus déshérités auraient les moyens de se révolter contre les plus riches à l'autre bout du monde nous paraît une thèse osée : Ben Laden est quand même millionnaire, les Saoudiens qui financent les écoles islamistes ne sont pas réputés pour être en bas de l'échelle sociale. Il serait temps de se rappeler que le nombre de personnes qui sont montées dans un avion dans le monde se situe largement en-dessous du 1%. De même lorsqu'il affirme que les Etats pénètrent notre intimité par le biais d'internet, c'est oublier de se poser la question de savoir qui utilise cette technique : là-aussi on doit être en-dessous du 1 %. Universitaire de haut niveau, il ne fréquente sans doute pas les 70 % de personnes qui n'ont jamais donné un coup de téléphone de leur vie (voir les statistiques du PNUD).

■ **Une fenêtre ouverte sur la mer,** *Morgan Sportès, éd. Seuil, 2002, 172 p. 12,50 €.* Roman sur un amour passager franco-japonais à Essaouira, au Maroc. Si la plume est belle, la trame de l'histoire est des plus ténues. Nuance des cultures.

■ **Les désastreuses aventures des orphelins Baudelaire,** *Lemony Snicket, éd. Nathan, 2002, 190 p.* Roman feuilleton pour les enfants traduit de l'anglais. Trois enfants qui vont vivre de malheur en malheur dans un monde contemporain, et cruel. Un tome annoncé tous les six mois.

■ **Y'a plus de saisons : le dérèglement climatique,** *actes des conférences de Primevère 2002, 32 p. - 0,69 € en timbre à : Primevère, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.* Résumé des onze conférences du salon de février 2002.



aux côtés des bolcheviques, ces derniers vont très vite le trouver gênant. Après le coup d'Etat qui leur permet de mettre en place un pouvoir central, Trotsky va écrire des articles infamants sur les troupes libertaires pour pouvoir ensuite les attaquer. Mais les massacres des bolcheviques provoquent vite la méfiance des Ukainiens et les anarchistes vont participer à la gestion de plusieurs communes libres. Les traîtrises du pouvoir central auront toutefois raison de la vaillance des anarchistes et ceux-ci seront vaincus par les trotskistes en 1921. En suivant les aventures d'un personnage imaginaire, l'auteur s'est attaché à reconstituer le parcours de Makhno et des initiatives libertaires de l'époque. Avec un dessin classique, l'histoire est bien charpentée et révèle un pan de l'histoire que l'on redécouvre seulement depuis la chute de l'empire soviétique. Indispensable pour comprendre la différence entre anarchistes et trotskisme. MB.

Jonathan : la saveur du Songrong

Cosey
Ed. Le Lombard
2001 - 64 p. - 10,5 €.

Jonathan se retrouve au Tibet où il cherche à faire s'enfuir une jeune Chinoise. Sa route va croiser celle de moines tibétains et découvrir les relations tendues entre les occupants chinois et ce qui reste du peuple tibétain. A travers la recherche d'un livre sacré qui a échappé aux destructions de la «révolution culturelle», une approche fort réussie de la question de l'occupation d'un pays qui dure maintenant depuis plus de cinquante ans. FV.



Téléphone en BD

Ed. Petit à petit
(76162 Darnétal)
2002 - 96 p. - 14 €.



Quatorze dessinateurs réunis dans un même album pour illustrer autant de chansons du groupe de rock Téléphone. Un concept toujours plaisant de mise en image de la musique. Déjà une dizaine de titres dans cette collection. MB.

Mon cousin dans la mort

François Duprat
Ed. Petit à petit
(76162 Darnétal)
2001 - 64 p. - 8 €.



Des enfants qui jouent dans un cimetière et qui s'inventent des histoires avec les morts. Une agréable fresque de l'imaginaire des enfants, si loin du monde des adultes, bien que pour la guerre... Une première œuvre d'un jeune dessinateur. MB.

Charivari à cot-cot-city

Marie Nimier et Christophe Merlin
Ed. Albin Michel Jeunesse
2001 - 40 p.

M. Fricatout offre le village parfait avec au centre une usine de recyclage des déchets... en réalité un élevage de poulets nourris avec les déjections. Tout irait bien si un oiseau ne venait à entrer dans le poulailler géant. Les poulets découvrent alors qu'il y a un monde extérieur et se révoltent. Après des péripéties, chaque famille adopte deux poules et mange les œufs dans un village plus équilibré. Cette BD pour enfants lance de multiples débats sur ce qu'est la liberté et le bonheur. MB.

